

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

LES TRANSACTIONS SOCIALES DANS UN QUARTIER GENTRIFIÉ :
L'APPROPRIATION DE L'ESPACE PAR LA POPULATION TRADITIONNELLE DE
POINTE-SAINT-CHARLES ET LA COMMUNAUTÉ IMPLIQUÉE AU BÂTIMENT 7

MÉMOIRE

PRÉSENTÉ

COMME EXIGENCE PARTIELLE

MAÎTRISE EN TRAVAIL SOCIAL

PAR

JANOU RADILLA

MARS 2026

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.12-2023). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

Merci d'abord et surtout à Louis Gaudreau et Jade Bourdages, qui ont dirigé mon travail de recherche, qui m'ont accompagnée dans mes réflexions, dans mes incertitudes et dans mes questionnements, qui ont su saisir mon projet et qui ont accepté de me guider dès les premiers instants. La richesse de vos commentaires, votre soutien et vos conseils ont été plus que précieux dans ma démarche.

Je remercie particulièrement les personnes qui ont eu la générosité de partager leur vécu, leurs réflexions et une partie de leur quotidien avec moi en participant à cette recherche. Chaque moment passé sur le terrain à vos côtés, par les discussions que nous avons eues et par les observations que j'ai effectuées, a été enrichissant.

Merci à mes parents, Chantal et Gustavo, de m'avoir accompagnée à grandir, à me forger, à me former, toujours et malgré tout. Les cultures que vous m'avez respectivement transmises et qui coexistent en moi a certainement un rôle à jouer dans mes choix académiques et professionnels. Je me compte privilégiée d'avoir été encouragée à suivre mon propre chemin. Merci tellement pour les « lâche pas, t'es capable » et pour les « tengo confianza, soy orgulloso ». Merci ma sœur, Mélanie. Tu as été un repère en me partageant ton expérience, en répondant à mes questions sur le processus et en démontrant un intérêt envers ma recherche.

Merci infiniment, Mark pour ta patience, ta douceur, ton écoute, pour toutes les discussions sur ma recherche et pour les analogies de route quand le processus était plus cahoteux. Merci pour tes encouragements, pour les petits et grands gestes. Merci d'avoir célébré avec moi chaque petite victoire et chaque nouvelle étape, tout au long de ce parcours, de la propédeutique au dépôt. Ton soutien a été essentiel à l'aboutissement de ce mémoire.

Merci aux personnes qui m'entourent au quotidien, spécialement à Lucie, Micheline, Kenny et Melissa, mon amie de tous les temps, qui m'a toujours encouragée, motivée et soutenue. Merci à mes collègues de travail et à mes collègues de maîtrise pour les petits mots et les partages. Merci à la gang du mardi soir : vos gestes, votre présence et votre bienveillance ont été d'un grand soutien durant ces dernières années.

TABLE DES MATIÈRES

| | |
|---|------|
| REMERCIEMENTS | ii |
| LISTE DES FIGURES | vi |
| LISTE DES TABLEAUX..... | vii |
| LISTE DES ABRÉVIATIONS, DES SIGLES ET DES ACRONYMES | viii |
| RÉSUMÉ..... | ix |
| ABSTRACT | x |
| INTRODUCTION..... | 1 |
| CHAPITRE 1 PROBLÉMATISATION : INTÉGRER UN PROJET À VOCATION SOCIALE DANS UN ESPACE EN TRANSFORMATION | 4 |
| 1.1 Pointe-Saint-Charles : de quartier ouvrier à quartier prisé | 4 |
| 1.1.1 Industrialisation, désindustrialisation et inégalités | 4 |
| 1.1.2 Politiques urbaines génératrices de gentrification..... | 6 |
| 1.2 Portrait des populations de Pointe-Saint-Charles | 10 |
| 1.2.1 Scolarité..... | 11 |
| 1.2.2 Revenu et emploi..... | 11 |
| 1.2.3 Logement..... | 12 |
| 1.2.4 Autres données sociodémographiques | 13 |
| 1.3 Histoires de mobilisations populaires à Pointe-Saint-Charles..... | 14 |
| 1.4 Le Bâtiment 7 : une « fabrique d'autonomie collective » | 16 |
| 1.4.1 Lutte pour un centre social à Pointe-Saint-Charles..... | 17 |
| 1.4.2 La sociocratie comme point d'ancrage pour une gestion horizontale..... | 19 |
| 1.4.3 La tension de l'appropriation d'un espace par un groupe autogéré dans un espace gentrifié..... | 20 |
| CHAPITRE 2 CADRE CONCEPTUEL : LE RÔLE RELATIONNEL DES ESPACES | 25 |
| 2.1 Le quartier..... | 26 |
| 2.2 L'appropriation de l'espace | 29 |
| 2.3 Les transactions sociales..... | 32 |
| 2.3.1 Entre échanges et négociation..... | 34 |
| 2.3.2 Disponibilité des ressources et interconnaissance : vectrices d'arrangements tacites du quotidien..... | 36 |
| 2.4 Question et objectifs de la recherche | 38 |
| 2.5 Pertinence de la recherche | 39 |

| | |
|---|--------|
| CHAPITRE 3 MÉTHODOLOGIE : S'IMPRÉGNER DU TERRAIN DE RECHERCHE | 41 |
| 3.1 Stratégie générale de recherche : méthodologie qualitative | 41 |
| 3.2 Populations à l'étude..... | 41 |
| 3.3 Modalités de recrutement | 42 |
| 3.3.1 Population traditionnelle | 42 |
| 3.3.2 Population impliquée dans le Bâtiment 7..... | 44 |
| 3.4 Collecte de données | 44 |
| 3.4.1 Observations qualitatives | 45 |
| 3.4.2 Entretiens par conversation | 48 |
| 3.4.3 Entretiens semi-dirigés..... | 51 |
| 3.5 Analyse thématique | 53 |
| 3.6 Considérations éthiques | 54 |
| 3.6.1 Risques de la recherche pour les populations étudiées et respect de la confidentialité des données | 55 |
| 3.6.2 Moyens pour obtenir le consentement | 56 |
| 3.7 Limites de la recherche..... | 57 |
| CHAPITRE 4 PRÉSENTATION DES RÉSULTATS : OBSERVER LES RAPPORTS SOCIAUX | 59 |
| 4.1 Présentation des participantEs | 62 |
| 4.1.1 Présentation des participantEs de la population traditionnelle | 62 |
| 4.1.2 Présentation des participantEs impliqués dans le Bâtiment 7 | 63 |
| 4.2 Les rapports au sein du quartier..... | 64 |
| 4.2.1 Nouvelles populations et redéfinitions des besoins | 64 |
| 4.2.2 Des changements dans les interactions au sein de la population | 66 |
| 4.2.3 « Ils habitent à 5 minutes du Centre-Ville, mais ils habitent pas à Pointe-Saint-Charles » : le sentiment d'appartenance de la population traditionnelle envers le quartier | 69 |
| 4.3 Les rapports entre la population traditionnelle et les personnes impliquées au Bâtiment 7... 70 | |
| 4.3.1 La fréquentation du Bâtiment 7 par la population traditionnelle comme moyen de s'alimenter et d'être en lien | 71 |
| 4.3.2 Ensemble, séparés : l'appropriation de l'espace au Bâtiment 7..... | 72 |
| 4.4 Les barrières à l'entrée du Bâtiment 7 pour la population traditionnelle : l'inéquation entre théorie et pratique..... | 75 |
| 4.4.1 Barrières économiques | 75 |
| 4.4.2 Barrières géographiques..... | 78 |
| 4.5 Les différences culturelles entre les personnes impliquées dans le Bâtiment 7 et la population traditionnelle de Pointe-Saint-Charles | 80 |
| 4.5.1 Valeurs, sous-cultures et idéologies politiques représentées au Bâtiment 7 | 81 |
| 4.5.2 Le langage et les pratiques comme manifestations de différences culturelles..... | 83 |
| 4.5.3 La complexité dans la volonté de créer un lieu d'expérimentation | 85 |

| | |
|--|-----|
| 4.5.4 « Je pense que c'est beaucoup une question de liens » : la communauté qui gravite autour du Bâtiment 7 | 86 |
| 4.6 Vers un lieu d'identification pour les populations marginalisées ? | 88 |
| 4.7 Synthèse des résultats | 89 |
| CHAPITRE 5 DISCUSSION : LA GENTRIFICATION, AU-DELÀ DU DÉPLACEMENT | 90 |
| 5.1 Dispositifs de dépossession et exclusion symbolique | 91 |
| 5.1.1 Dispositifs de dépossession et d'exclusion symbolique au Bâtiment 7 | 95 |
| 5.1.2 L'illusion de la représentation de la population traditionnelle au Bâtiment 7 et l'inégalité dans l'utilisation de l'espace | 96 |
| 5.1.3 Complexité dans les ateliers et dans le fonctionnement du Bâtiment 7 et désertion des espaces | 103 |
| 5.2 Proximité et distance..... | 107 |
| 5.2.1 Rapprochement artificiel et distance sociale au Bâtiment 7 | 110 |
| 5.2.2 Normes et distances sociales au Bâtiment 7 : arrangements dans la distance spatiale .. | 112 |
| 5.3 Transactions sociales à l'arrière-plan | 117 |
| 5.3.1 Les compromis entre le Bâtiment 7 et les acteurs du quartier | 117 |
| 5.3.2 Population traditionnelle et actes de résistance à la gentrification | 122 |
| 5.4 Transactions sociales entre la population traditionnelle de Pointe-Saint-Charles et les personnes impliquées dans le Bâtiment 7 : analyse et synthèse..... | 124 |
| CONCLUSION | 130 |
| ANNEXE A AFFICHE DE RECRUTEMENT – POPULATION TRADITIONNELLE | 138 |
| ANNEXE B AFFICHE DE RECRUTEMENT – PERSONNES IMPLIQUÉES AU B7 | 139 |
| ANNEXE C GRILLE D'OBSERVATION | 140 |
| ANNEXE D VENTILATION DES NOTES DE TERRAIN..... | 141 |
| ANNEXE E CANEVAS D'ENTRETIENS PAR CONVERSATIONS..... | 142 |
| ANNEXE F GUIDE D'ENTRETIENS SEMI-DIRIGÉS..... | 144 |
| APPENDICE A FORMULAIRE DE CONSENTEMENT – PERSONNES IMPLIQUÉES AU B7..... | 146 |
| APPENDICE B FORMULAIRE DE CONSENTEMENT – POPULATION TRADITIONNELLE | 153 |
| APPENDICE C CERTIFICATION ÉTHIQUE..... | 158 |
| BIBLIOGRAPHIE | 159 |

LISTE DES FIGURES

| | |
|--|----|
| Figure 1.1 Situation géographique du Bâtiment 7..... | 22 |
| Figure 2.1 Échanges, transactions sociales, négociation..... | 36 |
| Figure 4.1 Proximité physique entre le Bâtiment 7 et les condos..... | 80 |
| Figure 4.2 Montage photo : intérieur et extérieur du Bâtiment 7..... | 83 |
| Figure 5.1 Panneau d'information sur l'histoire du Bâtiment 7..... | 97 |

LISTE DES TABLEAUX

| | |
|---|----|
| Tableau 1.1 Évolution des caractéristiques sociodémographiques des populations de Pointe-Saint-Charles..... | 13 |
| Tableau 3.1 Récapitulatif des observations..... | 47 |
| Tableau 3.2 Récapitulatif des entretiens | 52 |
| Tableau 4.1 Frais d'utilisation des ateliers du Bâtiment 7..... | 77 |
| Tableau 4.2 Coût des activités au Bâtiment 7 | 77 |

LISTE DES ABRÉVIATIONS, DES SIGLES ET DES ACRONYMES

| | |
|------|--|
| B7 | Bâtiment 7 |
| CDC | Corporation de développement communautaire |
| CDEC | Corporation de développement économique et communautaire |
| CLSC | Centre local de services communautaires |
| CN | Canadien National |
| CSO | Centre social autogéré et organisé |
| HLM | Habitation à loyer modique |
| OBNL | Organisme à but non lucratif |
| OPA | Opération populaire d'aménagement |
| PME | Petite-moyenne entreprise |
| RIL | Regroupement Information Logement |

RÉSUMÉ

La gentrification qui a lieu à Pointe-Saint-Charles, quartier montréalais traditionnellement ouvrier, apporte un lot de changements sociaux sur le territoire. Afin de démontrer son opposition au phénomène, un groupe de citoyenNEs a contesté la création de projets (construction de condos, implantation d'un Centre de foires) sur un terrain industriel désaffecté en s'appropriant un édifice et en y créant un espace social pour la population : le Bâtiment 7. Par le caractère alternatif du projet, la création de ce nouvel espace peut cependant contribuer à la gentrification du quartier. Dans ce contexte, cette recherche vise à comprendre les interactions, et plus spécifiquement à observer les transactions sociales (Remy *et al.*, 1978), composées d'ententes tacites, entre les personnes impliquées au Bâtiment 7 et la population traditionnelle de Pointe-Saint-Charles.

Une démarche combinant diverses méthodes de collecte de données (observation qualitative, entretiens semi-dirigés, entretiens par conversation) a permis de constater que les rapports qu'entretient la population traditionnelle de Pointe-Saint-Charles à son quartier sont différents de ceux des autres groupes populationnels qui le composent. À l'instar des relations observées dans le quartier au sens large, les interactions entre la population traditionnelle et les personnes gravitant autour du Bâtiment 7 sont majoritairement composées de distances sociales reliées aux différences culturelles et aux stratégies d'appropriation de l'espace respectivement utilisées. Alors que certains compromis peuvent être trouvés à travers les tensions et les évitements, des ententes ne sont pas toujours possibles. Les ressources symboliques dont disposent les personnes impliquées dans le Bâtiment 7 contribuent aux rapports de force entre les groupes, reproduisant ainsi des structures hiérarchisantes. Sans négliger la spéculation immobilière et l'augmentation de la richesse dans le quartier, cette recherche démontre que les causes de la gentrification vont au-delà des capitaux économiques et que ce phénomène n'engendre pas nécessairement un déplacement de populations.

Mots clés : transactions sociales, gentrification, Pointe-Saint-Charles, appropriation de l'espace, quartier, population traditionnelle, Bâtiment 7.

ABSTRACT

The gentrification that occurs in Pointe-Saint-Charles, a typically working class neighbourhood in Montreal, brings about social changes in the area. To protest this phenomenon, a group of citizens has opposed the construction of condos and a trade show venue on a disused industrial land. They acquired a building and created a community space designed for the population: Bâtiment 7. Due to the unconventional nature of the project, the creation of this new space may contribute to the gentrification of the neighbourhood. In this context, this research aims to understand the interactions, and more specifically to observe the social transactions (Remy *et al.*, 1978) which is to say implied agreements, between the people involved in Bâtiment 7 and the traditional population of Pointe-Saint-Charles.

An approach combining various data collection methods (qualitative observation, semi-structured interviews, conversational methods) allows us to observe that the relationships between the traditional population and their neighbourhood are different from the other population groups living in Pointe-Saint-Charles. As with most relationships in the neighbourhood, the interactions between the traditional population and the people involved in Bâtiment 7 are mostly characterized by social distance caused by cultural differences and the appropriation of space strategies respectively used by the two groups. While some compromises can be reached through tension and avoidance, such agreements are not always possible. The symbolic resources available to those involved in Bâtiment 7 contribute to the power relations between groups, thereby reproducing hierarchical structures. Although the real estate speculation and the increase in wealth in the neighborhood are non-negligible when talking about gentrification, this research demonstrates that the causes of this phenomenon go beyond economic capital and that gentrification does not necessarily imply population displacement.

Keywords: social transactions, gentrification, Pointe-Saint-Charles, appropriation of space, neighbourhood, traditional population, Bâtiment 7.

INTRODUCTION

J'ai connu le quartier Pointe-Saint-Charles en 2016, lors d'un stage qui a mené à un emploi dans un des organismes du quartier. C'est d'ailleurs à ce moment, à cet endroit, que mon attrait pour le milieu communautaire s'est concrétisé. J'y ai découvert le Bâtiment 7 (B7), qui, à l'époque, en était à l'étape d'un projet longuement réfléchi et intensément rêvé, à la veille de son ouverture. Rapidement, durant cette brève expérience, j'ai connu, en plus de la richesse des organismes communautaires, un pan de l'histoire industrielle et sociale montréalaise. L'alliance de ces aspects m'a fascinée, notamment en raison des stratégies de résistance mises en place par les diverses populations dans le contexte de la gentrification : concept avec lequel je commençais à peine à me familiariser à ce moment. Bien que mon histoire professionnelle y ait pris racine, cet intérêt envers ce quartier ne m'a pas quittée. Au moment de l'admission à la propédeutique en travail social, en 2019, ce sont rapidement les thèmes du Bâtiment 7, de la gentrification et de la population traditionnelle de Pointe-Saint-Charles qui sont ressortis comme sujet d'intérêt pour la réalisation d'un éventuel mémoire de maîtrise. La crise du logement qui sévit au moment d'écrire ces lignes et qui s'amplifie depuis quelques années a confirmé ces choix.

La question de la gentrification est complexe à aborder. Si de nombreuses recherches s'y penchent, la définition de ce concept ne fait pas l'unanimité. Typiquement associée au marché immobilier, les causes de la gentrification peuvent aussi être sociales et culturelles et ses impacts ne se limitent pas au déplacement des populations. C'est à travers cette complexité que se situent les interactions entre la population traditionnelle de Pointe-Saint-Charles et les personnes impliquées dans le Bâtiment 7, espace social autogéré, créé pour offrir des services de proximité aux citoyenNEs du quartier. Les militantEs gravitant autour de ce projet ont en effet des profils pouvant participer à la transformation sociale du quartier, participant ainsi à des mécanismes de gentrification. Tout au long du mémoire, des sections consacrés au phénomène de la gentrification qui se déroule dans le quartier serviront de contexte et de parallèle aux enjeux plus spécifiques qui ont lieu au Bâtiment 7.

Cette recherche s'intéresse plus précisément aux transactions sociales (Remy *et al.*, 1978), consistant en des accords tacites visant à créer des compromis entre la population traditionnelle de

Pointe-Saint-Charles et les personnes impliquées dans le Bâtiment 7. Il s'agit d'arrangements tacites, déterminés à travers le quotidien, qui permettent aux groupes et aux individus de coexister lorsque des conflits et des tensions émergent. Aborder les rapports entre les personnes impliquées dans le Bâtiment 7 et la population traditionnelle de Pointe-Saint-Charles par l'angle de la transaction sociale permet d'appréhender les tensions liées au contexte de gentrification, aux distances sociales (Chamboredon et Lemaire, 1970) et à la différenciation des ressources dont disposent les groupes et les individus. Les transactions sociales peuvent notamment se traduire par des stratégies d'appropriation de l'espace propres à chaque partenaire impliqué dans l'interaction. Dans le cadre de cette étude, l'espace est effectivement considéré comme indissociable des relations puisqu'il contribue aux interactions. L'appropriation de l'espace, quant à elle, est intimement liée aux ressources et aux manières de concevoir les lieux du quotidien. De cette manière, le concept de quartier y est appréhendé comme un construit social dont la définition, forgée par l'histoire et par les transformations sociopolitiques, se module notamment à travers le temps et selon la signification que lui attribuent les individus. J'aurai l'occasion de faire ressortir que les conceptions du quartier sont notamment influencées par les ressources et le vécu des personnes qui y vivent.

Cinq chapitres composent le présent mémoire. Le premier vise à faire un bref état des lieux des thèmes qui sont présents tout au long de ce mémoire : le quartier Pointe-Saint-Charles, le Bâtiment 7 et le phénomène de la gentrification. Le second chapitre a pour but de définir les concepts clés et les paradigmes utilisés dans cette recherche comme cadre d'analyse : le quartier, l'appropriation de l'espace et les transactions sociales, lesquels permettent ensuite d'établir la question de recherche et les objectifs qui en découlent. Dans le troisième chapitre est développée la méthodologie utilisée pour la collecte de données, se voulant variée en raison des différences dans les profils des populations étudiées. Ce chapitre présente également les considérations éthiques liées à ce type de recherche. Le quatrième chapitre est composé de la présentation des résultats à la suite du terrain de recherche. J'y explore la représentation du quartier et les rapports entre groupes populationnels de manière générale, avant de m'intéresser aux relations qui ont lieu spécifiquement à l'intérieur du Bâtiment 7 en regard à la population traditionnelle de Pointe-Saint-Charles, alors que certaines barrières à l'entrée sont observées. Le cinquième et dernier chapitre, quant à lui, vise à analyser et à intégrer les différents concepts et thèmes qui ont été élaborés tout

au long du mémoire, en étudiant notamment des aspects de la gentrification qui s'éloignent des conséquences purement reliées au déplacement physique des populations. Une section de ce chapitre concerne le sentiment de dépossession et l'exclusion sociale reliées aux processus de gentrification, et une autre section est consacrée à la mixité sociale, souvent utilisé à des fins politiques. C'est en utilisant ces concepts que j'analyse les manières dont les transactions sociales se manifestent entre les personnes impliquées au Bâtiment 7 et la population traditionnelle de Pointe-Saint-Charles, en regard aux résultats de la recherche.

La préoccupation de l'habitation chez les populations marginalisées est au cœur de ce mémoire et a été présente en filigrane tout au long du processus de recherche. Dans le contexte de crise du logement que nous traversons, se pencher sur un tel sujet permet d'explorer les questions de l'habitation dans son acception large, au-delà du logement : les conditions nécessaires pour pouvoir habiter; la défense des droits, le droit à la ville, le droit à l'utilisation de l'espace. Pour la discipline du travail social, souvent perçue comme se limitant à l'intervention individuelle en raison du contexte néolibéral qui teinte les pratiques (Parazelli, 2012), il est primordial de s'intéresser aux rapports collectifs, lesquels sont construits à travers le politique. Puisque nos histoires individuelles et collectives sont faites de coexistences – en nous et à travers nos rapports – cette recherche se penche sur les stratégies que les groupes et les individus utilisent pour négocier leurs places et pour les maintenir.

CHAPITRE 1

PROBLÉMATISATION : INTÉGRER UN PROJET À VOCATION SOCIALE DANS UN ESPACE EN TRANSFORMATION

S'intéresser aux populations traditionnelles d'un quartier, et plus spécifiquement aux rapports qu'elles entretiennent avec les nouvelles populations, nécessite de s'attarder à l'historique du lieu en question et à son évolution. À cet égard, j'effectuerai une esquisse du quartier Pointe-Saint-Charles en mettant un accent particulier sur le phénomène de gentrification qui s'y déroule. Comme cette recherche vise à étudier les interactions ayant lieu spécifiquement entre ce groupe populationnel et celles des personnes impliquées dans le Bâtiment 7, le portrait et l'historique de ce projet social seront également approfondis dans les premières sections.

1.1 Pointe-Saint-Charles : de quartier ouvrier à quartier prisé

Pointe-Saint-Charles est un quartier traditionnellement ouvrier de l'arrondissement du Sud-Ouest de Montréal, ayant connu d'importantes transformations au cours des années. Entre industrialisation et désindustrialisation au cours des siècles derniers, plusieurs édifices sont laissés inutilisés – dont celui qui constitue désormais le Bâtiment 7. Ces changements incitent, au fil du temps, les promoteurs immobiliers et les municipalités à la création de logements ou de projets de développement urbain, soit sur des terrains vacants ou dans des bâtiments historiques, destinés à la classe moyenne (Gaudreau *et al.*, 2021). Le quartier, autrefois destiné à une vie répondant aux exigences de la production industrielle, est désormais transformé en espace de vie plus luxueux et aisé à proximité du centre-ville de Montréal.

1.1.1 Industrialisation, désindustrialisation et inégalités

Avec l'essor de l'industrialisation au XIX^e siècle, des ouvriers anglais, irlandais et écossais arrivent à Montréal en masse, joignant leur force de travail à celle des Canadiens-français pour œuvrer dans les usines nouvellement implantées dans l'arrondissement. Soulignons d'abord que l'industrialisation de Montréal a contribué à la création et à la visibilisation de différences sociales par l'écart géographique entre la bourgeoisie et les populations ouvrières, mais aussi par les divisions linguistiques entre francophones et anglophones (Bellavance, 1993). C'est ainsi qu'au sein de la ville, le Canal de Lachine se construit, constituant l'un des points tournants de

l'industrialisation au Canada. Ses abords voient de nombreux nouveaux espaces autrefois inhabités se développer spécifiquement pour les familles ouvrières, modulant de cette manière l'espace urbain selon les besoins des travailleurs et selon les fonctions des lieux (Bérubé, 2016). En plus du canal, l'arrivée de la compagnie ferroviaire Grand Trunk Railway et la création de logements à proximité des lieux de travail, de même que les commerces et les services de proximité pour répondre aux besoins des familles, ont fait émerger le quartier Pointe-Saint-Charles comme lieu de vie (Bouchard, 2000 ; Mercier, 2015).

Avec ces changements, les écarts sont rendus visibles au sein de la Ville, mais aussi au sein même des quartiers. Pour Pointe-Saint-Charles, plus spécifiquement, diverses tensions sociales sont génératrices de disparités entre groupes populationnels. Malgré certaines solidarités reliées aux luttes ouvrières, des divisions entre les populations sont créées parmi les différences religieuses, linguistiques et socioéconomiques (Mercier, 2015, p. 7 ; Vickers, 2018). Pour les résidentEs de longue date, l'historique de la division du quartier par *la track* de chemin de fer entre les anglophones et les francophones se transmet toujours à ce jour : nous le verrons notamment au quatrième chapitre. Ainsi, déjà dans les années 1870, l'organisation de l'espace reproduisait les différences entre les populations (Bellavance, 1993 ; Ville de Montréal, 2017).

Puis, la crise économique de 1929 et la fin de la seconde guerre mondiale amorcent une longue période de désindustrialisation, laquelle entraîne un exode d'une grande proportion de la population ouvrière vers les banlieues et éventuellement en 1970 la fermeture du Canal de Lachine (Lavoie-Ricard *et al.*, 2017 ; Mercier, 2015). Ces départs du quartier sont principalement associés à des mises à pied et à des arrêts d'activités ouvrières en raison de la baisse d'activités industrielles, créant de haut taux de chômage et un changement radical dans les modes de vie, notamment au niveau des fermetures de commerces dans le quartier (Bernier et Triollet, 2018 ; Plourde, 2013 ; Vickers, 2018). Pointe-Saint-Charles se retrouve ainsi appauvri et, pour ainsi dire, dénué de services municipaux et gouvernementaux répondant aux besoins de la population dans cette nouvelle réalité (Vickers, 2018). Je reviendrai plus tard sur les alternatives développées par les populations pour répondre à ces insuffisances.

Il n'en demeure pas moins que malgré les inégalités dans la ville et dans le quartier, les caractéristiques du quartier liées à ces bouleversements sociaux et sa géographie enclavée ont pu

lui donner des allures de village, contribuant ainsi à la proximité et à un sentiment de solidarité entre les citoyenNEs (Vangheluwe, 2017 ; van Steenberghe, 2005), qui se sont inscrits dans l’imaginaire culturel auxquelles certaines œuvres ont contribué : le documentaire *The Point*, de Robert Duncan (1978), ou la pièce de théâtre *Balconville*, de David Fennario (1980), par exemple.

1.1.2 Politiques urbaines génératrices de gentrification

Au tournant du XXI^e siècle, le Sud-Ouest devient un arrondissement de plus en plus prisé par les développements immobiliers en raison de sa proximité avec le Canal de Lachine et le Centre-Ville de Montréal. De même, il devient plus populaire en fonction de son potentiel patrimonial relié à son histoire industrielle (Gaudreau *et al.*, 2021). Ce phénomène de gentrification ou de soi-disant retour à la ville d’une population désormais plus aisée, précédemment exilée en périphérie, contribue à l’augmentation de la valeur des logements et à la diminution du taux de résidents à plus forte précarité socioéconomique. D’ailleurs, l’expression « gentry », à l’origine du mot gentrification, proposé par Ruth Glass (1964), renvoie à « la petite noblesse » (Thériault, dans Maltais et Bélanger, 2021, p. 10) et fait notamment référence au remplacement des populations appartenant aux classes sociales les moins privilégiées économiquement par celles ayant davantage de moyens dans les centres urbains (Atkinson et Wulff, 2009 ; Authier et Bidou-Zachariassen, 2008 ; Charbonneau et Mallon, 2016 ; Davidson et Lees, 2005).

La notion de gentrification, de plus en plus répandue, a évolué avec le temps : il s’agit d’un concept complexe dont les contours ne peuvent être explorés en entièreté dans le cadre de cette recherche. Sa définition ne fait pas l’unanimité puisqu’il peut référer tant aux changements sociaux que culturels et économiques (Bourdin, 2008 ; Maltais et Bélanger, 2021 ; Rose, 1984). Dans ce mémoire, j’utiliserai le terme de la gentrification comme un phénomène qui ne réfère pas strictement aux remplacements de populations par l’augmentation de valeur foncière des territoires et des villes. Il s’agit d’un processus favorisé et produit politiquement sous le couvert de réponses à des problèmes publics, tels que la lutte à la ghettoïsation (Clerval et Van Crielingen, 2014 ; Smith, 2002). Or, comme ces politiques, aussi nombreuses soient-elles, visent nommément une amélioration du quartier, la gentrification peut s’effectuer par des mécanismes subtils qui participent tout de même à l’exclusion de groupes sociaux. Le développement immobilier, contribuant à la gentrification, est appuyé par les décideurs politiques, sous prétexte qu’une

revitalisation est nécessaire. Désormais, les mots « revitalisation, renouveau, revalorisation » et diverses autres expressions sont souvent utilisées par les représentantEs des municipalités, des États et des entreprises privées pour qualifier les changements sociodémographiques, architecturaux et culturels des quartiers (Gaudreau *et al.*, 2021 ; Smith, 2002 ; Van Criekingén, 2013, 2014).

Dans le Sud-Ouest de Montréal, on utilise ces termes depuis plusieurs années déjà afin de justifier la transformation des espaces dits populaires : la réouverture à la navigation de plaisance du Canal de Lachine et la mise en valeur des aires qui l'entourent ont fait partie de cette stratégie politique au début des années 2000 (Gaudreau *et al.*, 2021). Ce vocabulaire détourné se retrouve, par exemple, dans les documents officiels de la Ville de Montréal et de ses partenaires :

La Ville souhaite également optimiser l'utilisation des leviers à sa disposition pour créer les conditions favorables aux investissements, accélérer la revitalisation des secteurs vétustes et orienter stratégiquement les activités économiques et commerciales sur son territoire (Ville de Montréal, 2025, p. 26).

Toutefois, en plus de justifier des investissements massifs, ces mots renvoient directement dans l'imaginaire à des espaces vus comme « malades, voire moribonds » auxquels il faut remédier (Morin *et al.*, 2008, p. 144). D'autres initiatives encouragent, au même titre, le développement des quartiers, transformant ainsi leurs rues et lieux publics. Afin de valoriser la « diversité commerciale », le réseau de soutien aux petites-moyennes entreprises (PME), PME Montréal, offre une subvention aux commerçants désirant s'établir dans l'arrondissement du Sud-Ouest de Montréal (PME MTL, s. d.). Nous verrons tout au long du mémoire que l'établissement de ces nouveaux commerces spécialisés contribuent à la gentrification et que la population traditionnelle évite de les fréquenter pour des raisons économiques, mais également culturelles.

Moins flagrant que dans d'autres grandes villes Canadiennes (Maltais et Bélanger, 2021), c'est autour des années 2000 que le phénomène de gentrification s'accélère à Montréal, et contribue à la migration de familles plus fortunées dans les quartiers du Sud-Ouest, sans pour autant représenter un changement complet de populations (Bélanger, 2010 ; Gaudreau *et al.*, 2021). Afin de comprendre l'ampleur du phénomène, il ne suffit que d'observer la transformation rapide du quartier Griffintown, faisant lui aussi partie de cet arrondissement et étant imprégné de cette même

histoire ouvrière. Désormais symbole montréalais d'investissement immobilier, le secteur Griffintown, étant situé avantageusement à proximité du Centre-Ville de Montréal, a été considérablement transformé par la construction abondante de tours de condos et de projets de développement urbain, tel qu'un corridor culturel valorisant des œuvres culturelles dans l'espace public (Guerrero, 2015 ; Ville de Montréal, s. d.-a).

Pour illustrer les changements de populations des quartiers près des centres, Bélanger mentionne que « les résidents des secteurs touchés sont des victimes non-consentantes d'une géographie d'opportunités » : les personnes appartenant à la population traditionnelle qui demeurent toujours dans le quartier voient le visage de leur quartier changer en raison de la situation géographique favorable à l'installation de commerces ou de logements de luxe (Bélanger, 2010, p. 63). Par ailleurs, l'accroissement de la financiarisation du logement par quelques propriétaires privés et par la popularisation de l'utilisation de plateformes de location à court terme comme Airbnb contribuent tant au changement économique que social (Bélanger et Lapointe, 2021 ; Maltais et Bélanger, 2021). Avec ces transformations démographiques, surviennent aussi des changements socio-économiques, un déséquilibre dans le partage de l'espace et une manière différente d'investir les lieux, forçant parfois les résidents de longue date à quitter leurs milieux. Néanmoins, Pointe-Saint-Charles est situé sur le territoire qui compte la plus forte proportion de logements sociaux et communautaires de Montréal (Service de l'habitation, Ville de Montréal, 2022). Cela permet le maintien d'une certaine partie de population traditionnelle, malgré l'augmentation des constructions privées. Pour ces raisons, le processus de gentrification est considéré comme étant plus lent à Pointe-Saint-Charles que dans la plupart des quartiers du Sud-Ouest de Montréal (Bélanger, 2010). Cependant, les résidentEs traditionnellEs ayant échappé aux déplacements sont parfois contraintEs à adapter leurs modes de vie en fonction des changements récents dans le quartier.

Tel que nous le verrons, c'est dans ce contexte, et précisément en réaction au phénomène d'embourgeoisement, que le Bâtiment 7 s'est implanté dans un ancien bâtiment industriel de Pointe-Saint-Charles. Toutefois, le projet social qu'il représente donne du cachet au quartier grâce entre autres au modèle de pratiques économiques et communautaires autogérées qu'il met de l'avant : art, ateliers de réparation et de création, conférences et microbrasserie contribuent à

attirer des populations hétéroclites et à augmenter la valeur symbolique et culturelle du quartier. C'est notamment sur ce point que j'appuierai ma recherche.

Selon Van Criekingen,

trois critères permettent de repérer des processus de gentrification : des mouvements de capitaux vers des espaces qui jusque-là en attireraient peu, une revalorisation marchande des environnements résidentiels, commerciaux ou fonctionnels de ces espaces, et une dépossession des lieux au détriment de leurs résidents ou usagers ordinaires (Van Criekingen, 2021a, p. 54).

Dans le cadre de ce mémoire, la définition de la gentrification sera basée davantage sur ce troisième critère. La dépossession provient notamment du rapport de pouvoir entre les personnes ayant un capital symbolique plus élevé et les personnes appartenant à la population traditionnelle : les modes d'appropriation de l'espace des personnes ayant davantage accès à l'éducation, par exemple, sont basés sur ce qui est valorisé socialement, ce qui contribue à l'effacement de la population traditionnelle. Ainsi, même si la gentrification a le plus souvent comme nœud central l'accès au logement, ses causes ne se limitent pas à cette question et comprennent également le réinvestissement dans la création d'espaces culturels et de consommation distingués (Guay *et al.*, 2019 ; Smith, 2002). Les cafés de la troisième vague, les commerces locaux et équitables, les bars-bateaux amarrés à un quai sont des exemples de ces nouveaux commerces attractifs : « ces reconfigurations spatiales n'annulent pas, bien évidemment, l'existence de la ségrégation urbaine. Au contraire, vivre au sein de "villes globales" est souvent synonyme d'une plus grande instabilité pour les personnes marginales et vulnérables » (Namian et Grimard, 2016, p. 22). De ce fait, les relations sociales et les activités des villes sont revisitées. Les stratégies de gentrification sont adaptatives aux contextes propres aux lieux où elles se déroulent : « la restructuration sociale et économique est simultanément une restructuration de l'échelle spatiale, dans la mesure où la détermination des échelles cristallise les contours du pouvoir social » (Smith, 2002, p. 435) [ma traduction]. En ce sens, les interactions sociales entre groupes occupant l'espace varient d'un lieu à l'autre selon les réalités des populations qui y vivent, tout comme les stratégies de réponse à la gentrification sont variées selon les groupes qui y font face.

Même si plusieurs auteurs s'entendent pour dire que la gentrification est un phénomène en expansion au Québec et notamment à Montréal, les manières d'en interpréter les impacts sur les quartiers et sur la population créent des débats, entre autres au niveau de la nouvelle utilisation des espaces gentrifiés (Maltais et Bélanger, 2021) : entre tolérance, cohabitation et exclusions, les discours divergent. Sans exclure les ségrégations (physique et sociale) que vit la population traditionnelle comme faisant partie des conséquences de la gentrification, nous verrons que les personnes et les groupes qui demeurent en ces lieux, malgré les changements sociodémographiques, développent des stratégies d'appropriation de l'espace pour pouvoir coexister avec les autres populations (Remy, 2016 ; Remy *et al.*, 2005). Afin de nous y attarder, il paraît important de saisir le portrait des populations qui constituent le quartier Pointe-Saint-Charles, en portant une attention particulière à la population traditionnelle.

1.2 Portrait des populations de Pointe-Saint-Charles

Dans cette section, je définirai, à l'aide de statistiques, certains contours afin de mieux situer les populations du quartier. Pour ce faire, je m'appuierai sur des portraits généraux des populations de Pointe-Saint-Charles. Sans réduire les individus à des profils sociodémographiques exclusifs, des données liés au logement et trois critères de défavorisation matérielle nous serviront de référent à ce que je qualifierai, pour les besoins de cette recherche, de résidentEs traditionnellEs : faible taux de diplomation, faible revenu et faible taux d'emploi (Le Sud-Ouest de Montréal, 2015). Outre ces caractéristiques sociales, les personnes faisant partie de la population traditionnelle sont également des citoyenNEs qui ont connu l'évolution du quartier : ils et elles ont été témoins des changements significatifs dans Pointe-Saint-Charles et ont assisté aux phases de désindustrialisation ou encore à l'arrivée de nouvelles populations. Ainsi, la population traditionnelle est majoritairement – mais pas uniquement – composée de personnes aînées.

Les données présentées proviennent surtout, mais pas exclusivement, des études et des analyses effectuées par des organismes de Pointe-Saint-Charles : le comité-logement du quartier (le Regroupement Information Logement – RIL), la Corporation de développement communautaire (CDC) de Pointe-Saint-Charles Action-Gardien, et la Clinique communautaire de Pointe-Saint-Charles, œuvrant respectivement dans les domaines du logement, du développement communautaire et de la santé communautaire. Ces organismes ont, parmi leurs mandats, celui de

suivre l'évolution du quartier et des populations qui y vivent, de telle manière que les statistiques ressorties sont non seulement représentatives des données démographiques, mais mettent en lumière dans les particularités socio-historiques du quartier. À l'heure actuelle, le plus récent portrait de quartier indique que Pointe-Saint-Charles compte plus de 15 000 citoyenNEs (Regroupement Information Logement, 2024).

Au début des années 2000, bien que le processus de gentrification fût bien entamé à Montréal, Pointe-Saint-Charles faisait toujours partie des quartiers les plus défavorisés de la ville sur les plans matériel et social, considérant les critères précédemment mentionnés (Le Sud-Ouest de Montréal, 2015). Je propose ici d'effectuer un survol de certaines données reliées aux trois critères énoncés précédemment afin de faire un portrait des populations du quartier entre 1990 et 2021. Les statistiques illustrent le changement socioéconomique de manière évocatrice, tel que le résumant le tableau 1.1, qui a pour objectif de comparer l'évolution de ces trois critères au fil des ans.

1.2.1 Scolarité

En 1991, 32,9% de la population âgée de 15 ans et plus n'avait pas atteint la neuvième année de scolarité (Clinique communautaire de Pointe-Saint-Charles, 1996), alors qu'en 2016, 20,2 % de la même tranche de la population n'avait pas obtenu de diplôme d'études secondaires : « le nombre de personnes âgé de 15 ans et plus sans diplôme a diminué de 35,1 % depuis 2006 et le nombre d'universitaires a bondi depuis la même date » (Action-Gardien, CDC de Pointe-Saint-Charles et Clinique communautaire de Pointe-Saint-Charles, 2018, p. 14). En 2021, cette catégorie représentait 17,2% (Action-Gardien, CDC de Pointe-Saint-Charles, 2024b, p. 4). Selon Action-Gardien et la Clinique communautaire de Pointe-Saint-Charles (2018), le fait qu'une population sous-scolarisée côtoie des personnes ayant des diplômes universitaires constitue un paradoxe qui relève de la transformation du quartier ; l'enjeu de la coexistence est ici mis en relief.

1.2.2 Revenu et emploi

En 1990, près de la moitié de la population du quartier, soit 47,2%, était considérée comme ayant un faible revenu. De plus, le revenu moyen des ménages en 1991 s'élevait à 25 623\$ en dollars de l'époque. Ce chiffre représente le revenu de deux individus rémunérés à temps plein au salaire minimum de l'époque. La population ayant un faible revenu était estimée à 37% en 2010, à 28%

en 2016 et à 20% en 2021 (Action-Gardien, CDC de Pointe-Saint-Charles, 2024b ; Clinique communautaire de Pointe-Saint-Charles, 1996 ; Le Sud-Ouest de Montréal, 2015 ; Ministère du travail du Québec, 2011).

Entre 2006 et 2016, le nombre de résidentEs du quartier âgées de 15 ans ou plus occupant un emploi a augmenté de 13,5%, le taux d'emploi s'élevant donc, en 2016, 60,7 %, – le taux de chômage représentant à ce moment 9%, tout comme sur le reste de l'île de Montréal – et 62,3% en 2021. Par ailleurs, en 2015, le revenu annuel moyen des résidentEs de Pointe-Saint-Charles était de plus de 45 000 \$, représentant 5% de plus que le revenu moyen des résidentEs de Montréal et de près de 47 000\$ en 2020 (Action-Gardien, CDC de Pointe-Saint-Charles, 2024b ; Le Sud-Ouest de Montréal, 2015).

Il est important de noter qu'un grand écart de revenus est observé non seulement au sein du quartier, mais aussi à l'intérieur même de zones spécifiques qui le composent. C'est le cas notamment du sud de Pointe-Saint-Charles, où se situe le Bâtiment 7, et où se côtoient de près des ménages ayant des revenus inférieurs à la médiane montréalaise et des ménages ayant des revenus supérieurs à celle-ci (Regroupement Information Logement, 2024).

1.2.3 Logement

En 1991, 80,7% des logements étaient occupés par des locataires et 19,3 % étaient habités par leurs propriétaires. En 2006, ces chiffres étaient respectivement de 77% et 23% alors qu'ils représentaient chacun 67,9% et 32,1 % en 2016 et 65,5% et 34,5% en 2021. Entre 2006 et 2016, le nombre de propriétaires a augmenté de plus de 55% et les loyers ont vu leur prix monter à plus de 42 %, modifiant le profil du quartier. À Montréal, pour la même période, l'augmentation moyenne des loyers d'élevait à 28,5% (Action-Gardien, CDC de Pointe-Saint-Charles et Clinique communautaire de Pointe-Saint-Charles, 2018 ; Clinique communautaire de Pointe-Saint-Charles, 1996).

Tableau 1.1 Évolution des caractéristiques sociodémographiques des populations de Pointe-Saint-Charles

| | Taux de basse scolarité (%) | Taux de faible revenu (%) | Logements habités par des locataires (%) |
|-----------|-----------------------------|---------------------------|--|
| 1990-1991 | 32,9 | 42,7 | 80,7 |
| 2016 | 20,2 | 28 | 67,9 |
| 2021 | 17,1 | 20% | 65,5 |

Loin de démontrer l'amélioration des conditions de vie des citoyenNEs traditionnellEs, ces chiffres reflètent davantage le changement qui a lieu au sein de la population. Notons que bien que le nombre de locataires n'ait que très peu diminué en cinq ans, notamment en raison des logements sociaux protégés, les coûts des loyers ont fortement augmenté : 32% des locataires de Pointe-Saint-Charles devaient déboursier plus de 30% de leur revenu en 2024 (Regroupement Information Logement, 2024).

1.2.4 Autres données sociodémographiques

Le plus récent portrait du quartier, effectué en 2024, n'inclut pas toutes les données reliées à la scolarité, au revenu ni au pourcentage de logements habités par des locataires que j'ai comparées ci-haut. Cependant, il me semblait important d'inclure certaines statistiques supplémentaires afin d'avoir une image plus globale de Pointe-Saint-Charles.

Parmi les citoyenNEs du quartier, les personnes, les familles et les personnes seules composent les plus grands groupes populationnels de Pointe-Saint-Charles. Les familles monoparentales représentent 44% des familles du quartier. Le quartier compte 22% de sa population comme personnes immigrantes, incluant 26% d'entre elles qui se considèrent étant issues d'une minorité visible. Les personnes dont la langue maternelle est l'anglais constituent 26,2% de la population du quartier ; celles dont la langue maternelle est le français constituaient 55,6% du quartier et 18,1% étaient des personnes dont la langue maternelle n'est ni le français ni l'anglais (Regroupement Information Logement, 2024). Les personnes âgées de 65 ans et plus représentent 12% de la population du quartier, incluant 4% de personnes âgées de 75 ans et plus. Parmi la population aînée,

42% des personnes sont considérées comme ayant un faible revenu (Regroupement Information Logement, 2024).

Les chiffres présentés dans les précédentes sections témoignent de l'histoire du quartier. Conformément à la chronologie exposée précédemment, nous y voyons les conditions sociales et matérielles correspondant aux changements démographiques. Nous voyons également un portrait actuel des populations demeurant sur le territoire. Les statistiques présentées ici démontrent l'évolution sur une courte période temporelle. Or, on peut présumer que lors de la désindustrialisation, les données concernant le faible revenu étaient plus hautes, notamment en raison du taux de chômage qui a augmenté rapidement. Tel qu'évoqué, c'est pour pallier les taux élevés de défavorisation que les communautés du quartier se sont organisées et mobilisées au fil des années.

1.3 Histoires de mobilisations populaires à Pointe-Saint-Charles

Au-delà d'être un simple territoire géographique et sociodémographique, le quartier a pu, lors des deux derniers siècles, représenter un lieu permettant le lien social, la co-présence et la relation avec les autres. Tout comme dans d'autres secteurs de Montréal à la même époque, pour pallier les insuffisances de ressources publiques, un grand nombre de groupes de citoyenNEs se sont créés afin de revendiquer et de mettre sur pied des projets répondant à leurs besoins (Bernier et Triollet, 2018 ; Wagner et Laperrière, 2016). Ainsi, par les besoins communs et la nécessité d'y répondre, des relations y émergent et une mobilisation collective découle de cette solidarité intra-quartier (Bérubé, 2016, p. 266 ; Morin et Rochefort, 2002).

Pointe-Saint-Charles est à l'origine de nombreuses initiatives militantes et réformistes qui apparaissent au Québec dans les années 1960-1970 (Bernier et Triollet, 2018). S'inscrivant dans les luttes ouvrières de l'ère industrielle, c'est en raison de l'historique du quartier et des besoins émergents que les populations se sont rassemblées et que des liens se sont créés en

[traçant] les grandes lignes des luttes pour la réforme urbaine et la création d'un milieu de vie sain : les luttes des locataires contre les propriétaires négligents, la contestation de la pauvreté structurelle, la lutte pour une éducation de qualité, adaptée aux besoins de la communauté, les tentatives pour mettre sur pied des coopératives de consommation et de cuisine, les efforts des femmes pour promouvoir leurs droits et les

batailles constantes pour défendre les droits des gens qui vivent de l'assistance sociale. (Mills, 2007, p. 581).

Ces luttes ayant pris naissance à Pointe-Saint-Charles ont donné lieu à des initiatives qui ont, par la suite, servi de modèle pour le Québec. Pour ne nommer que quelques initiatives, c'est par exemple de la Clinique communautaire de Pointe-Saint-Charles que s'est inspiré le gouvernement québécois pour bâtir le modèle des Centres locaux de services communautaires (CLSC) au tournant des années 1970. Impliquant des membres de la communauté dans une optique de démocratisation des services et des pratiques, un des objectifs était celui d'avoir une perspective globale et sociale de la santé. Malgré son intégration au réseau des CLSC, la Clinique a maintenu son statut d'organisme communautaire autonome en raison des mobilisations citoyennes, politiques et internes (Plourde, 2013). C'est aussi le cas de plusieurs organismes communautaires du quartier qui ont été mis sur pied pour que les populations aient des ressources correspondant à leurs besoins et à leurs modes de vie (alphabétisation, éducation aux adultes, défense des travailleurs, lois sociales, loisirs) (Wagner et Laperrière, 2016). De même, la première Corporation de développement économique et communautaire (CDEC) et le modèle des cliniques juridiques ont pris naissance dans le quartier (Bernier et Triollet, 2018 ; Lemelin et Morin, 1991).

En outre, déjà dans les années 1980, de multiples mobilisation et projets à vocation locale contre des changements immobiliers dans le quartier ont vu le jour. Parmi ceux-ci, l'opposition des développements résidentiels longeant le Canal de Lachine (Bernier et Triollet, 2018) et le Projet Saint-Charles en 1985, visant à créer des coopératives d'habitation et à s'organiser entre citoyenNEs de la population locale pour défendre leurs droits, près de dix ans après que les mobilisations du quartier ait fait naître les premières habitations de ce genre au Québec (Vickers, 2018).

Au regard de cet historique de mobilisation, la tradition d'engagement communautaire perdure encore à ce jour dans le quartier. Pour la population traditionnelle, elle se traduit par la multiplication des pratiques de citoyenneté valorisées dans les organismes communautaires. Dépasant l'unique statut juridique, la citoyenneté consiste, par les pratiques quotidiennes de prise de position et de décisions, en un « processus, un cheminement conduisant à modifier, réajuster, réaménager les paramètres du vivre-ensemble » (Lamoureux, 2001, p. 35). Les pratiques de

citoyenneté sont diverses et sont initiatrices de certaines mobilisations locales et qui participent à d'autres initiatives de plus grand déploiement. Les organismes communautaires instaurent également, dans leurs pratiques, des ateliers visant à vulgariser et à impliquer les personnes premières concernées dans leurs prises de décisions informées, créant ainsi des lieux d'appartenance pour la population traditionnelle. À ce jour, autour de 25 organismes communautaires sont membres de la table de concertation du quartier et collaborent entre eux, au quotidien (Action-Gardien, CDC de Pointe-Saint-Charles, s. d. ; Bernier et Triollet, 2018)

Notons entre autres que depuis que les organismes communautaires se rassemblent et se concertent, des démarches de consultation ont été moult fois effectuées auprès des citoyenNEs lors de changements prévus dans le quartier (Bernier et Triollet, 2018 ; Kruzynski, 2019). Suivant cette tradition militante et citoyenne, le début des années 2000 amène une des mobilisations représentative et significative de Pointe-Saint-Charles : l'appropriation du Bâtiment 7, découlant de la lutte contre le déménagement du Casino de Montréal et l'aménagement d'un Centre de foires international sur des terrains industriels vacants ayant appartenu à la compagnie de chemins de fer Canadien National (CN) (La Pointe Libertaire, 2013).

1.4 Le Bâtiment 7 : une « fabrique d'autonomie collective »¹

Le Bâtiment 7, nommé en raison de l'appellation qui lui était attribuée initialement sur les plans originaux de la compagnie de trains Canadien National (CN), est l'une des structures s'inscrivant dans le mouvement de l'autogestion au Québec. En Europe, néanmoins, le mouvement des centres sociaux autogérés est plus vaste : les années 1970 sont porteuses de mouvements sociaux à vocation révolutionnaire et mènent à la création de multiples Centres sociaux occupés et autogérés (CSO). Même si les idéologies au sein des CSO sont souvent divergentes et créent des tensions politiques entre différents groupes de la gauche politique (Lapassade, 2003), ces lieux, nés le plus souvent de squats ou d'occupations effectuées par des groupes antiautoritaires ou anarchistes, se veulent des espaces appartenant à la communauté, gérés et créés par et pour la communauté, en réponse au contexte néolibéral et capitaliste des sociétés occidentales (Nez, 2017). Ils émergent d'une revendication pour le droit à la ville, renvoyant à « la capacité des citoyens à intervenir dans les

¹ Slogan du Bâtiment 7 (Bâtiment 7, s.d)

choix politiques de la gouvernance urbaine » (Juan, 2018, p. 36), alors que les groupes plus précarisés sont de moins en moins représentés dans les métropoles et dans les quartiers populaires (Gaudreau et Bélanger, 2013 ; Guay *et al.*, 2019 ; Juan, 2018).

Les CSO ont pour objectif de créer un contre-pouvoir citoyen à l'égard de municipalités et des politiques néolibérales dominantes (Juan, 2018). Les activités qui y sont proposées ne génèrent pas de profit et ont une vocation sociale, politique et/ou artistique. En ce sens, ces centres sont définis dans la littérature comme des espaces d'engagement libérés et indépendants des institutions (Solaro, citée par Lapassade, 2003 ; Nez, 2017).

1.4.1 Lutte pour un centre social à Pointe-Saint-Charles

Le Bâtiment 7, s'inspirant des CSO, sans pour autant se réclamer de ce statut, est quant à lui né d'une longue lutte. Au début des années 2000, un projet d'établir le Casino de Montréal et d'y installer un Centre de foires international a suscité de l'inquiétude dans le quartier : à cette occasion, citoyenNEs de tous horizons se sont rassemblés pour protester contre ces développements. Lorsque l'idée fut abandonnée, l'immense terrain qui était visé a été vendu à un groupe immobilier pour la somme symbolique d'un dollar, dans le but d'y construire des tours de condos qui lui seraient profitables économiquement (La Pointe Libertaire, 2013 ; Triollet et Bernier, 2016). Un groupe militant de Pointe-Saint-Charles a poursuivi sa mobilisation afin d'obtenir des espaces pour la population sur ce terrain – particulièrement celui du Bâtiment 7. La mobilisation opposait les citoyenNEs qui faisaient partie de ce groupe ou qui étaient membres de groupes communautaires à la Ville de Montréal et au promoteur immobilier. Cette lutte, basée sur les rapports de force (Bernier et Triollet, 2018), a mené éventuellement à des négociations formelles en vue de la nouvelle distribution du terrain.

En effet, le collectif de citoyenNEs qui souhaitait créer un centre autogéré avait en tête ce bâtiment spécifique et souhaitait de surcroît bloquer la construction de nouvelles propriétés privées aux alentours, lesquelles symbolisaient la gentrification du quartier (Kruzynski, 2017 ; La Pointe Libertaire, 2013 ; Lefèvre et Grant-Poitrass, 2023). Conséquemment, la bataille pour l'appropriation du Bâtiment 7 s'est inscrite dans le cadre de plusieurs actions dérangeantes afin qu'au moins un bâtiment sur le terrain soit redonné à la communauté pour y créer un projet qui serait représentatif

de celle-ci et qui répondrait à ses besoins, ce qui s'est produit après de nombreux mois de revendications (Kruzynski, 2017, 2019 ; La Pointe Libertaire, 2013 ; Sévigny, 2009).

Pour ce faire, différentes activités ont été organisées afin de mobiliser la population. Des actions d'appropriation symbolique et festives (plantation de fleurs, distribution de nourriture, assemblées citoyennes, déroulement de bannières...) ont été mises sur pied, ainsi qu'une Opération Populaire d'Aménagement (OPA), visant à consulter les résidents de la Pointe sur leurs besoins, leurs désirs et leurs rêves pour le futur d'un tel bâtiment. La consultation citoyenne a révélé un désir de créer un « pôle de services locaux » (La Pointe Libertaire, 2013, p. 66). La vision du projet du Bâtiment 7, adoptée en 2011, impliquait que le projet social, plus qu'un pôle de service, soit

porté par et pour la population de Pointe-Saint-Charles. Il devait être porteur de valeurs de justice sociale, d'autonomie, de respect, de démocratie et viser à être un moteur de transformation sociale, politique, culturelle, économique et environnementale [et être un lieu de] rassemblement et d'organisation pour la communauté (La Pointe Libertaire, 2013, p. 53).

Le projet du Bâtiment 7 est alors souvent présenté comme s'inscrivant dans une optique de *commoning* ou de « communalisation » (Durand-Folco, 2016 ; Kruzynski, 2019 ; Lefèvre et Grant-Poitras, 2023), visant à « gérer démocratiquement les ressources partagées [...] tout en présentant une alternative structurelle au capitalisme » (Durand-Folco, 2016, p. 29). Les projets de *commoning* sont perçus comme des leviers de changement social puisqu'à petite échelle, ils consistent en un changement significatif pour les communautés locales et pour les populations utilisatrices des projets (Lefèvre et Grant-Poitras, 2023). En ce sens, étant donné que leurs valeurs sont basées sur la démocratie et l'autogestion, les projets issus du *commoning* veulent se rapprocher d'un idéal de relations horizontales, égalitaires et de proximité (Durand-Folco, 2018 ; Kruzynski, 2019).

Tel qu'abordé précédemment, outre la représentation de la population et l'appropriation du lieu, un des objectifs visés par la mise sur pied du B7, à la base, était de lutter contre la gentrification en s'opposant aux projets qui étaient pensés pour ce terrain par des instances politiques et des acteurs économiques externes au quartier. Prendre soin de ce bâtiment significatif pour l'histoire du quartier, (Lefèvre et Grant-Poitras, 2023) s'installer en ce lieu spécifique et utiliser ce rapport de

force et de négociation sont tous des éléments symboliques et concrets qui ont contribué à cette lutte à la gentrification.

1.4.2 La sociocratie comme point d’ancrage pour une gestion horizontale

Le bâtiment a finalement été cédé à la communauté en 2009. Mais c’est en 2017, après plusieurs années de négociations, de victoires et de travaux de rénovation pour l’appropriation des lieux, que le Bâtiment 7 a ouvert ses portes (Bâtiment 7, s.d ; Kruzynski, 2017). Le Bâtiment 7, comme organisme, est géré par une instance à but non lucratif : le Collectif 7 à nous, créé par la fusion des groupes instigateurs du projet. Ce Collectif gère une salle multifonctionnelle qui peut être louée ou réservée pour des événements de plus grande envergure et sept ateliers qui se veulent des « espaces pour apprendre, créer, réparer, bidouiller, développer et s’impliquer » ayant des équipements collectifs et qui sont constitués d’ateliers de réparation de vélos, de céramique, d’impression numérique, de menuiserie, de mécanique, d’une chambre noire et d’un studio de photo (Bâtiment 7, s.d.).

Le Bâtiment 7 est désormais un édifice qui fonctionne grâce à des cercles de gestion inspirés de la sociocratie, mode d’autogouvernance qui permet à chaque composante de l’organisme de prendre des décisions significatives (Bâtiment 7, 2019 ; Buck et Edenburg, 2004). Ce type de gestion est guidé par quatre principes : le consentement aux décisions partagées, l’élection des personnes pour l’affectation des tâches, le cercle qui signifie le groupe de personnes partageant les décisions de manière égalitaire et le double lien, qui signifie que les personnes déléguées dans chaque cercle représentent leur groupe auprès des autres cercles (Buck et Edenburg, 2004 ; Eckstein, 2016).

À l’heure actuelle, les deux premières phases, sur un total de trois, sont complétées. L’objectif de la première phase était de faire fonctionner le projet tel qu’il a été conçu, dans la première portion de l’édifice qui a été rénové. Mais outre ces projets et ces espaces, de nombreuses autres initiatives indépendantes du Collectif 7 à nous sont implantées au Bâtiment 7. On y retrouve des projets locataires, qui sont individuellement des organismes à but non lucratif (OBNL), bénéficiant de modes de gestion indépendants. Ceux-ci incluent entre autres une épicerie solidaire (Le Détour), qui attribue des rabais aux membres qui s’impliquent à raison de 3h par mois, une coopérative d’arcades gérée par des jeunes (Coop Press Start), un OBNL de recyclage de matériaux (le

Recyborg), et une microbrasserie (Les Sans-Taverne) (Bâtiment 7, s.d.). Dans sa deuxième phase, inaugurée en 2024, au même moment où le terrain de recherche a eu lieu, davantage de projets locataires s’y sont installés : une fermette, gérée par différents groupes du quartier, un local créé pour que les organismes communautaires du quartier puissent y tenir des activités, le réaménagement de certaines initiatives déjà locataires dans de plus grands locaux et de nouveaux organismes et groupes locataires.

La gouvernance en cercle se traduit par la gestion indépendante de chaque groupe locataire, mais aussi par des cercles correspondant aux responsabilités de gestion qui sont constitués selon les besoins actuels et qui peuvent être modifiés selon l’évolution des réalités et des projets qui y émergent. Les « petits cercles » font partie prenante de plus grands cercles tels que ceux de la vie démocratique et du développement. En outre, on y trouve un cercle de coordination, formé de personnes élues dans les grands cercles, qui a la charge du quotidien du bâtiment et un cercle général, qui regroupe toute personne impliquée dans chaque cercle et qui compose annuellement l’assemblée générale de l’organisme (Bâtiment 7, 2019).

1.4.3 La tension de l’appropriation d’un espace par un groupe autogéré dans un espace gentrifié

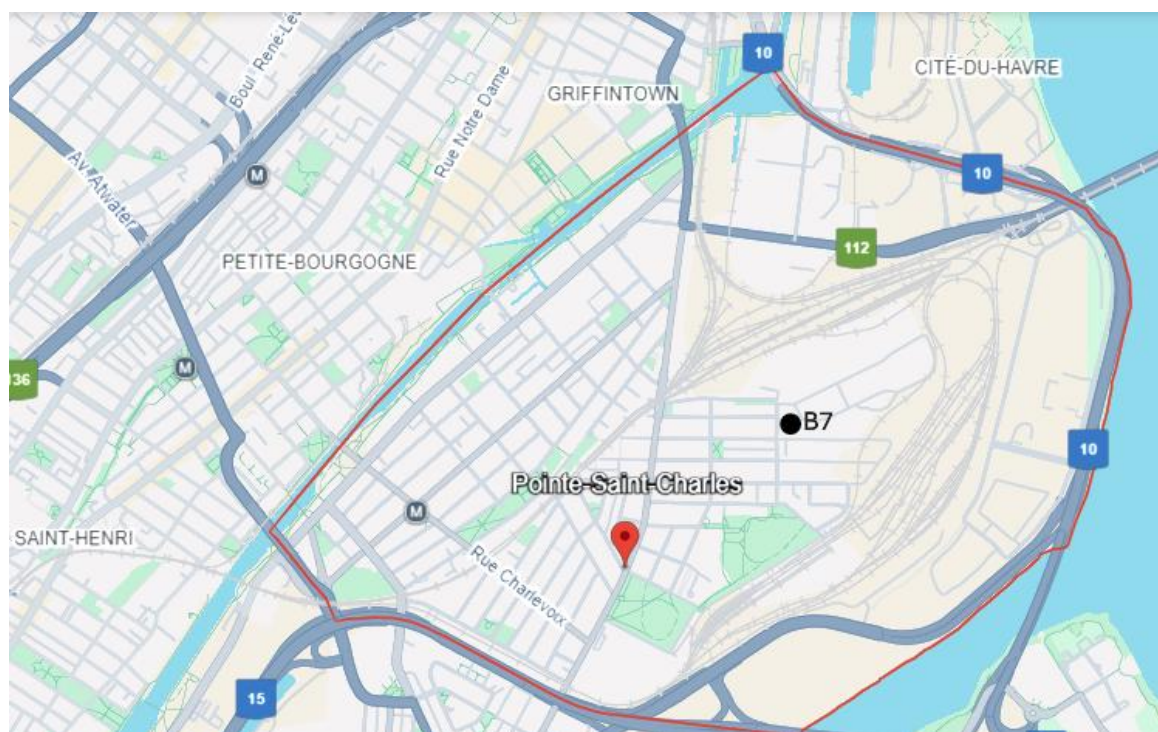
Depuis l’ouverture officielle du Bâtiment 7, sa visibilité s’accroît, entre autres au niveau municipal. PME MTL (2021) et la Ville de Montréal (2018) ont entre autres réalisé des vidéos promotionnelles, publiées sur leur chaîne YouTube respective, pour faire valoir l’initiative du Collectif 7 à nous. Cela montre, au-delà de la victoire représentée par l’appropriation du bâtiment par les citoyenNEs, que les succès et que la vision du B7 ont le potentiel d’être récupérés à des fins politiques par la Ville de Montréal, notamment dans son plan de remise en valeur du Sud-Ouest de Montréal. Rappelons que ce type de politiques peuvent contribuer à la gentrification. Mais en contrepartie, de telles reconnaissances, tout comme le Grand prix Agir ensemble de l’Opération Patrimoine Montréal, soulignant la préservation de lieux patrimoniaux de la Ville (Ville de Montréal, 2018b) remporté par le Bâtiment 7, peuvent contribuer au maintien des activités. Effectivement, comme le Bâtiment 7 consiste en une instance à but non lucratif, les reconnaissances peuvent constituer des leviers à son financement et à sa visibilité.

Au niveau géographique, il est à souligner que le Bâtiment 7 est situé à une extrémité du quartier, éloignée du centre de Pointe-Saint-Charles. Pour s’y rendre, il faut donc avoir les ressources et la mobilité nécessaires ou en être voisin (voir Figure 1.1). Par ailleurs, étant donné l’historique de négociations entre groupe citoyen et propriétaires privés et malgré l’acquisition de cet espace par un collectif désirant représenter la population du quartier, une des particularités du Bâtiment 7 est la présence des condos à vocation lucrative qui ont été construits à très grande proximité par l’entreprise de promotion immobilière ayant acheté le terrain sur lequel le Bâtiment 7 est installé. (Kruzynski, 2019). Une tension s’installe entre la volonté que le Bâtiment 7 soit approprié par la communauté de Pointe-Saint-Charles et la nature des projets qui y émergent, puisque ceux-ci sont portés par des militantEs initiéEs, provenant d’organismes communautaires et du milieu libertaire. En effet, malgré leur implication dans le quartier, ce groupe ne représente pas forcément la population de Pointe-Saint-Charles. D’autre part, la communauté qui gère le Bâtiment 7 est consciente que la population qu’elle attire est porteuse de caractéristiques sociodémographiques s’éloignant de celles de la population traditionnelle de la Pointe. À ce sujet, Anna Kruzynski, chercheure impliquée dans le projet depuis ses origines, remarque qu’une tendance se dessine parmi les personnes impliquées et fréquentant le Bâtiment 7 : un taux de diplomation plus élevé et un « capital symbolique qui leur est ainsi conféré », des personnes majoritairement blanches dans un territoire où plus du quart de la population se définit comme faisant partie d’une minorité visible et des personnes de classe moyenne qui travaillent de manière autonome (Kruzynski, 2019, p. 143).

Cet entre-soi est entre autres susceptible de reproduire, à petite échelle, les processus involontaires et ségrégatifs qu’entraînent la gentrification dans le quartier qui relèvent des rapports entre groupes et individus (Grafmeyer et Authier, 2019). Les militantEs du Bâtiment 7 attirent avec elles et eux leur réseau de connaissance, ce qui peut contribuer à cette « force d’embourgeoisement » (Kruzynski, 2019, p. 142). Selon Kruzynski, il est donc nécessaire que la communauté qui s’y implique agisse, afin de réduire les effets de gentrification sur la population. Qui plus est, dans son livre portant sur le projet, le collectif La Pointe Libertaire, en partie à l’origine de la création du Bâtiment 7, souligne que « lorsqu’une partie significative de la “ population traditionnelle ” reconnaît [les effets de la gentrification], la population à faible revenu tend à être “ diluée ” dans la nouvelle “ richesse ” du quartier » (La Pointe Libertaire, 2013, p. 75). Le collectif soulève que c’est précisément pour cette raison que la « culture d’éducation populaire, politisée, centrée sur la

justice sociale et incluant la critique anticapitaliste » doit être au centre du Bâtiment 7 (La Pointe Libertaire, 2013, p. 76). Ainsi, bien que les personnes impliquées dans le B7 le positionnent comme un lieu créé par et pour la communauté de Pointe-Saint-Charles, les manières de s'approprier les espaces peuvent fortement varier entre la communauté autogérée qui s'implique dans le Bâtiment 7 et la population locale de Pointe-Saint-Charles. Miser sur l'horizontalité dans les discours et dans les pratiques n'implique pas automatiquement une réponse aux préoccupations exprimées et vécues par la population locale ne participant pas, au quotidien, aux activités du Collectif 7 à nous.

Figure 1.1 Situation géographique du Bâtiment 7



Source : Google earth, s. d. ²

Soulignons aussi que le Bâtiment 7, bien qu'il ait été l'objet de brèves appropriations symboliques, ne résulte pas d'un squat ou d'une action de désobéissance civile à long terme menée par un groupe citoyen. Il a officiellement été cédé à la communauté à la suite de processus de négociation formels, lesquels nécessitent pour les personnes qui y sont impliquées, un certain nombre de ressources (Blanc, 2009 ; Remy, 2020). De plus, le fait que le B7 soit désormais reconnu par les instances

² Le point qui identifie la localisation du Bâtiment 7 a été ajouté sur la carte pour le bénéfice de cette recherche

publiques exerce une influence sur son impact sur le territoire. De la sorte, par les actions publiques et médiatiques de reconnaissance du Bâtiment 7, la Ville de Montréal peut, à une certaine échelle, s'appropriier symboliquement ce projet, le mettant de l'avant et valorisant l'innovation culturelle et sociale qu'il représente (Juan, 2018). Comme d'autres OBNL, par manque de financement public, le B7, malgré ses origines et ancrages politiques, a besoin de cette reconnaissance de la part d'institutions pour survivre et pour exercer sa mission (Harvey, 2020 ; Longtin *et al.*, 2015 ; RIOCM, 2023). Considérant que selon plusieurs acteurs impliqués dans le Bâtiment 7, « l'enjeu n'est pas seulement de minimiser les effets de cette logique [d'embourgeoisement], mais de la remplacer » (La Pointe Libertaine, 2013, p. 73), il y a une tension entre le désir de la proximité avec la population et le besoin du soutien des pouvoirs publics et privés. Le B7 est financé par diverses sources, incluant des fondations privées (Bâtiment 7, 2024b). En plus d'augmenter les écarts de richesse en raison des avantages fiscaux qui leurs sont octroyés, les orientations spécifiques que privilégient ces fondations privées sont souvent discordantes des besoins exprimés par les populations visées par les projets financés (Caron, 2013 ; Harvey, 2020 ; RIOCM, 2023). Le Bâtiment 7 a notamment fait l'objet de financement dans le passé, de la fondation Béati via son projet « Agir pour la mixité » (Lefèvre et Grant-Poitras, 2023).

Même s'il va sans dire, étant donné l'historique et la mission que nous avons explorés, que le Bâtiment 7 s'oppose à la privatisation, l'utilisation de financements privés pour faire vivre la mission du Bâtiment 7 sont nécessaires à l'organisme car faute de revenus publics, l'alternative serait la génération de revenus purement autonomes. Ce dernier mode de financement serait difficile à réaliser compte tenu de sa mission visant à rejoindre les populations les plus défavorisées (Bâtiment 7, s.d ; Lefèvre et Grant-Poitras, 2023). Entre désir de rejoindre les groupes traditionnels et besoins économiques pour assurer le fonctionnement du Bâtiment 7, ces tensions dans les modes de financement illustrent bien la complexité du projet, qui, visant la transformation sociale, doit se conformer à certains impératifs financiers.

Le nouveau partage inégal de l'espace et le réajustement des manières d'habiter le quartier créent une tension entre la population traditionnelle et les personnes impliquées dans le Bâtiment 7. Le contexte de gentrification fait émerger des conflits tacites entre les différentes populations au sein du même territoire, lesquelles prennent forme et se négocient à travers la manière de s'approprier

l'espace dans le quartier au quotidien. C'est précisément ce qui sera exploré dans cette présente recherche.

CHAPITRE 2

CADRE CONCEPTUEL : LE RÔLE RELATIONNEL DES ESPACES

Inspiré de travaux issus de la sociologie urbaine, le cadre conceptuel que j'utiliserai à l'occasion de ce mémoire vise à prendre en compte la dimension sociale dans son contexte spatial. Nous explorerons donc le rôle que jouent les espaces dans les relations et dans les interactions grâce aux concepts de quartier (Grafmeyer et Authier, 2019 ; Sénécal *et al.*, 2009) et d'appropriation de l'espace (Chombart de Lauwe, 1979 ; Remy, 2016 ; Ripoll et Veschambre, 2005). Étant donné que la recherche vise à analyser les manières dont la population traditionnelle de Pointe-Saint-Charles et les personnes impliquées dans le Bâtiment 7 négocient l'utilisation de l'espace dans un contexte de gentrification, nous explorerons plus amplement le concept de transactions sociales qui a été énoncé précédemment.

On ne peut comprendre le social sans tenir compte de l'espace physique et matériel dans lequel il s'inscrit : les interactions, les manières de coexister, le « jeu de la proximité et de la distance » sociale y prennent sens, de même que la construction des rapports aux positions sociales (Morin *et al.*, 2008, p. 146 ; Remy, 2016, p. 3). La spatialité, soit la manière dont l'espace est créé et organisé, est déterminante dans la manière dont les relations se traduisent et prennent forme. Il faut par conséquent prendre en compte la spatialité lorsqu'on observe les relations sociales pour comprendre de quelles manières et pour quelles raisons elles sont impactées :

Il ne suffit pas de repérer les modes de relation, d'utilisation et d'occupation se rapportant à l'espace pour comprendre comment les pratiques sociospatiales concourent à structurer ou à déstructurer des lieux de liens sociaux. Il est aussi nécessaire de mettre ces rapports à l'espace en interaction avec la programmation des lieux (Morin *et al.*, 2008, p. 146).

Avec les changements structurels qui ont lieu dans les villes mondialisées, nous assistons à un remaniement de la spatialité, des manières de s'approprier l'espace et donc des relations sociales relatives aux lieux. Nous verrons notamment la manière dont les processus de gentrification, dans le construit social qu'est le quartier, modulent les relations entre les catégories sociales et fait « cohabiter des populations qui se distinguent par la manière dont elles organisent leur espace, leur temps et leur budget » (Chombart de Lowe et al, 1959-1960 ; 1961-1962, dans Grafmeyer et

Authier, 2019, p. 254). Grâce aux ressources et aux conditions objectives qui leurs sont propres, les individus, quels que soient les groupes sociaux auxquels ils appartiennent, sont des acteurs qui s'approprient l'espace à leur manière et qui le font en adéquation avec les significations qu'ils prêtent à leurs actions.

De manière plus large, le cadre conceptuel retenu s'inscrit dans la théorie de l'interactionnisme symbolique, définie par Blumer (1969) à l'aide de trois prémisses principales que nous verrons succinctement. D'abord, les êtres humains agissent sur la base des significations que les objets ont pour eux ; ensuite, ces significations émergent des interactions qu'ils ont avec les autres ; finalement, ces significations sont filtrées par les individus à travers un processus interprétatif. Deux étapes composent ce processus interprétatif, la première étant que l'individu identifie les choses qui ont une signification pour lui et la seconde étant que l'individu transforme cette signification selon la situation dans laquelle il se trouve. Ces trois prémisses sont interreliées, tout comme les individus, les groupes ou les sociétés qui sont analysés à travers cette conception (Blumer, 1969). Les objets qui sont le produit de l'interaction peuvent être des personnes, des objets physiques, des lois ou « tout ce qui peut être indiqué, tout ce qui est désigné ou tout ce à quoi l'on peut référer » (Blumer, 1969, p. 10) [ma traduction]. Par ailleurs, comme les objets peuvent avoir des significations différentes pour chaque individu, ces derniers sont acteurs : ils envoient des indices et des indications aux autres et interprètent les indices et les indications que les autres envoient. En ce sens, j'explorerai les significations que les populations étudiées attribuent au quartier, au Bâtiment 7 et aux autres groupes populationnels avec lesquels ils coexistent. L'aspect interprétatif de ces significations se manifestera par les interactions, par les actions posées et par les propos tenus. Bien qu'une grande partie du cadre conceptuel s'inscrive dans l'interactionnisme symbolique, nous verrons que les transactions sociales, que je définirai en troisième lieu, sont considérées comme un paradigme en soi : elles doivent donc être considérées indépendamment. De cette manière, les deux modèles seront réunis et utilisés dans le cadre de ce mémoire.

2.1 Le quartier

Alors que le concept de quartier est abondamment utilisé dans le langage courant, il n'est pas appréhendé de la même manière par tous et toutes : sa conception se module avec les changements sociodémographiques, sa définition est devenue floue et les manières de le percevoir sont multiples

(Authier *et al.*, 2007 ; Grafmeyer, 2007 ; Sénécal *et al.*, 2009). Si pour certains il s'agit d'un lieu de vie ou d'appartenance, pour d'autres, il représente un espace délimité à des fins purement administratives et qui n'est pas garant du lien social (Grafmeyer et Authier, 2019). Bien que les quartiers soient parfois considérés comme des divisions fonctionnelles de la ville, ils peuvent aussi représenter, pour la population traditionnelle, un point d'ancrage important.

Historiquement, les quartiers sont des produits sociopolitiques, construits selon des limites définies visant à organiser et à contrôler les villes, dont la physionomie est souvent conférée par « la fonction dominante du quartier ou les caractéristiques sociales de [leurs] habitants » (Grafmeyer et Authier, 2019, p. 255). De cette manière, les populations ont été réparties dans la ville selon des caractéristiques communes. Les découpages des villes sont liés à une longue histoire de territorialisation, notamment en lien avec la division du travail et la différenciation des groupes sociaux (Grafmeyer, 2007). Dans le cas de Pointe-Saint-Charles, le quartier, éloigné des groupes sociaux dirigeants, a été construit autour d'usines et de compagnies ferroviaires spécifiquement pour que les ouvriers et leurs familles s'y installent. Il s'est développé autour des besoins de proximité reliés aux réalités des travailleurs, le faisant ainsi quartier populaire (Lavoie-Ricard *et al.*, 2017 ; Mercier, 2015). Selon les écrits de Chombart de Lauwe (1979), c'est en raison des ressources limitées (mobilité, capital économique) que les relations sociales de proximité dans les quartiers ouvriers se sont davantage développées que dans les secteurs plus privilégiés. En survolant l'histoire du quartier, nous avons également constaté que les luttes ouvrières et citoyennes ont été à l'origine de solidarités et de rapprochement entre les populations, lesquelles ont pu donner une toute nouvelle signification au quartier pour les personnes y étant établies et impliquées.

Or, les changements liés à la mondialisation dans les grandes villes contribuent à une redéfinition du concept de quartier, axée sur les rapports que les citoyens entretiennent avec la ville (Authier *et al.*, 2007 ; Sénécal *et al.*, 2009). Au niveau des politiques institutionnelles, référer au quartier relève désormais davantage des règlements et de l'organisation des ressources plutôt qu'à l'histoire dans laquelle il s'inscrit (Sénécal *et al.*, 2009). Au niveau sociodémographique, le développement de ressources de mobilité depuis la désindustrialisation (transport en commun, accessibilité des voitures, urbanisation), au même titre que les changements sociaux qu'ont connus les villes, font évoluer les quartiers et la conception que l'on s'en fait (Grafmeyer, 2007). La mondialisation a ainsi contribué à ce que les possibilités de déplacements soient plus accessibles et plus nombreuses

et à ce que l'espace soit désormais « éclaté, recomposé autour de nouvelles centralités » (Authier *et al.*, 2007, p. 7). Puisque « la mobilité structure la vie quotidienne » (Remy, 2016, p. 3), les populations peuvent désormais travailler loin du domicile, pratiquer des loisirs dans un autre secteur ou côtoyer leurs proches qui sont éloignés et ce, de manière régulière.

Conformément à ces nouvelles réalités, le quartier renvoie plus souvent au lieu où l'on habite – où le logement est situé – plutôt qu'un lieu investi dans son ensemble (Grafmeyer et Authier, 2019). Il peut même être considéré comme un « quartier-dortoir », référant à un lieu où les individus qui y demeurent rentrent chez eux pour dormir et vivent leur quotidien à l'extérieur (Sénécal *et al.*, 2009, p. 209). Désormais, en regard à ces restructurations, il importe moins, dans l'optique que la vie sociale soit satisfaisante, de tenir compte de la proximité dans l'élection du domicile :

Dès lors, les rapports sociaux, et ceux de l'individu à l'espace urbain, s'effectueraient en dehors de toute forme d'attachement aux lieux, voire en se dissociant des lieux. Le bien-être s'opérerait alors par une accessibilité, prometteuse de choix, à l'ensemble de l'offre urbaine (Ramadier, 2007, p. 127).

Pour ces raisons, les individus ne s'identifient plus nécessairement à leur quartier : ce sentiment d'appartenance s'élargit dorénavant à la ville et aux lieux spécifiques qui sont fréquentés, davantage qu'au quartier de résidence dans son ensemble (Sénécal *et al.*, 2009).

Cela étant dit, pour des populations traditionnelles, les ressources de mobilité ne sont pas toujours disponibles de la même manière que pour les groupes plus privilégiés, leur laissant moins de choix d'investissement des espaces (Ramadier, 2007). Néanmoins, la perception de ces populations envers leur quartier, particulièrement pour les personnes âgées et pour les personnes qui y demeurent depuis de nombreuses années, va souvent au-delà des possibilités de mobilité et se traduit par un attachement au lieu (Guérin-Pace, 2007 ; Lavoie et Rose, 2012). Par ailleurs, lorsque le visage du voisinage se transforme, notamment en raison des nouveaux commerces, de nouvelles populations qui s'y implantent et des actions de revitalisation, ce qui est le cas quand, par exemple, le quartier se gentrifie, la population traditionnelle peut voir à la fois ses possibilités spatiales et sociales réduites. De ce fait, l'attachement au quartier peut relever de la dimension physique, relié à la « familiarité des lieux » ou de la dimension sociale « résultant du fait que l'on connaît les autres et que l'on est connu d'eux » (Lavoie et Rose, 2012, p. 3). Il renvoie aussi à l'histoire qui y est associée et à l'appartenance à cette dimension historique qui a forgé les sociabilités. En ce sens,

certaines réseaux de proximité tels que des organismes communautaires ou des tables de quartier, visent à créer des programmes et services répondant aux citoyenNEs de ces territoires précis en tenant compte des spécificités des populations (Sénécal *et al.*, 2009), contribuant ainsi à perpétuer le sentiment d'appartenance aux quartiers et à maintenir un lien avec la perception du quartier de ces citoyenNEs.

Ainsi, dans le cadre du remodelage actuel de la ville, nous assistons à un chevauchement de ces définitions selon les conceptions portées par les individus et les institutions. Entre espace de service et lieu de vie (Sénécal *et al.*, 2009), le quartier peut être perçu par les citoyens et par les administrations publiques comme un territoire purement réglementaire, la vie quotidienne étant désormais étendue à l'ensemble de la ville, ou encore comme un lieu se résumant à sa fonction résidentielle. Pour cette raison, le quartier a une signification davantage fonctionnelle et l'attachement est moins grand que pour la population traditionnelle, dont le quotidien s'y déroule. En ce sens, la signification du quartier peut être différente pour ce groupe populationnel : il est perçu et vécu comme un lieu de familiarité, donc un lien d'appartenance et de proximité s'y développe (Lavoie et Rose, 2012). Dans le cadre de cette recherche, j'illustrerai que les perceptions différentes du quartier peuvent influencer les rapports sociaux qui s'y produisent.

2.2 L'appropriation de l'espace

Dans son acception générale, l'appropriation de l'espace renvoie à « l'occupation ou l'usage de l'espace, mais aussi [à] sa production et son détournement, [à] son marquage, sa valorisation ou inversement [à] sa stigmatisation, etc. » (Ripoll et Veschambre, 2005, p. 6). Alors qu'elle peut renvoyer à des pratiques conscientes et explicites pour revendiquer un lieu, stratégie tour à tour utilisée par des mouvements de lutte ouvrière et altermondialistes (Ripoll, 2005), cette notion repose d'abord sur le principe que les individus vivent leur quotidienneté selon leurs aspirations et envies. Se faisant, ils façonnent l'espace à leur manière (Chombart de Lauwe, 1979). Cela peut se manifester au quotidien à travers des actions politiques ou de manière symbolique (Ripoll, 2005). Toutefois, ces possibilités sont actuellement inégales et profitent davantage aux groupes ayant le plus de ressources. Des attributs reliés au contexte social et aux changements démographiques des villes industrialisées influencent les modes d'appropriation de l'espace, et ce, notamment dans les

quartiers traditionnellement ouvriers qui, historiquement, regroupaient tous les aspects de la vie quotidienne (travail, vie de famille, vie sociale) (Chombart de Lauwe, 1979).

Tel qu'exploré précédemment, l'espace joue un rôle relationnel en fonction de la manière dont il se matérialise (cadre bâti, architecture, proximité, histoire). C'est ce que Jean Remy nomme la spatialité du social : l'espace est une ressource qui régit les interactions sociales (Remy, 2016). Dans Pointe-Saint-Charles, on peut penser aux infrastructures et aux bâtiments patrimoniaux (tels que le Bâtiment 7) qui rappellent symboliquement l'histoire industrielle et populaire du quartier et qui est revalorisée par les politiques d'urbanisation. De même, la situation géographique de Pointe-Saint-Charles renvoie à sa proximité avec le Centre-Ville de Montréal et ses attraits métropolitains. Plus encore, le lieu spécifique où se situe le Bâtiment 7 démontre bien que son accès est plutôt limité aux personnes qui demeurent près ou aux personnes qui ont des ressources de mobilité suffisamment développées pour y accéder. Mais bien que l'espace et la manière dont il est organisé, par les significations qui y sont reliées, aient un impact sur les relations et sur les interactions, les individus sont des acteurs autonomes qui développent des stratégies d'appropriation afin de « garde[r] une maîtrise sur [leur] devenir » (Remy, 2016, p. 5).

Les manières d'habiter et de vivre dans un endroit sont propres à chaque individu et peuvent, par extension, se répercuter sur chaque groupe culturel ou social. Dès lors, l'appropriation de l'espace sous-entend que les personnes sont activement impliquées dans leurs choix d'habiter un endroit mais surtout dans la manière dont elles l'occupent. En tenant compte des réalités des différents groupes sociaux et des contextes politiques en jeu, des conflits d'appropriation de l'espace émergent. Celles-ci

révèlent assurément des logiques économiques mais aussi identitaires compte tenu du fait que les groupes d'acteurs [...] investissent certains lieux de significations symboliques qui leur sont propres. Un même lieu peut être investi de significations différentes et par conséquent, d'usages différents (Morin *et al.*, 2008, p. 146)

En effet, les « repères normatifs » sont variables d'un groupe à l'autre (Morin *et al.*, 2008, p. 146). C'est ainsi qu'une inéquation entre les différentes utilisations d'un même espace est rehaussée.

Dans un contexte de gentrification, les manières de s'approprier l'espace qui sont spécifiques aux groupes habitant le quartier sont donc sources de tensions. À Pointe-Saint-Charles, une de ces

tensions s'est matérialisée, au fil du temps, dans la coprésence entre la population traditionnelle et les nouvelles populations ayant des profils potentiellement gentrificateurs. Entre les tours de condominiums investies par des groupes sociaux privilégiés économiquement et les logements sociaux habités par les moins nantis, les relations sociales au sein du quartier sont influencées. Cependant, contrairement aux bénéfices allégués de la mixité sociale, « la proximité physique n'est pas le garant d'une proximité sociale » (Grafmeyer et Authier, 2019, p. 168). On peut même dire, tel que nous l'explorerons davantage plus loin, qu'elle fait ressortir les différences sociales puisque les groupes favorisés ont davantage de possibilités de développer un nouveau mode de vie contrastant avec celui des classes populaires (Chamboredon et Lemaire, 1970).

Puisqu'on ne peut faire fi des structures politiques et sociales comme ayant un rôle important à jouer dans les positions des individus et des groupes, leurs stratégies d'appropriation de l'espace sont le résultat de « choix en situation » (Grafmeyer et Authier, 2019, p. 273). En ce sens, les choix impliquent entre autres les déterminants sociaux et le sens que ces individus et groupes donnent aux contextes et aux structures dans lesquels ils vivent. En d'autres termes, les choix sont alors effectués en tenant compte à la fois des possibilités qu'offrent les contextes et à la fois de l'autodétermination des individus. Ainsi, bien que les ressources soient distribuées inégalement entre les groupes sociaux, et que ceux qui possèdent plus de ressources ont davantage de possibilités, « [l']appropriation de l'espace n'est pas seulement une finalité, c'est aussi un moyen » (Ripoll et Veschambre, 2005, p. 8). Elle peut donc être utilisée par les groupes les moins privilégiés comme stratégie dans les rapports de force qui ont cours et qui sont d'ailleurs constitutives des interactions entre les groupes étudiés dans cette présente recherche.

Il semble important de souligner que dans le cas présent, le concept d'appropriation de l'espace peut être appliqué tant au quartier qu'au Bâtiment 7 en tant que tel, par les divers groupes et individus qui occupent l'espace, notamment par des processus d'appropriation symbolique qui impliquent, que les groupes sociaux participent à définir les identités sociales des lieux, soit en intégrant des espaces déjà produits ou en produisant de nouvelles significations à des lieux (Ripoll, 2005 ; Ripoll et Veschambre, 2005). Étant donné que les ressources culturelles, symboliques et économiques des personnes qui sont impliquées au B7 sont différentes des personnes composant la population traditionnelle de Pointe-Saint-Charles, j'explorerai les dynamiques d'appropriation

de l'espace au sein du Bâtiment 7 de même que celles qui se jouent dans le quartier de Pointe-Saint-Charles au regard des deux groupes étudiés.

2.3 Les transactions sociales

Dans le quartier et, notamment au moyen des pratiques d'appropriation de l'espace s'effectuent des arrangements tacites ou du moins, diffus, utilisés par les individus, à travers leur vie quotidienne, pour faire face et prendre part, à leur manière, à la coexistence avec les autres groupes (Grafmeyer et Authier, 2019, p. 221 ; Remy, 2016). Afin d'expliquer ce phénomène, qui se manifeste, dans le cas qui nous intéresse, entre groupes qui coexistent en un lieu, nous utiliserons le terme des transactions sociales, tel que proposé par Remy, Servais et Voyé (1978).

Définies comme un paradigme³ (Blanc, 2009 ; Blanc et Stoessel-Ritz, 2020 ; Gibout *et al.*, 2009 ; Remy *et al.*, 2020), les transactions sociales comportent de multiples facettes et peuvent se prêter à tous les contextes sociaux, bien que particulièrement pertinentes dans les contextes de sociologie urbaine (Blanc, 2009 ; Remy, 2016). En raison de ces multiples usages possibles, de la complexité de sa définition et de l'aspect multiforme qu'elles puissent prendre selon le contexte, Maurice Blanc soutient que « ceux et celles qui s'intéressent à la transaction sociale ne constituent pas un mouvement structuré, mais une mouvance : ils s'en inspirent en l'adaptant librement » (Blanc, 2009, p. 34). Elles peuvent se manifester à la fois dans la manière dont les individus agissent selon leurs aspirations, capacités, croyances et valeurs, tout en prenant compte des structures en présence : « la transaction sociale permet de mieux saisir le fait social en invitant à y observer et à y comprendre la conjugaison de la liberté de l'acteur et des contraintes du système » (Gibout *et al.*, 2009, p. 8). Comme il n'y a pas une manière unique d'employer le paradigme des transactions sociales, l'application que j'en ferai dans le cadre de cette recherche sera effectuée selon les postulats de la littérature qui le concernent, basée principalement sur les travaux de Remy, Servais et Voyé (1978), de Blanc (2009) et de Remy (2015, 2016, 2020).

³ Le paradigme est une orientation qui permet l'interprétation théorique des phénomènes ; il n'est pas une accumulation de concepts (Remy et Voyé, 1978 dans Blanc, 2009). Le paradigme de la transaction sociale est une « posture méthodologique qui oriente le regard du sociologue vers les tensions, les conflits, les négociations et les compromis, formels ou informels » (Blanc, 2009, p. 25).

D'abord, il faut partir du principe que les auteurs à l'origine du terme des transactions sociales, comme l'évoque le titre de leur ouvrage « Produire ou reproduire ? Une sociologie de la vie quotidienne » (Remy *et al.*, 1978) posent l'hypothèse d'une conception hybride qui se situe entre les théories habituellement opposées de la reproduction (Bourdieu et Passeron, 1970) et de la production de la société (Touraine, 1973) car la transaction sociale emprunte à ces deux visions du monde : elle peut reproduire des structures déjà en place ou créer de nouveaux arrangements sociaux (Blanc, 2009 ; Gibout *et al.*, 2009 ; Remy *et al.*, 1978). Plutôt que de s'inscrire dans la lignée structurelle, elle relève d'un effet structural, lequel « dérive des structures culturelles et [est] capable de produire un sens mobilisateur ainsi qu'une perception de soi et des autres venant structurer une perception du normal et du possible » (Remy *et al.*, 1978, p. 94-95). Ensuite, il est important de mentionner que les conflits, en plus de faire partie prenante de la vie sociale, sont nécessaires à celle-ci puisqu'ils créent des questionnements et des renouvellements dans les pratiques et dans les conceptions du monde que nous avons (Blanc, 2009). Ainsi, « [l]a transaction sociale ne supprime pas les tensions et les contradictions » (Blanc, 2009, p. 31). On les retrouve tant dans les objets d'intérêts concrets auxquels s'intéressent les transactions sociales et qui font l'objet de recherches que dans la manière dont elles sont conceptualisées, vu les visions théoriques opposées qu'elles rassemblent.

Les transactions sociales visent à répondre à des conflits, de valeurs et/ou d'intérêts, tant latents inhérents aux contextes sociaux et aux conditions respectives des groupes impliqués. Dans la forme, ces interactions s'effectuent à travers de la vie quotidienne (Gibout *et al.*, 2009 ; Remy, 2020) et se situent à la croisée de la négociation, formalisée, et de l'échange, lequel constitue une obligation non-dite et réciproque. Elles sont faites des rapports entre les individus, et ce, quel que soit le contexte de vie quotidienne observé.

Dans la présente recherche, je m'intéresse aux transactions sociales qui ont lieu entre les groupes populationnels étudiés en regard des pratiques du Bâtiment 7 et de la gentrification. Il s'agit donc du paradigme qui permettra l'opérationnalisation de l'interactionnisme symbolique et qui permettra d'appréhender les rapports entre les populations étudiées. Tel qu'énoncé précédemment, bien que différents groupes sociaux soient désormais rapprochés physiquement par les processus de gentrification, le véritable mélange demeure faible et la distance sociale demeure présente car la mixité provoquée par les politiques est vécue comme étant forcée, du moins par la population

traditionnelle (Chamboredon et Lemaire, 1970). Si plusieurs quittent leur quartier changeant en raison d'une coexistence à laquelle ils et elles ne s'identifient plus, d'autres, comme les personnes de la population traditionnelle auxquelles je m'intéresse dans cette recherche, usent de stratégies d'appropriation de l'espace et de transactions sociales, qui tiennent compte de ces distances sociales. Dans un espace donné, la coexistence peut se traduire notamment par la coprésence de structures, comme c'est le cas avec les condos qui sont érigés en face de tours d'habitations à loyer modique (HLM) ou à côté du Bâtiment 7. Au niveau social, elle se constate tantôt à travers des tensions, des évitements, tantôt à travers des compromis qui permettent de faire face à ce changement social et d'y prendre part (Grafmeyer et Authier, 2019 ; Remy, 2016). Les transactions sociales sont donc des « compromis de coexistence » (Remy, 2016, p. 6) entre les partenaires.

2.3.1 Entre échanges et négociation

Les transactions sociales se situent entre l'échange et la négociation (Remy, 2020). Afin de mieux comprendre la manière dont elles s'articulent dans le cas spécifique des relations entre les personnes gravitant autour du Bâtiment 7 et les personnes issues de la population traditionnelle de Pointe-Saint-Charles, penchons-nous sur les caractéristiques spécifiques de ces deux termes.

L'échange n'est pas formalisé. Pour cette raison, il se produit dans diverses sphères de la vie sociale, sans que nous y portions une attention particulière : effectuer des échanges peut sembler comme allant de soi. Ils se traduisent par exemple par les actions de rendre un service (aider quelqu'un de notre entourage à déménager ou encore mettre une salle à disposition d'un groupe en ayant besoin pour mener à bien une activité). L'échange s'appuie davantage sur la solidarité que sur les intérêts des personnes impliquées, mais il « repose d'abord sur une obligation morale » et « suppose toujours la réciprocité des transferts » (Remy, 2020, p. 148). Sans prétendre que les individus ont des ressources égales, l'échange s'effectue selon la disponibilité des partenaires. Il implique que les personnes ont une dette symbolique, mais non explicitée, laquelle sera effacée lorsqu'un geste sera rendu en retour dans le futur. Cette dette symbolique n'a pas d'échelle; elle peut être rendue selon les capacités des parties impliquées.

La négociation, quant à elle, constitue un moyen de résoudre des conflits et « se fait toujours sous contrainte : on négocie [par exemple] sous menace de grève. L'imposition est donc toujours

présente. La négociation suppose que l'on se trouve en situation semi-structurée » (Remy *et al.*, 2020, p. 145). Ainsi, une de ses spécificités principales est celle de la formalisation à la fois du conflit et de l'accord qui est conclu : « après coup, on pourra s'y référer, quitte à constater des interprétations divergentes. De ce fait, l'espace et le temps de la négociation sont explicites et elle se clôt par un pacte » (Remy *et al.*, 2020, p. 147). On pense par exemple à une négociation pour un achat dans un marché artisanal, à des négociations syndicales ou encore à une négociation pour des tâches et des horaires de travail. Ici, les personnes qui négocient ont en leur possession des ressources (symboliques, matérielles) qui leur permettent d'user de stratégies de contre-pouvoir afin d'obtenir un arrangement explicite qui tient compte des intérêts des différentes parties (Fusulier et Marquis, 2010 ; Remy *et al.*, 2020).

De la sorte, la transaction sociale se trouve entre les deux concepts (Remy, 2020). Tout comme la transaction économique, elle consiste en un « échange négocié », mais elle a la particularité de viser à répondre aux conflits (Gibout *et al.*, 2009, p. 7). Malgré un compromis qui est recherché, tout comme c'est le cas pour les négociations, les transactions sociales impliquent des valeurs reliées à l'échange, telle que la prise en compte de l'autre (Blanc, 2009). Afin d'illustrer les interrelations entre ces composantes, telles qu'elles sont considérées dans cette recherche, j'ai créé un diagramme de Venne en trois dimensions (figure 2.1).

Outre la négociation et l'échange, l'imposition fait aussi partie de l'équation lorsqu'on s'intéresse aux transactions sociales dans les cas où il faut « trancher » (Blanc dans Gibout, 2009, p. 161) lorsque le conflit demeure irrésolu. Or, dans les transactions sociales, contrairement aux négociations, l'imposition, reliée aux relations de pouvoir, n'est « jamais totale » puisque le jeu reste ouvert, que les transactions sociales sont souvent en production et qu'elles ne marquent pas de fin définitives (Fusulier et Marquis, 2010, p. 27). Elles sont « à la fois un processus et un produit. Le processus transactionnel est construit par le jeu des acteurs en présence pour faire avancer une question » (Gibout *et al.*, 2009, p. 8) et, en ce sens, le résultat est négociable de nouveau étant donné que la transaction sociale est en mouvance (Ledrut dans Gibout *et al.*, 2009).

Figure 2.1 Échanges, transactions sociales, négociation

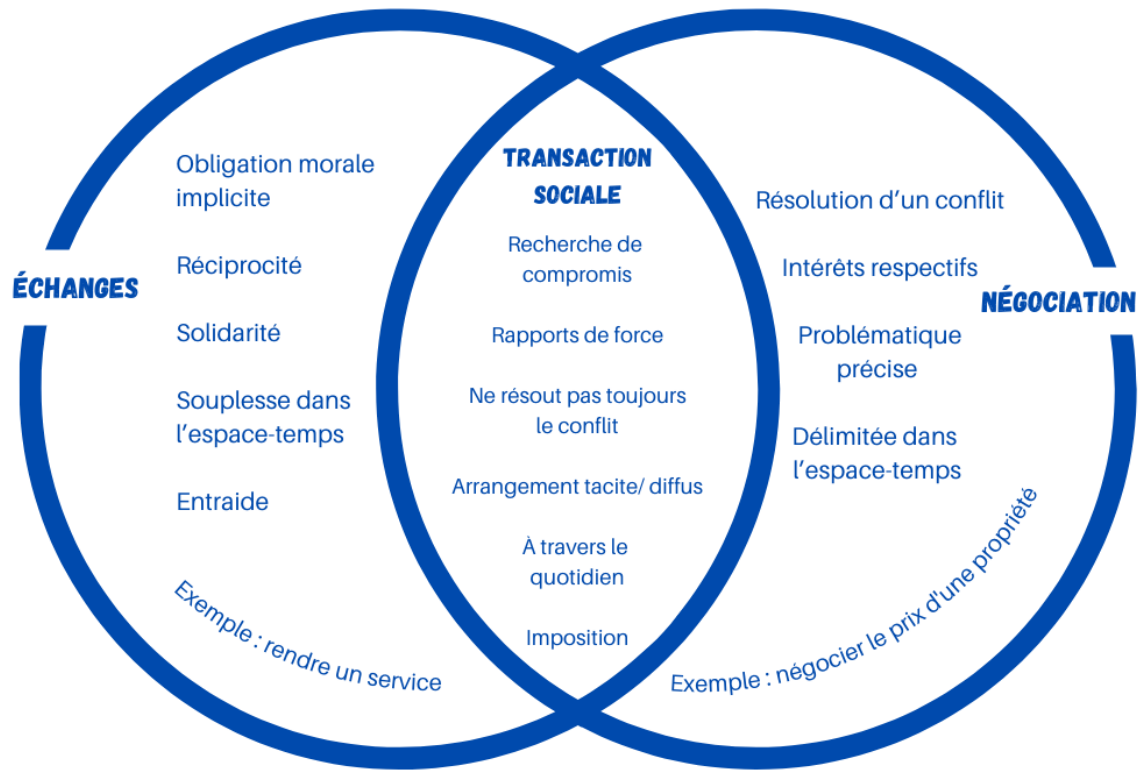


Image libre de droits. Radilla, J. (2025), inspirée de Remy, 2020.

2.3.2 Disponibilité des ressources et interconnaissance : vectrices d'arrangements tacites du quotidien

Les transactions sociales peuvent être utilisées par tout le monde. Elles passent, par exemple, à travers des significations que les individus attribuent à leurs comportements, à leurs gestes et aux lieux qu'ils fréquentent. Il a été établi jusqu'ici qu'elles consistent en des arrangements diffus et tacites qui se déroulent à travers le quotidien et qui s'inscrivent dans les histoires des individus et des lieux à long terme. Mais au-delà de cette possibilité offerte à tous et toutes, compte tenu des interactions et des possibilités différentes des acteurs, « il ne faut pas négliger le poids de “cadres” plus larges » (Remy *et al.*, 2005, p. 6) dont les politiques publiques et les institutions qui influencent sur les individus et sur les groupes. Ainsi, les transactions sociales sont effectuées selon les ressources qui leur sont disponibles. C'est pourquoi on parle de rapport de force : le produit

transactionnel, soit le résultat de la transaction sociale, est déterminé en fonction de la nature et de la disponibilité des ressources. Toutefois, la transaction sociale peut échouer, par exemple si l'un des partenaires la refuse (Remy *et al.*, 2005).

Puisque les espaces n'ont pas la même signification pour chaque individu ou chaque groupe, utiliser la lunette des transactions sociales dans le cadre de cette recherche peut permettre d'observer la manière dont l'espace est investi dans le Bâtiment 7 afin de répondre aux besoins de la population tout en répondant à un idéal de centre autogéré. L'utilisation de ce paradigme peut en outre permettre d'observer des aspects d'interactions et de coexistence entre les populations, car même lorsqu'une transaction sociale est effectuée, le conflit peut demeurer, tel que mentionné en début de section : « si les conflits deviennent trop intenses, les populations qui le peuvent se déplacent et investissent d'autres lieux » (Remy, 2016, p. 8). Par ailleurs, « le produit transactionnel peut aussi bien participer à la production de la nouveauté qu'à la reproduction sociale » (Remy *et al.*, 2005, p. 87).

Le Bâtiment 7, et de manière plus large, le quartier Pointe-Saint-Charles sont donc vus, dans le cadre de cette recherche, comme des lieux transactionnels, où les différents acteurs cherchent un compromis, une manière de coexister, d'être ensemble malgré leurs différentes manières de s'approprier l'espace selon les significations qu'ils en font et dont ils sont conscients. Les lieux partagés font office d'espaces dans lesquels les individus et groupes ont des « capacité[s] inégale[s] pour faire valoir leur point de vue et aboutir à un produit transactionnel » (Remy, 2016, p. 5), lequel peut mener en un arrangement relié à la coexistence des personnes impliquées. Du fait de leurs ressources économiques, sociales et culturelles et de la possibilité de se rassembler, ces personnes ont le pouvoir d'en faire un espace de négociation, plutôt que de transaction, laquelle est plus explicite et officielle : elle relève de discussions entre individus ayant des statuts sociaux plus valorisés (élus municipaux, promoteurs immobiliers privés ou publics). À cet effet, les « jeux sociaux » (Remy, 2016, p. 11) des personnes impliquées dans le Bâtiment 7 relèveraient à la fois de la négociation et des transactions sociales. Ceux de la population traditionnelle de Pointe-Saint-Charles, dans leur cadre de leur vie quotidienne, relèveraient majoritairement des transactions sociales, puisque, outre l'aspect des ressources, leur fréquentation du Bâtiment 7 n'est pas effectuée en groupe homogène et semi-organisé, lequel permettrait de négocier formellement.

Cela dit, « la transaction sociale peut être un préalable à la négociation car une vraie négociation suppose déjà un jeu d'interconnaissance à travers lequel on a essayé de voir comment réguler les problèmes » (Remy *et al.*, 2005, p. 90). Cette interconnaissance s'effectue dans le quotidien, en côtoyant le conflit et en tentant de trouver des arrangements temporaires. Par exemple, l'obtention d'un bâtiment pour la communauté de Pointe-Saint-Charles a résulté d'une négociation (formelle). Mais en amont de ces négociations, au moment où cet espace de discussion n'était pas encore disponible, les actions symboliques et les interactions avec l'espace qui faisaient office, au quotidien, d'une contestation à la construction de masse de condos, contribuaient en des transactions sociales. Le produit transactionnel n'est pas ici l'action symbolique utilisée, mais bien ce qu'elle permet aux parties impliquées : tisser des liens entre citoyenNEs, alimenter le débat dans la collectivité, visibiliser des idées alternatives de projet et d'occupation de l'espace par le biais d'arrangements successifs et progressifs (Gibout, 2009). De cette manière, les transactions sociales peuvent être diffuses, consister en des non-dits, et rester à ce stade, mais peuvent également mener à un processus de négociation. Afin d'utiliser les transactions sociales dans le cadre de ma recherche, il semble important de tenir compte de deux perspectives:

[L']avant-plan du déroulement des manifestations de la transaction sociale (ou les situations), et l'arrière-plan, c'est-à-dire le contexte de sa structuration partielle du fait de propriétés structurelles et structurales, qui interviennent sur la manière dont elle s'organise et se déroule (Fusulier et Marquis, 2010, p. 29).

Pour le cas qui nous occupe, l'avant-plan est constitué des pratiques qui se déroulent au Bâtiment 7 et des interactions qui y ont lieu, alors que l'arrière-plan est fait du contexte de gentrification du quartier dans lequel se trouvent à la fois les personnes issues de la population traditionnelle et celles impliquées dans le Bâtiment 7, en plus de leurs cultures et ressources respectives.

2.4 Question et objectifs de la recherche

De ces précédentes sections, j'ai fait ressortir des éléments reliés à la gentrification du quartier, issue de différents mécanismes dépassant l'unique cause du marché immobilier (Beaudry, 2021 ; Clerval et Van Crielingen, 2022). J'ai souligné que par leurs positions et situations, les résidentEs traditionnellEs sont susceptibles d'être d'autant plus impactéEs par ces changements significatifs. Puis, j'ai fait le survol du contexte sociohistorique dans lequel s'inscrivait l'implantation du Bâtiment 7 dans le quartier, projet porté par des regroupements de citoyenNEs. Ces trois éléments

– la gentrification, les populations, le B7 – reliés ensemble mènent à des interactions entre citoyenNEs. Après avoir établi la conception du quartier telle que perçue dans ce mémoire, j’ai énoncé l’idée que pour que les différents groupes sociaux coexistent dans certains lieux et s’approprient l’espace, particulièrement dans le cadre de changements sociaux, ils doivent user de stratégies et convenir d’arrangements tacites : les transactions sociales. À la lumière de ces constats, une question émerge : Comment les transactions sociales entre les personnes impliquées dans le Bâtiment 7 et la population traditionnelle de Pointe-Saint-Charles se manifestent-elles dans le contexte de gentrification du quartier ?

Pour y répondre, je m’intéresserai aux pratiques du Bâtiment 7 qui concernent la coexistence en documentant les profils des populations qui fréquentent le lieu et le point de vue des personnes impliquées dans le projet par rapport à son impact sur les citoyenNEs du quartier et ce, dans un contexte de gentrification. Je documenterai les habitudes de la vie quotidienne des citoyenNEs traditionnellEs de Pointe-Saint-Charles en observant et en discutant avec elles de leur point de vue sur le Bâtiment 7. Pour ce faire, je m’intéresserai autant aux personnes appartenant à la population traditionnelle qui le fréquentent que celles qui ne le fréquentent pas. De plus, j’observerai et documenterai les habitudes de fréquentation au Bâtiment 7. Afin d’analyser les transactions sociales entre les deux groupes étudiés par rapport à la gentrification du quartier, je me pencherai sur les similitudes et les différences dans la perception de ce phénomène. Finalement, je me pencherai sur les diverses stratégies d’appropriation de l’espace privilégiées par les groupes.

2.5 Pertinence de la recherche

La littérature concernant le projet du Bâtiment 7 est majoritairement, mais pas exclusivement, produite par des militantEs qui y sont impliquÉEs ou qui gravitent autour du projet (Kruzynski, 2017 ; La Pointe Libertaire, 2013). Il s’agit donc souvent de personnes ayant vu et vécu le processus de la reprise du Bâtiment de très près. On y trouve des analyses et des descriptions du processus ayant mené à l’acquisition de l’édifice. Quelques autres textes abordent aussi les dynamiques au sein de la communauté autogérée du Bâtiment 7 ainsi que l’aspect novateur que le B7 peut amener à la communauté (Dussault, 2016 ; Lefèvre et Grant-Poitras, 2023). Or, bien que la préoccupation de sa contribution à la gentrification du quartier soit soulevée (Kruzynski, 2019), à l’heure actuelle, peu de littérature étudie l’interaction entre le Bâtiment 7 et son environnement – soit le quartier de

Pointe-Saint-Charles et la population qui y habite. Il semble d'autant plus pertinent d'effectuer cette recherche alors que le Bâtiment 7 est en pleine expansion et que de nouvelles phases de développement sont en cours, la deuxième phase du projet ayant été inaugurée durant le processus de collectes de données de ce présent projet.

Ensuite, la gentrification est un phénomène mondial (Smith, 2002), qui se produit entre autres au Canada, au Québec et dans la ville de Montréal. Dans le Sud-Ouest de Montréal, il s'agit d'un processus en essor auquel nous assistions à un rythme plus lent que dans la plupart des métropoles, mais qui s'intensifie rapidement (Dansereau, 1988 ; Maltais et Bélanger, 2021). Tel qu'exposé, par le désir manifesté de mixité sociale, les politiques de gentrification ont un potentiel ségrégatif (Grafmeyer et Authier, 2019). À ce jour, plusieurs recherches ont été effectuées pour traiter de la gentrification dans l'arrondissement Sud-Ouest de Montréal sous plusieurs angles. Cette recherche s'inscrira dans cette lignée, en analysant les manières d'habiter et de s'appropriier l'espace, à travers les interactions, les transactions sociales et les perceptions des citoyenNEs et des personnes impliquées dans le Bâtiment 7 dans un contexte de gentrification. Elle a, en outre, comme visée d'explorer la gentrification sous un angle différent que ceux du développement immobilier et du déplacement des populations.

Pour la discipline du travail social, la pertinence de cette recherche se situe au niveau collectif : elle permettra d'analyser les interactions sociales au sein d'une population choisie en relation avec les manières d'habiter les espaces, ce qui contribuera à expliquer les logiques inhérentes aux groupes, aux collectivités et aux individus avec lesquels les travailleurs sociaux et travailleuses sociales sont appelÉs à intervenir. Elle vise à démontrer la complexité sous-jacente aux dynamiques collectives. Elle permettra par ailleurs de nous pencher sur les rapports culturels et de groupes sociaux dans une perspective de justice sociale, valeur promue par le travail social. De plus, ce mémoire trouve sa pertinence dans le contexte de la crise du logement qui sévit actuellement au Québec (Laflamme, 2020). Bien que l'accès au logement soit essentiel de manière universelle, cette recherche soulève que d'habiter un endroit va au-delà d'avoir un toit : l'exclusion symbolique demeure présente pour les personnes les plus précarisées. Les conditions sociales favorables, l'accessibilité des lieux, la possibilité de faire des choix et la défense des droits sont des éléments tout autant nécessaires pour l'épanouissement et le sentiment d'appartenance des individus avec lesquels nous sommes appelés à travailler.

CHAPITRE 3

MÉTHODOLOGIE : S'IMPRÉGNER DU TERRAIN DE RECHERCHE

Dans ce chapitre, je présenterai les outils méthodologiques que j'ai utilisés pour recueillir et analyser les données nécessaires à la recherche. Étant donné que ma recherche vise notamment à documenter les points de vue des deux parties étudiées, à observer les manières dont les transactions sociales se manifestent et à analyser les stratégies d'appropriation de l'espace, la méthodologie sélectionnée est composée de multiples outils de collecte de données dans une optique d'obtenir un portrait qui démontre la complexité des rapports.

3.1 Stratégie générale de recherche : méthodologie qualitative

Puisque l'objectif de ma recherche est de comprendre un phénomène en vue d'analyser des données empiriques, l'utilisation d'une méthodologie qualitative s'est avérée la plus appropriée. L'approche qualitative permet de développer une compréhension des interactions dans le cadre de phénomènes sociaux. D'ailleurs, selon Blumer, il est essentiel d'utiliser une méthodologie empirique, en particulier lorsqu'on utilise un cadre théorique s'inscrivant dans l'interactionnisme symbolique, car elle représente « une quête collective de réponses à des questions qui s'adressent au caractère résistant du monde empirique étudié » (Blumer, 1969, p. 23) [ma traduction].

Grâce aux méthodologies qualitatives, les populations sont étudiées et observées dans leurs milieux sociaux et dans leurs vies quotidiennes afin d'en saisir les mécanismes (Pedgene Sawadogo, 2021). Cette stratégie de recherche, qui me plongera dans une démarche réflexive en lien avec les observations empiriques de manière engageante, est appropriée pour analyser un quartier en transformation et des relations émergentes entre groupes, étant donné qu'elle « [peut] ouvrir, pour l'observateur vigilant, une fenêtre sur la société "en train de se faire", avec ses défaillances, ses ambivalences, ses troubles qui fondent la vulnérabilité de l'ordre social » (Namian et Grimard, 2016, p. 31).

3.2 Populations à l'étude

Dans le cadre de ma recherche, j'ai souhaité observer et comprendre les phénomènes de transactions sociales, d'appropriation de l'espace et de coexistence à partir des vécus et perceptions

des personnes directement concernées par la gentrification de Pointe-Saint-Charles, de manière globale, mais également spécifiquement en relation avec les pratiques du Bâtiment 7. Afin de saisir les mécanismes à l'origine de ces rapports, il m'a semblé important que les deux parties soient représentées. La population à l'étude, que je détaillerai plus loin dans ce chapitre, est donc ainsi composée d'une part de résidentEs traditionnellEs de Pointe-Saint-Charles. Par « résidentEs traditionnellEs » je n'entends pas exclusivement la population qui demeure à Pointe-Saint-Charles de génération en génération; j'entends surtout une population qui a connu les changements dans le quartier et qui correspond à un profil socioéconomique s'inscrivant dans une continuité de l'histoire de désindustrialisation du quartier, soit un profil plus précarisé (Bélangier, 2010), telle que définie dans le premier chapitre. D'autre part, la population à l'étude est composée d'individus impliqués dans le Bâtiment 7, qu'il s'agisse d'une implication bénévole, rémunérée ou d'une fréquentation du lieu de manière régulière (loisirs, consommation, achats, utilisation des espaces).

3.3 Modalités de recrutement

Mon objectif de départ était d'obtenir entre 6 et 10 entretiens au total, parmi des citoyenNEs de Pointe-Saint-Charles ayant un profil traditionnel et personnes impliquées dans le Bâtiment 7, répartis dans une proportion de 40 % et 60% respectivement pour chaque groupe. Je détaillerai dans les prochains paragraphes les ajustements qui ont été effectués face aux réalités du terrain. De même, comme je souhaitais interroger deux populations, les méthodes de collecte de données prévues étaient différentes et incluaient, pour la population traditionnelle, une méthode conversationnelle (je détaillerai cette manière de procéder dans la prochaine section). Pour les personnes impliquées dans le Bâtiment 7, j'ai utilisé une méthode de collecte de données plus formelle, soit l'entretien semi-dirigé. En ce sens, il me paraissait important de personnaliser les méthodes de recrutement à l'image des méthodes de collectes de données. J'ai commencé par créer deux affiches de recrutement différentes afin de les diffuser dans des lieux ciblés (voir annexes A et B).

3.3.1 Population traditionnelle

Concernant la population traditionnelle, je souhaitais initialement que les personnes rencontrées résident dans le quartier depuis l'année 2000 ou avant, puisque c'est approximativement à partir de ce moment que le phénomène de gentrification s'est accéléré dans le quartier (Gaudreau *et al.*,

2021). Ce choix était également justifié car il me permettait de relever des données qui témoignent de l'évolution du quartier et de leur perception quant à l'implantation du Bâtiment 7 étant donné que les personnes auraient vécu dans le quartier avant, pendant et après celle-ci. J'ai d'abord déposé l'affiche dans certains organismes communautaires du quartier, je l'ai envoyée par courriel aux employéEs de ces organismes afin qu'une certaine promotion puisse être faite et je l'ai publiée sur des groupes de réseaux sociaux s'adressant à la population du quartier Pointe-Saint-Charles. Je suis allée dans quelques commerces afin de déposer l'affiche : pharmacie, épicerie, restaurant-minute. Un des organismes qui avait reçu l'affiche m'a invitée à faire une présentation de mon projet lors d'une séance d'information dans le but de contribuer au recrutement. De plus, j'ai imprimé ces affiches en format de quart de page pour les distribuer à des personnes que je croisais lors de mes séances d'observations, méthode de collecte de données qui sera détaillée plus loin. J'ai d'ailleurs croisé, lors de ces tentatives de recrutement, des personnes fréquentant un organisme communautaire dans lequel j'ai travaillé brièvement et qui correspondaient au profil recherché, auxquelles j'ai aussi remis l'affiche.

Or, après quelques mois, ces tentatives n'ont mené à aucun contact concret qui contribuerait à ma collecte de données. Puisque l'entretien par conversation était la méthode choisie pour cette population, j'ai changé de stratégie : en cessant d'utiliser des outils de recrutement matériels et en discutant directement avec les personnes rencontrées sans explication préliminaire du projet, j'ai pu obtenir des contenus riches correspondant aux objectifs de recherche. Cela étant dit, comme la technique de recrutement était différente, je ne vérifiais pas systématiquement si l'année de résidence correspondait à celle prévue et je m'attardais encore moins au revenu. Les indices sociodémographiques qui m'ont permis de savoir si les personnes correspondaient aux profils recherchés émergeaient dans la conversation : les personnes parlaient de leur logement subventionné (indice de revenu) et de la durée de résidence (plus de dix ans et majoritairement plus de vingt ans). À la suite de ce processus, il m'est apparu que je devais élargir mon échantillonnage pour avoir une meilleure représentativité, étant donné les différences entre les méthodes et le type d'entretiens qui ressortaient de mes interactions. Au total, dix personnes correspondant au profil de la population traditionnelle ont été rencontrées et ce, dans des endroits variés. Je détaillerai plus loin la méthode conversationnelle.

3.3.2 Population impliquée dans le Bâtiment 7

Le recrutement effectué au Bâtiment 7 a été effectué de manière plus classique. L’affiche qui s’adressait aux personnes impliquées a été déposée au Bâtiment 7 et envoyée par courriel aux adresses électroniques indiquées sur le site web de l’OBNL. Quatre personnes m’ont contactée dans les semaines suivantes afin de planifier un rendez-vous pour procéder à l’entretien. Une personne m’a contactée après avoir pris connaissance de l’affiche destinée à la population traditionnelle : quoi qu’elle ne fit pas partie de la population visée, elle était intéressée au projet et il s’est avéré que son profil correspondait à celui des personnes impliquées dans le B7. Au total, ce sont cinq personnes gravitant autour du Bâtiment 7 qui ont été rencontrées.

3.4 Collecte de données

Bien que j’aie rencontré le double de personnes correspondant au profil de la population traditionnelle que celle des personnes impliquées dans le Bâtiment 7, cette proportion était nécessaire en raison du matériel obtenu. Je décrirai, dans les prochains paragraphes, la diversité des méthodes utilisées. Cette pluralité dans la cueillette des données s’est avérée pertinente au type de recherche que j’ai menée. Les outils de collecte de données se sont imposés à moi au fur et à mesure que je construisais mon projet de recherche. Dans cette perspective, la personne chercheuse est considérée comme une bricoleuse qui doit construire sa recherche selon son objet : « Le bricoleur est habile à accomplir un grand nombre de tâches diverses, allant des entretiens à l’observation, en passant par l’interprétation de documents personnels et historiques » (Denzin et Lincoln, 1994, p. 2) [ma traduction]. J’ai effectué différents types d’entretiens et d’observations que je consignerai dans des tableaux récapitulatifs (tableau 3.1 et tableau 3.2) au courant de cette section. La réflexion et l’introspection mentionnées sont inhérentes au processus de recherche puisque les chercheurs et chercheuses sont directement impliqués dans l’interaction. Dans cet ordre d’idées, je détaillerai prochainement les trois catégories de collectes de données choisies : observations qualitatives, conversations, entretiens.

La recherche s’est plus spécifiquement inspirée des enquêtes ethnographiques, s’inscrivant dans la tradition de la sociologie urbaine, laquelle s’intéresse notamment à l’interdépendance entre les populations et les territoires qu’elles occupent (Grafmeyer et Authier, 2015). Les enquêtes de type ethnographiques, dont l’approche s’est développée grâce aux travaux de l’École de Chicago, sont

pertinentes et appropriées dans les recherches concernant les villes industrialisées (Namian et Grimard, 2016). Ainsi, il a été nécessaire pour moi d'explorer le terrain, d'y être dans sa quotidienneté, d'interagir avec le territoire, ses citoyens, le Bâtiment 7 et ses activités pour être

au plus près des situations naturelles des sujets – vie quotidienne, conversations – dans une situation d'interaction prolongée entre le chercheur et les populations locales, afin de produire des connaissances [...] contextualisées, transversales, visant à rendre compte du 'point de vue de l'acteur', des représentations ordinaires, des pratiques usuelles (Olivier de Sardan, 1995, p. 10).

L'enquête inspirée par les méthodes ethnographiques m'a permis de m'imprégner de ces espaces : en ce sens, elle correspondait tout à fait aux objectifs de la recherche. De ce fait, les échanges et les discussions menant à la collecte de données ont eu lieu dans des lieux symboliques pour les personnes rencontrées, ce qui a ajouté une richesse supplémentaire aux données recueillies.

3.4.1 Observations qualitatives

Considérant le caractère tacite des transactions sociales, additionné au besoin pour la recherche de comprendre et d'analyser les interactions entre les groupes, il est rapidement devenu évident que l'observation ferait partie des méthodologies utilisées. Afin de mieux différencier la nature des observations qui ont été effectuées, je les diviserai en deux catégories : les observations directes et les observations participantes. Plusieurs données et résultats ont émergé de ces deux types d'observations, m'ayant permis de m'imprégner du terrain de recherche, car la technique d'observation qualitative « consiste à recueillir des impressions du monde environnant à travers toutes les facultés humaines pertinentes » (Adler et Adler, 1994, p. 378) [ma traduction].

Observations directes

« Il faut, sur le terrain, avoir perdu du temps, beaucoup de temps, énormément de temps, pour comprendre que ces temps morts étaient des temps nécessaires »
Olivier de Sardan, 1995, p.12

Dans cette perspective, j'ai effectué l'observation directe de scènes de la vie quotidienne dans le quartier à neuf reprises, pour des durées respectives allant de quinze minutes à deux heures : lieux publics, parcs, espaces du Bâtiment 7, arrêts et trajets d'autobus et commerces locaux. Lors des

premières séances d'observation, peu de matériel semblait émerger puisque les scènes observées ne représentaient aucun contenu flagrant. Toutefois, mes présences répétées dans la vie quotidienne du quartier m'ont permis de repérer, progressivement, des scènes, des interactions subtiles ou encore l'absence d'interactions. Ces absences, qui m'ont d'abord paru comme des temps morts et de longues périodes, lors desquels j'attendais qu'un événement ou qu'une interaction se produise, ont finalement consisté en des données utilisées pour la recherche. Par exemple, en n'observant aucun passage des résidentEs traditionnellEs dans mes observations dans les parcs, j'ai eu le réflexe de penser qu'il n'y avait aucune interaction à étudier. Or, en me rendant compte de leur présence sur leurs balcons et dans les organismes communautaires, j'ai réalisé que leur absence dans les lieux publics était révélatrice de certains rapports. Ce que je qualifiais dans mon journal de bord d'« aucune observation » s'est en effet avéré un résultat en soi.

Observations participantes

J'ai également effectué des observations participantes, qui impliquaient davantage d'interactions aux côtés des populations étudiées (Pedgene Sawadogo, 2021). Il s'est agi des assemblées populaires, des fêtes de quartier, d'événements créés par les organismes de Pointe-Saint-Charles et par le Bâtiment 7, de rencontres d'informations et d'une séance de magasinage dans un commerce du quartier, lors de laquelle j'ai interagi avec des clientEs et des employéEs. J'ai participé à six activités, ayant des durées variant de trente minutes et trois heures. Tel que décrites, ces observations étaient inscrites dans une « diversification des lieux » afin de mieux saisir la vie de quartier (Namian et Grimard, 2016, p. 22). Celles-ci m'ont permis de vivre l'expérience avec les personnes impliquées et d'interagir avec celles-ci afin de comprendre leurs réalités, leurs perceptions et leurs manières de s'approprier l'espace (Olivier de Sardan, 1995). Quelques-unes de ces observations ont, en plus, mené à des conversations avec des personnes appartenant à la population traditionnelle. Les activités d'observations sont consignées, selon leurs catégories, dans le tableau 3.1.

Tableau 3.1 Récapitulatif des observations

| Type d'observation | | Lieu de l'observation (Nom de l'activité s'il y a lieu) | Durée (minutes) |
|--------------------|--------------|--|--------------------|
| Directe | Participante | | |
| | X | Bâtiment 7 (Visite guidée) | 60 |
| X | | Restaurant familial Paul Patates | 60 |
| X | | Taverne La Chic Régal * | 60 |
| | X | Bâtiment 7 (Assemblée publique) * | 180 |
| | X | RIL (Assemblée publique) | 120 |
| X | | Trajet d'autobus en direction du B7 * | 15 |
| | X | Bâtiment 7 (6 ^e anniversaire du B7) * | 180 |
| | X | Soirée de financement d'un organisme communautaire en alphabétisation populaire où le B7 tenait un kiosque * | 60 |
| X | | Sans-taverne (Microbrasserie au Bâtiment 7) | 60 |
| X | | Parc à proximité d'un OBNL d'habitation pour aînés | 60 |
| X | | Parc central du quartier | 30 |
| X | | Promenade dans les rues du quartier | 45 |
| X | | Intersection rue Centre et Charlevoix (près du métro, des autobus et des commerces) * | 30 |
| | X | Commerce établi de longue date * | 30 |
| X | | Bâtiment 7 (espace de détente et de travail) | 75 |

*Ces observations ont mené à un entretien par conversation

Les réflexions et impressions qui ont découlé des observations ont été répertoriées dans un journal de bord afin de favoriser l'aspect itératif de la cueillette de données. Le « va-et-vient » entre la personne chercheuse et le terrain, occasionné par l'itération, permet de réfléchir la problématique différemment à la lumière des données recueillies (Olivier de Sardan, 1995, p. 37-38). Chaque observation me donnait effectivement l'occasion de réfléchir aux précédentes et de garder certains éléments en tête pour celles qui suivraient. Pour ce faire, j'ai utilisé une grille d'observation que j'ai créée afin de situer certains repères reliés notamment à la temporalité, à la nature de l'activité

et à l'occupation de l'espace (voir annexe C) jumelée à l'outil de ventilation des notes de terrain d'enquêtes anthropo-sociologiques proposé par Paillé et Muchielli (2021a) (voir annexe D). Cette méthode vise à rédiger, dans un premier temps, l'observation effectuée dans son entièreté. Dans un deuxième temps s'effectue la ventilation, qui consiste en découper les scènes observées et à les associer avec trois éléments : les impressions / le ressenti, le contexte et les réflexions. Ce processus m'a permis d'effectuer mes observations et notes de terrain sans me censurer (Paillé et Muchielli, 2021a, p. 143), de différencier mes constats, mes perceptions et de noter mes réflexions pour alimenter les autres scènes observées.

3.4.2 Entretiens par conversation

En raison de l'objet de ma recherche, il me semblait important que les méthodes de collecte de données soient adaptées selon les populations étudiées. J'ai donc choisi, pour la population traditionnelle, d'utiliser la technique d'entretien conversationnel. Selon Jean-Pierre Olivier de Sardan, « rapprocher au maximum l'entretien guidé d'une situation d'interaction banale quotidienne, à savoir la conversation, est une stratégie récurrente de l'entretien ethnographique » (Olivier de Sardan, 1995, p. 23). En ce sens, les conversations se sont effectuées à partir d'un canevas de conversation, plutôt qu'une grille d'entretien (voir annexe E). Les thèmes qui le constituaient ont été mémorisés et ont agi comme un guide ou un aide-mémoire pour les sujets à aborder. Cette méthode a permis de discuter de la gentrification, du Bâtiment 7 et des changements perçus dans le quartier, tout en laissant la possibilité que la conversation puisse couler naturellement et fasse émerger de nouveaux thèmes (Fontana et Frey, 1994 ; Olivier de Sardan, 1995). De plus, la conversation consiste en un choix méthodologique permettant une liberté, une écoute et un dialogue s'éloignant de l'entretien formel pouvant être intimidant (Olivier de Sardan, 1995). Bien que les grands thèmes des entretiens soient les mêmes pour la population traditionnelle de Pointe-Saint-Charles que pour les personnes s'impliquant dans le Bâtiment 7, l'approche et les canevas d'entretien sont modulés selon le groupe populationnel auquel appartiennent les individus approchés. Ainsi, les conversations se sont déroulées dans l'espace public et, au contraire d'un entretien semi-dirigé formalisé, ont été instiguées selon le contexte dans lequel l'interaction avait lieu. Bien que la méthode conversationnelle ne suive pas un guide d'entretien préétabli, certaines étapes sont nécessaires afin que la collecte de données corresponde aux besoins de la recherche et

que les participantEs soient confortables dans le déroulement. J'utiliserai le modèle d'entretien non-structuré proposé par Fontana et Frey (1994) pour expliciter les démarches effectuées.

La première étape est celle d'accéder aux lieux et au contexte. Pour ma part, j'ai effectué les entretiens par conversation dans des autobus se rendant au Bâtiment 7, au sein du Bâtiment 7 et dans un commerce. Certains choix de lieux étaient stratégiques afin d'entrer en contact avec des individus dans l'objectif de conversations alors qu'à d'autres occasions, le contexte était opportun, sans planification préalable : les activités d'observation ont permis la conversation.

La deuxième étape est celle de comprendre le langage et la culture de la population étudiée (Fontana et Frey, 1994). Dans le cas de ma recherche, dans l'objectif que les conversations soient accessibles et fluides, je portais une attention particulière à utiliser des mots et des phrases pouvant être comprises par tous et toutes en traduisant les concepts en termes de la vie quotidienne. Par exemple, plutôt que de demander aux personnes rencontrées de m'expliquer les impacts de la gentrification sur leur quartier, je demandais : « comment le quartier a changé depuis que vous vivez ici? », ce qui menait au thème de gentrification.

La troisième étape est celle de choisir la manière de se présenter, laquelle implique d'approcher les individus d'une manière différente selon le contexte : « la décision quant à la manière de se présenter est très importante, car une fois que l'image que l'on donne de soi est "figée", elle laisse une impression profonde sur les personnes interrogées et a une grande influence sur la réussite (ou l'échec) de l'étude » (Fontana et Frey, 1994, p. 367) [ma traduction]. Comme mentionné précédemment, mes premières tentatives de recrutement impliquaient du matériel tel que des affiches de recrutement. Le manque de réponses a apporté des réflexions concernant cette méthode, puisqu'elle impliquait la représentation de l'institution universitaire et celle du monde de la recherche, qui sont généralement éloignées de la population traditionnelle. C'est lorsque j'ai cessé d'utiliser ce matériel et que j'ai commencé à approcher les personnes de manière plus naturelle que j'ai eu accès à la conversation.

Après avoir repéré une personne (quatrième étape), la cinquième et la sixième étape, visant respectivement à gagner la confiance de la personne et à établir un rapport, doivent s'effectuer selon le sujet et le contexte. Dans le présent cas, les thèmes de la gentrification et du Bâtiment 7

étaient souvent visés comme cœur de la discussion. Or, afin de m'y rendre, j'utilisais des sujets plus larges ou contextuels pour entrer en contact avec la personne, par exemple, en m'informant du prochain passage de l'autobus que nous attendions et en confirmant auprès d'elle que le Bâtiment 7 faisait partie du trajet. Il importe alors de se laisser surprendre par les thèmes qui émergent des conversations et de les utiliser pour poursuivre la discussion, plutôt que de se limiter au canevas d'entretien préétabli. Ces étapes contribuent à « voir la situation de leur point de vue plutôt que de leur imposer le monde académique et nos préconceptions » (Fontana et Frey, 1994, p. 367) [ma traduction].

La septième et dernière étape est celle de la collecte de données, laquelle doit être effectuée subtilement. Bien que l'utilisation des données recueillies soit consentante, il m'importait de prendre mes notes de terrain hors de la vue des participantEs afin qu'ils et elles puissent continuer de se sentir bien dans le rapport interpersonnel (voir étape 3). Ainsi, dès que l'interaction se terminait, j'utilisais l'enregistreuse intégrée dans mon téléphone portable afin de rapporter les détails observés, l'essence de notre discussion et les citations précises qui m'avaient marquée et que j'avais mémorisées. Plus tard, j'utilisais ces enregistrements afin de les retranscrire dans mon journal de bord.

En raison des lieux et du caractère spontané et imprévu des entretiens par conversations, ayant lieu dans la vie quotidienne des personnes rencontrées, ces discussions étaient brèves (entre cinq et quinze minutes par personne). Celles-ci m'ont tout de même permis de recueillir multiples citations et témoignages importants pour ma recherche. En revanche, comme je souhaitais approfondir certains sujets, j'ai choisi de me tourner vers la conversation de groupe. À la suite de l'envoi de l'affiche de recrutement aux organismes communautaires et de quelques relances que j'ai effectuées, un employé d'un de ces organismes m'a contactée afin d'organiser une activité de café-rencontre, rassemblant des participantEs pour discuter du sujet. Se rapprochant du groupe de discussion non directif (Geoffrion, 2004), la méthode utilisée est demeurée la même que pour les conversations individuelles : utiliser une approche de conversation en ayant certains grands thèmes en mémoire. La principale différence était celle de la gestion de la parole au sein du groupe. La conversation de groupe « est riche en données, flexible, stimulante pour les participantEs, elle facilite la mémorisation, est cumulative et élaborée, permettant d'aller au-delà des réponses individuelles (Fontana et Frey, 1994, p. 365) [ma traduction]. Par conséquent, cinq personnes ont

été rencontrées ensemble dans une activité de café-rencontre d'une durée d'une heure trente. Pour la mise en place de celle-ci, toutes les mêmes étapes que pour les conversations individuelles ont été suivies, avec quelques différences dans la forme. Par exemple, la confiance a été gagnée par le biais des employéEs de l'organisme, qui agissaient comme intermédiaires pour faciliter la rencontre en amont. De plus, vu le nombre de participantEs, j'ai obtenu leur consentement afin d'enregistrer la totalité de la conversation, me permettant conséquemment e mieux les retranscrire le verbatim pour mes analyses. L'analogie du bricoleur évoquée précédemment (Denzin et Lincoln, 1994) se retrouve donc également dans les moyens dont j'ai utilisé l'entretien par conversation, qui, pour le cas de la rencontre de groupe, s'est présenté dans une forme différente que celle prévue initialement.

3.4.3 Entretiens semi-dirigés

À la suite du recrutement ayant eu lieu par affichage et par envoi électronique, j'ai contacté les cinq personnes impliquées dans le Bâtiment 7 afin de planifier des entrevues semi-dirigées. Ce type d'entretien, bien que ne s'inscrivant pas spécifiquement dans les méthodes ethnographiques, s'avérait pertinent pour approfondir ma compréhension du phénomène étudié et de donner la parole aux personnes qui y assistent au premier plan (Savoie-Zajc, 2004). Comme il pouvait être délicat d'aborder des dynamiques relationnelles se déroulant au Bâtiment 7, il me semblait nécessaire d'utiliser cette méthode de collecte de données afin de comprendre à la fois la perception et le sens que les personnes y étant impliquées donnaient à ce phénomène et ce, dans toute la complexité qu'elle implique : « en effet, dans le cadre d'une pareille interaction humaine et sociale, le participant à la recherche est en mesure de décrire, de façon détaillée et nuancée, son expérience, son savoir, son expertise » (Savoie-Zajc, 2004, p. 342).

Elles ont été rencontrées individuellement dans un endroit qu'elles avaient choisi : dans un café, au Bâtiment 7, dans leur milieu de travail ou de manière virtuelle. Les entrevues individuelles avaient une durée prévue d'une heure trente. Elles ont été enregistrées et par la suite retranscrites en verbatim. Le choix du lieu par la personne, tout comme les échanges préliminaires à l'entretien, incluant les aspects liés à la confidentialité, à la permission d'enregistrer et à l'utilisation de l'enregistrement ont consisté en des moyens d'établir un lien avec chacunE (Savoie-Zajc, 2009). Pour mener à bien les rencontres, j'ai utilisé une grille d'entretien que j'avais préparée en ayant en

tête les aspects de mon objet de recherche : la présentation de la personne, l’histoire du quartier, l’historique du Bâtiment 7, la fréquentation du lieu et la gentrification en sont des exemples (voir annexe F). Bien que les questions préparées aient été diversifiées, afin d’explorer plusieurs dimensions de l’objet de recherche, le cadre impliquait aussi une souplesse lorsque de nouveaux éléments émergeaient de la discussion (Imbert, 2010 ; Savoie-Zajc, 2004). Par ailleurs, l’utilisation des entretiens semi-dirigés implique pour la personne chercheuse d’être dans un « rapport équilibré » (Fontana et Frey, 1994, p. 364) [ma traduction] en étant à la fois accessible, empathique permettant une réelle interaction et un approfondissement des sujets abordés, et dans une posture qui ne laisse pas transparaître d’opinion ni de réponse induite (Fontana et Frey, 1994 ; Imbert, 2010 ; Savoie-Zajc, 2004). Le tableau 3.2 consigne les différentes techniques d’entretiens utilisées lors de la collecte de données, catégorisées selon la population visée et le type d’entretien utilisé.

Tableau 3.2 Récapitulatif des entretiens

| Population visée | Type d’entretien | Nom de la personne | Lieu | Durée (minutes) |
|---------------------------|-----------------------------|---|--|-----------------|
| Population traditionnelle | Entretiens par conversation | Jean-Guy | À un arrêt d’autobus | 5-15 |
| | | Abraham | Bâtiment 7 (lors du 6 ^e anniversaire) | |
| | | Gérard | Sur un banc public, rue du Centre | |
| | | Fernand | Dans un autobus, près de son HLM | |
| | | Kathleen | Dans un commerce | |
| | | Conversation de groupe : Pierre, Yvon, Johanne, Yolande, Robert | Dans un organisme communautaire | 90 |
| | | Renée | | 60 – 90 |

| | | | | |
|---|-------------------------|-----------|--|--|
| Personnes impliquées dans le Bâtiment 7 | Entretiens semi-dirigés | Mylène | Les entretiens se sont déroulés à l'endroit choisi par la personne (café, lieu de travail, Bâtiment 7, en ligne) | |
| | | Catherine | | |
| | | Émilie | | |
| | | Roseline | | |

3.5 Analyse thématique

Dans le cadre de cette recherche, le matériel permettant l'analyse a été recueilli à la fois dans mon journal de bord et dans les verbatims. Le premier consiste en un outil visant à de théoriser à partir des observations sur le terrain que j'avais détaillées (Namian et Grimard, 2016) de même que des descriptions et du contexte dans lequel ont eu lieu les entretiens par conversations. Les transcriptions des entrevues, quant à elles, ont été effectuées dans leur entièreté afin d'analyser l'ensemble des discussions (Savoie-Zajc, 2004). La retranscription des entretiens, des conversations et des observations a été effectuée au fur et à mesure que la collecte de donnée avait lieu. C'est également à ce moment que j'ai procédé à l'anonymisation des données.

C'est après avoir terminé toutes les retranscriptions que j'ai entamé le processus d'analyse thématique. Cette méthode permet de repérer et de regrouper des thèmes qui émergent et ce, peu importe les matériaux utilisés (Paillé et Mucchielli, 2021b). J'ai fait le choix d'utiliser le support traditionnel du papier et de regrouper les thèmes visuellement sur de grandes affiches : « les avantages sont surtout ceux du contact physique avec le corpus et de la flexibilité du support. Pour plusieurs, le fait de manipuler (disposer sur une grande surface, découper, classer, etc.) les copies thématiques est en effet cognitivement aidant » (Paillé et Mucchielli, 2021b, p. 273). Pour ce faire, j'ai imprimé et lu attentivement chacun des verbatims et l'ensemble de mon journal de bord, incluant mes observations et les entretiens conversationnels.

La première lecture visait à me familiariser de nouveau avec le contenu. À partir de la deuxième lecture, lorsque des similitudes se dégageaient, je découpais les extraits et je les regroupais en grandes rubriques, issus des éléments de ma recherche : *Gentrification de Pointe-Saint-Charles*, *Pratiques et réalités au Bâtiment 7*, *Population traditionnelle de Pointe-Saint-Charles* et *Interactions sociales*, que je regroupais et codifiais en les associant à des couleurs. À la lecture des

extraits thématiques, j'ai pris des notes sur des papiers autocollants aux couleurs correspondant à chaque regroupement, faisant émerger des thèmes, comme celui de *l'occupation de l'espace dans le Bâtiment 7* et celui des *habitudes dans le quartier*. Par la suite, des sous-thèmes issus directement des données ont fait surface, par exemple : *connaît le nom du Bâtiment 7 mais ne connaît pas les activités* ou encore *travailler de manière décentralisée pour faire face à la complexité*. Lorsque je remarquais que des sous-thèmes correspondaient à plusieurs grands thèmes, je les apposais aux deux endroits tout en prenant soin d'y associer aussi un papier autocollant pour référer à l'autre thème. Cette méthode m'a permis, en plus de repérer des thèmes, d'observer les récurrences en rassemblant toutes les méthodes utilisées (Paillé et Mucchielli, 2021b). J'ai par la suite transféré le contenu des cartons dans le logiciel informatique Excel afin de créer un arbre thématique en quatre sections : rubrique, thème, sous-thème, extrait.

3.6 Considérations éthiques

Bien que la présente recherche ne présente pas de risque significatif pour les populations étudiées, il convient de définir un cadre éthique entourant les choix méthodologiques effectués et de situer certaines limites qui ont fait partie de la recherche. Pour ce faire, en amont du terrain de recherche, une approbation du Comité éthique de la recherche pour projets étudiants de la Faculté de sciences humaines (CERPÉ-FSH) de l'Université du Québec à Montréal (UQAM) a été obtenue.

Au-delà des conduites de la personne chercheuse et du respect des personnes, qui relèvent de questions plus techniques et que je détaillerai plus loin, il importe dans un premier temps de mentionner que d'aborder les considérations éthiques est indissociable des réflexions et des questionnements présents tout au long du processus de recherche. Étant donné que la recherche est faite de relations intersubjectives (Martineau, 2007), la personne chercheuse doit tenir compte de sa posture et de la manière dont elle se situe afin que les données qui émergent soient considérées dans leur contexte. De la même manière, puisque la recherche est un acte politique, les choix sont révélateurs de cette posture dont la personne chercheuse doit prendre la responsabilité (Martineau, 2007).

Une des préoccupations qui a traversé le processus de recherche a été celle de ne pas reproduire maladroitement, à travers mes écrits, de division entre les populations. D'une part, étant issue des

milieux académique, communautaire et militant, tout comme plusieurs individus impliqués dans le Bâtiment 7, il y avait le risque que mon interprétation soit fort probablement influencée par ces cultures. D'autre part, il y a eu, tout au long du processus, la préoccupation de représenter les nuances et les subtilités qui sont ressorties du terrain de recherche, dans une volonté de ne pas réduire les populations étudiées en des groupes homogènes :

le groupe à « représenter » n'est pas toujours homogène à l'interne [...] De plus, il existe souvent une réelle incertitude quant à ce qui est ou n'est pas dans l'intérêt du groupe et de ses membres. Il existe notamment un risque d'adopter des mythes ethnographiques [...] ou que les informateurs expriment des « vérités culturelles ». (Atkinson et Hammersley, 1994, p. 253) [ma traduction].

Bien que la différenciation des groupes, notamment au niveau méthodologique, soit au cœur de mes préoccupations quant à la question de la reproduction de cette division, c'est également précisément la raison pour laquelle mes outils d'observation et de collecte de données ont été variés en fonction des groupes auxquels je me suis adressée (langage utilisé, observation participante et directe), dans un désir d'être le plus près possible de leurs réalités respectives et de développer une compréhension de leurs points de vue. En ce sens, il a importé de garder en mémoire que « la “ réalité ” que l'on doit accorder aux propos des informateurs est dans la signification que ceux-ci y mettent » (Olivier de Sardan, 1995, p. 27). Par ailleurs, conformément aux postulats de la transaction sociale, ma posture, dans le cadre de cette recherche, ne vise pas à résoudre les contradictions, les tensions ni les conflits qui sont soulevés à travers les rapports observés (Blanc, 2009) : elle vise à comprendre un phénomène complexe et à soulever les effets qui s'y rattachent.

3.6.1 Risques de la recherche pour les populations étudiées et respect de la confidentialité des données

La recherche ne compte pas de risque physique pour les sujets de l'étude. Les risques encourus sont davantage reliés à l'identification des participantEs à la recherche, notamment aux personnes impliquées dans le Bâtiment 7. Provenant de communautés militantes et se côtoyant dans un réseau rapproché, les personnes qui ont participé à l'étude sont à même de se connaître entre elles. Afin de préserver la confidentialité des données et d'anonymiser les identités, j'ai mis des mécanismes sécurisés sur pied.

D'abord, le journal de bord, les notes de terrain, les enregistrements d'entretiens et les formulaires de consentement ont été conservés tout au long de la recherche dans un dossier virtuel verrouillé auquel seule moi avais accès. De plus, les renseignements sur l'identité ont été anonymisés à l'aide de noms de substitution dès la transcription des entretiens. Pour ce faire, les documents concernant des informations confidentielles tels que les noms et les formulaires de consentements ont été conservés de manière séparée. Par ailleurs, étant donné la grandeur et la nature de la communauté des personnes impliquées au Bâtiment 7, j'ai omis volontairement d'insérer certaines caractéristiques et témoignages reliés aux personnes rencontrées afin qu'elles ne soient pas facilement identifiables. De la même manière, j'ai fait le choix d'extraits qui ne dévoilaient pas certaines informations concernant les individus. Pour des raisons similaires, le nom de l'organisme communautaire où s'est déroulé le café-rencontre n'est pas dévoilé. Il en va de même pour certains lieux et commerces qui sont évoqués dans le quatrième chapitre, dont je n'énoncerai pas la nature.

3.6.2 Moyens pour obtenir le consentement

Puisque plus d'une méthode de collecte de données ont été utilisées, les moyens pour obtenir le consentement ont, au même titre, été multipliés. D'abord, pour les entretiens par conversation individuels, aucun enregistrement n'avait lieu durant les discussions. Néanmoins, il m'importait de mentionner de manière claire et accessible, durant les échanges, que j'effectuais une recherche qui impliquait les sujets abordés et que je trouvais que les propos énoncés étaient pertinents afin de nourrir mes écrits. Le consentement a donc été demandé et autorisé verbalement à chaque reprise.

Concernant la conversation de groupe, étant donné qu'elle était enregistrée, j'ai préparé des formulaires de consentement adaptés à une population ayant possiblement des défis avec la littératie, la lecture et l'écriture. J'ai donc utilisé des formules concises et claires. Cependant, dans un souci d'accessibilité, j'ai pris soin d'expliquer les paramètres de la recherche et de l'enregistrement de manière verbale avant que la signature du document soit effectuée. Pour les entretiens semi-dirigés, qui étaient aussi enregistrés, j'ai fait signer un formulaire de consentement aux participantEs, que j'avais envoyé par courriel préalablement afin qu'elles en prennent connaissance. Les formulaires comprenaient les objectifs de la recherche, le déroulement des discussions et indiquaient la possibilité de retirer le consentement à tout moment.

Pour les observations en milieu public qui n'impliquaient « pas d'interaction directe avec les personnes ou les groupes » (Gouvernement du Canada, 2018, art. 2.3 p. 17), je n'ai pas inclus de description permettant d'identifier les personnes observées et mes observations n'ont pas atteint leur vie privée : ainsi, pour ces situations, le consentement était non requis. Pour les observations participantes, aucun formulaire de consentement n'était prévu étant donné les contextes d'interactions pouvant dénaturer les relations et comportements (Gouvernement du Canada, 2018, art. 10.3). Par ailleurs, lorsque présentées dans ce mémoire, les données découlant des observations participantes ne permettent pas d'identifier les personnes impliquées. Cela dit, dans les cas où les interactions ont mené à une conversation avec une des personnes participantes, les modalités de consentement préétablies ont été appliquées.

3.7 Limites de la recherche

Certaines limites de la recherche relèvent des ressources mobilisées et des conditions dans lesquelles celle-ci s'est déroulée. Plusieurs contraintes liées à la temporalité (durée de la recherche, répartition du temps sur le terrain, horaire restreint, emploi à temps plein exercé en parallèle des études) ont fait en sorte que les observations ont dû être circonscrites, ne permettant pas de m'imprégner du terrain de recherche sur une longue période continue, telle que le requièrent des méthodes ethnographiques (Côté et Gratton, 2014 ; Olivier de Sardan, 1995).

Malgré la volonté de présenter les points de vue et les données de manière nuancée, ces limites, additionnés à l'échantillonnage restreint, font en sorte que je n'ai pu être en mesure d'explorer les réalités des différents groupes en profondeur. Par ailleurs, bien que j'aie pu recueillir de nombreuses données au moyen d'entretiens par conversations, je n'ai pas pu discuter longuement des sujets de la recherche avec les personnes de la population traditionnelle croisées dans la vie quotidienne. Les individus faisant partie de ce groupe populationnel avec lesquelles j'ai pu discuter davantage sont impliquées dans un organisme communautaire qui met sur pied et participe à différents projets d'éducation populaire et de mobilisations de quartier. De ce fait, les thèmes de gentrification et de changements dans le quartier faisaient déjà partie des discours quotidiens auxquels ils et elles participent en fréquentant cet organisme, ce qui fait que l'échantillonnage n'est pas aussi hétérogène ni représentatif que si les personnes étaient sélectionnées au hasard parmi la

population ciblée et que les résultats auraient peut-être varié si je m'étais entretenue de manière plus étendue dans les entretiens par conversation.

CHAPITRE 4

PRÉSENTATION DES RÉSULTATS :

OBSERVER LES RAPPORTS SOCIAUX

Dans ce chapitre, je ferai ressortir, à travers les données recueillies, les liens, les rapports et les interactions entre la population traditionnelle de Pointe-Saint-Charles et les personnes impliquées au Bâtiment 7 dans le but d'en saisir éventuellement, au chapitre suivant, les transactions sociales qui en découlent. Nous nous pencherons d'abord sur les rapports sociaux qui sont observés au sein du quartier, lesquels se manifestent par des changements dans les interactions et dans le portrait général du quartier depuis les dernières années. Nous verrons ensuite plus spécifiquement les rapports au sein du Bâtiment 7 entre les deux populations étudiées en mettant en contexte les pratiques qui s'y réalisent et les cultures qui y sont représentées, exerçant une influence sur la participation des personnes de la population traditionnelle. Les résultats présentés dans les sections à venir s'appuieront sur les entretiens et les conversations effectuées, mais également sur l'observation de scènes du quotidien, lors desquelles j'ai été témoin de certaines séparations d'abord physiques, puis sociales, entre les groupes.

Il me semble tout d'abord important de faire part d'une réflexion qui m'a habitée tout au long de mon processus de recherche. Alors que je me rendais compte, lors de mes observations, de certaines distanciations entre les groupes sociaux, il m'est apparu que je classais instinctivement les individus visés par la recherche comme étant des personnes faisant partie de la population traditionnelle ou comme des personnes gravitant autour du Bâtiment 7. Ce processus a soulevé des questionnements et préoccupations : si lors de mes entretiens par conversations, les profils sociodémographiques des personnes rencontrées se confirmaient en discutant avec elles, il était délicat pour moi, au moment de faire des observations qui n'impliquaient pas forcément d'interaction, de présumer des caractéristiques sociales des individus par mes seules perceptions. Selon Goffman, les institutions et les contextes sociaux contribuent à ce que la société établisse et entretienne des catégories normatives selon les attributs des individus. Cela fait en sorte que nous classifions spontanément l'identité sociale des personnes que rencontrons pour une première fois (Goffman, 1963). Explorons brièvement quelques pistes de réflexion diverses concernant la distinction des groupes sociaux en y attachant mes observations.

Goffman émet l'idée que les stigmates peuvent être intériorisés, notamment à travers les institutions qui les ont générés (Goffman, 1963). Selon lui, les différences sociales, qui ne sont pas visibles, contrairement à des stigmates physiques, peuvent se visibiliser lorsque l'individu ayant été stigmatisé dans le passé se sent incertain face à la manière dont les autres vont l'identifier, sans savoir comment il sera catégorisé. Selon cette idée, les personnes de la population traditionnelle seraient historiquement stigmatisées et c'est lors des interactions avec les personnes impliquées dans le Bâtiment 7 que leur stigma ressortirait étant donné leur incertitude et leur malaise dans le rapport, ce qui expliquerait que j'ai observé peu d'interactions directes entre les groupes. Bourdieu quant à lui émet l'idée que le capital culturel peut être incorporé, faisant en sorte que les structures sociales deviennent intériorisées et par conséquent, produisent de la visibilisation entre les « classes sociales » (Bourdieu, 1979, 1986), ce qui expliquerait, selon cette perspective, que l'on puisse rapidement distinguer les individus selon les catégories sociales auxquelles ils appartiennent, comme lorsque j'ai déduit qu'un groupe qui se tenait à l'écart lors d'une fête faisait partie de la population traditionnelle. Toutefois, Barthes, dans son ouvrage *Mythologies* (1957) pose l'hypothèse que nous avons tendance à essentialiser les caractéristiques des individus en entretenant des mythes, constitués de significations que nous attribuons aux représentations et aux formes. Le sens que nous donnons « postule un savoir, un passé, une mémoire, un ordre comparatif de faits, d'idées, de décisions » (Barthes, 1957, p. 190) : loin de relever de la nature, les significations données relèvent de la construction sociale. Suivant cette idée, les individus impliqués dans le Bâtiment 7 et ceux de la population traditionnelle seraient porteurs de signes (habillement, posture, accessoires...) qui sont utilisés et perpétués pour l'interprétation des catégories auxquelles ils appartiennent. En ce sens, il est probable que j'aie associé des signes à certains individus, par exemple, des vêtements identifiés à la culture punk, les catégorisant ainsi au groupe social des personnes impliquées dans le Bâtiment 7. Morin et ses collaborateurs, quant à eux, indiquent que « l'individu ne peut exister en dehors des lieux, même lorsqu'il est de passage » (Morin *et al.*, 2008, p. 146) : les lieux, remplis de symboles et de normes, sont des vecteurs de construction d'identités et de position sociale. Nous nous approprions les lieux selon les représentations sociales que nous nous en faisons et selon le pouvoir que nous avons vis-à-vis des autres groupes qui utilisent ces espaces et ces normes. À cet effet, dans ses recherches sur la marginalité sociale, Parazelli indique les pratiques de socialisation sont effectuées « par rapport à un ordre sociopolitique structurant une dynamique spécifique des usages urbains à l'intérieur de

rapports de force » (Parazelli, 2005, p. 8) et, par conséquent, que les marginalisations se visibilisent relativement à cette norme structurée et établie. Étant donné les représentations qu'ils s'en font, les individus appartenant à la population traditionnelle auraient donc intégré des normes différentes de celles des personnes impliquées dans le Bâtiment 7, et comme ces dernières sont dominantes en ce lieu, une marginalisation se produirait en raison de la différence entre les normes : nous le verrons notamment dans les interactions à l'occasion d'événements sociaux rassemblant la population traditionnelle et les personnes impliquées dans le Bâtiment 7.

En s'appuyant sur ces pistes qui s'inscrivent dans différents paradigmes, je constate que c'est surtout à travers les rapports subtils, les normes implicites appropriées par chaque groupe et les interprétations entretenues de ces normes, que cette division s'est rendue visible lors de mon processus de recherche. J'ai été témoin, lors de certaines observations, de ces interactions, des modèles de fonctionnement desquels les individus se différenciaient étant donné leurs systèmes de valeurs et leurs ressources différentes, créant des usages différents des lieux (Morin *et al.*, 2008).

Pour les fins de cette recherche, il m'a fallu codifier les groupes populationnels en utilisant ces règles non dites propres aux militantEs du Bâtiment 7 comme point de départ : « la codification est une opération de mise en ordre symbolique, ou de maintien de l'ordre symbolique » (Bourdieu, 1986, p. 41), facilitant la clarté et la communication lors de recherches sociologiques. Dans le cas présent, cette distinction a principalement été soulevée par les différents niveaux de littératie observés lors d'événements qui rassemblaient les deux populations étudiées. Nous le verrons notamment dans les exemples des assemblées publiques auxquelles j'ai assisté, que je décrirai plus loin. En effet, à une assemblée tenue au Bâtiment 7, j'ai observé une certaine hiérarchie sociale dans laquelle les militantEs qui y sont impliquéEs sont au sommet et dont les pratiques qui y sont normalisées servent de point de référence. Ces normes implicites se traduisent par les termes utilisés dans le langage courant et par les pratiques valorisées lors d'assemblées, tel que le respect du décorum. C'est par le biais de la non-conformité – ou de la transgression – de ces normes que j'ai été en mesure de catégoriser les personnes appartenant à la population traditionnelle.

Par ailleurs, n'étant pas une narratrice omnisciente, ma posture, découlant des institutions dans lesquelles j'ai évolué à mon tour et s'apparentant à celle des personnes impliquées au Bâtiment 7, a probablement exercé une influence sur les manières dont j'ai perçu les interactions : « nous ne

pouvons étudier le monde social sans en faire partie » (Atkinson et Hammersley, 1994, p. 249) [ma traduction]. Ainsi, si, au départ, une certaine catégorisation involontaire a été basée sur mes référents du passé – plutôt que de relever simplement de mon instinct – les interactions entre les deux groupes étudiés ont été à la fois confirmées et révélatrices de ces rapports de positions différenciées, tel que nous le verrons dans le présent chapitre.

4.1 Présentation des participantEs

Dans cette section, nous parcourons les profils et les données sociodémographiques des 15 personnes rencontrées dans le cadre de la recherche. Puisque les méthodes de cueillette de données choisies ont différé selon les personnes rencontrées, la présentation des participantEs sera divisée en deux catégories, soit celle des personnes appartenant à la population traditionnelle, qui ont été approchées dans l'espace public ou dans un organisme qu'elles fréquentent, et celle des personnes impliquées dans le Bâtiment 7, qui ont été rencontrées dans le cadre d'entretiens semi-dirigés.

4.1.1 Présentation des participantEs de la population traditionnelle

Dix personnes appartenant à la population traditionnelle ont été rencontrées. Les cinq premières personnes (quatre hommes et une femme) ont été approchées dans l'espace public dans des instants et dans des endroits du quotidien, grâce à des méthodes qui se situent entre l'observation participante et l'entretien par conversation. Pour ces raisons, les données sociodémographiques ne sont pas connues précisément.

La tranche d'âge des cinq personnes rencontrées est estimée entre 55 et 70 ans. Ces personnes demeurent toutes dans le quartier depuis plus de 20 ans. Quelques données précises ont tout de même été relevées lors des discussions : Jean-Guy demeure à Pointe-Saint-Charles depuis 65 ans et vit actuellement dans le nord du quartier. Abraham, quant à lui, demeure dans un HLM dans le sud du quartier depuis 7 ans, alors que celui dans lequel il vivait précédemment depuis plusieurs années, dans le nord du quartier est devenu inhabitable. Gérard a, lui aussi, demeuré durant la majorité de sa vie à Pointe-Saint-Charles. Fernand demeure dans un HLM à proximité du Bâtiment 7. Kathleen demeure à Pointe-Saint-Charles depuis son enfance et travaille dans un commerce destiné à une population précarisée financièrement depuis près de vingt-cinq ans.

Les cinq autres personnes de la population traditionnelle (trois hommes et deux femmes) ont été rencontrées lors d'un café-rencontre organisé par des intervenantEs d'un organisme communautaire afin de discuter de la gentrification qui a lieu dans le quartier. Quatre de ces personnes sont âgées de 65 ans et plus, et une personne est âgée de moins de 50 ans. Pierre, Yvon, Johanne et Yolande demeurent dans le quartier depuis plus de dix ans. Robert, ayant grandi à Pointe-Saint-Charles, a demeuré dans un autre secteur de la ville durant quelques années et est revenu vivre dans le quartier il y a sept ans. Yolande utilise une aide à la mobilité pour ses déplacements. Tous les cinq demeurent dans des logements sociaux : coopératives d'habitation ou HLM.

4.1.2 Présentation des participantEs impliqués dans le Bâtiment 7

Cinq personnes – cinq femmes – impliquées de manière bénévole ou salariée, dans le Collectif 7 à nous ou dans un des projets locataires du Bâtiment 7 ont été rencontrées. Étant donné que les entretiens ont eu lieu de manière semi-dirigée et que certaines questions visaient à recueillir des données sociodémographiques, celles-ci sont plus précises que pour celles de la population traditionnelle. Les cinq femmes sont âgées entre 35 et 47 ans.

Renée demeure dans Pointe-Saint-Charles depuis moins de cinq ans et elle réside dans une coopérative d'habitation. Elle est fortement attirée par les projets à vocation communautaire, étant également employée dans un des organismes de Pointe-Saint-Charles. Elle est titulaire d'un diplôme universitaire de cycles supérieurs. Elle s'implique bénévolement dans un des projets situés au Bâtiment 7 depuis quatre ans.

Mylène vit dans Pointe-Saint-Charles depuis plus de quinze ans et est active dans le quartier depuis tout aussi longtemps, que ce soit de manière bénévole ou salariée. Elle est militante impliquée dans différentes causes sociales. Elle habite dans une coopérative d'habitation et est titulaire d'un diplôme universitaire de cycles supérieurs. Au Bâtiment 7, ses implications ont été multiples à titre de salariée et de bénévole et ce, depuis le début du projet.

Catherine est locataire dans Pointe-Saint-Charles depuis plus de deux décennies et est impliquée dans des projets militants du quartier et altermondialistes depuis près de vingt ans. Elle est titulaire d'un diplôme universitaire de cycles supérieurs. Elle est impliquée, en tant que salariée et bénévole,

dans plusieurs sphères et projets du Bâtiment 7 depuis les balbutiements, alors qu'on parlait davantage d'un Centre Social Autogéré et que le bâtiment n'était pas encore acquis.

Émilie est locataire dans un appartement privé de Pointe-Saint-Charles depuis moins de cinq ans. Depuis toute sa vie adulte, elle est impliquée dans de multiples projets coopératifs. Elle est titulaire d'un diplôme universitaire de premier cycle. Elle s'implique dans le Bâtiment 7 de manière bénévole et salariée depuis près de cinq ans.

Roseline demeure dans une coopérative d'habitation. Elle est titulaire d'un diplôme universitaire de cycles supérieurs. Elle a commencé à s'impliquer au Bâtiment 7 il y a près de 15 ans. Elle a d'abord été bénévole puis salariée et s'implique dans divers comités qui y sont implantés.

4.2 Les rapports au sein du quartier

Dans la présente section, nous nous pencherons sur les rapports au sein du quartier, lesquels se manifestent notamment par les différences dans les interactions entre les groupes populationnels et par l'effritement des repères sociaux pour les personnes de la population traditionnelle. Certaines données démographiques, additionnées des conversations et observations effectuées dans le cadre de la recherche, montreront que le portrait mouvant du quartier influe sur les habitudes de vie des personnes de la population traditionnelle, pour lesquelles le quartier représente, au-delà d'un lieu physique, une histoire et un élément de fierté.

4.2.1 Nouvelles populations et redéfinitions des besoins

Le phénomène de gentrification étant grandissant, un changement de réalité dans les villes et dans les quartiers se dessine et les portraits des populations en sont transformés. C'est ainsi le cas pour Pointe-Saint-Charles : toutes les personnes rencontrées dans le cadre de cette recherche ont rapporté un renouvellement de population concordant avec la gentrification, tel que nous l'avons vu dans les statistiques et les données présentées dans le premier chapitre. Bien que le quartier soit historiquement diversifié, voire divisé en ce qui concerne la langue parlée (les francophones et les anglophones, notamment d'origine irlandaise), le pluralisme des populations est désormais observé à partir de différentes caractéristiques. Le vieillissement de la population et l'aspect inabordable des logements privés, additionnés à la faible espérance de vie dans le quartier (Regroupement

Information Logement, 2024) amène la diminution progressive de la population traditionnelle. Ces changements démographiques redéfinissent les populations les plus précarisées au sein du quartier : les personnes rencontrées ont, par leurs observations et leurs vécus, corroboré les données exposées au premier chapitre en faisant part d'une hausse de la population immigrante et/ou issue de la diversité culturelle représentée dans le quartier, habitant entre autres dans les logements sociaux. Qui plus est, elles ont abordé le sujet des familles monoparentales qu'elles perçoivent de plus en plus présentes.

Ainsi, bien que les personnes âgées ayant un profil traditionnel soient en baisse, de nouveaux besoins sociaux émergent en raison des réalités différentes des populations précarisées (inclusion sociale, adaptations, lutte à l'itinérance, accompagnement pour les familles...) (Action-Gardien, CDC de Pointe-Saint-Charles, 2024a). Par ailleurs, au niveau géographique, c'est davantage dans le nord du quartier que les services qui visent à répondre à ces besoins sociaux et que les commerces plus accessibles sont regroupés, comme le mentionne Abraham, qui, après avoir déménagé au sud du quartier il y a quelques années, se trouve déraciné de toutes les ressources qu'il fréquentait lorsque son HLM se situait au nord.

Alors que la Pointe a un taux élevé de logements sociaux dans lesquels peuvent être logées les populations les moins privilégiées (Service de l'habitation, Ville de Montréal, 2022), certains territoires du quartier – comme les abords du Canal de Lachine et une partie du nord du quartier – sont très prisés par des ménages ayant un capital économique élevé, qui peuvent accéder à la propriété dans les nouvelles constructions (Regroupement Information Logement, 2024). Mais les types de capitaux sont aussi variables dans la population : si les personnes ayant une capacité d'acheter une propriété sont en augmentation, il y a également le capital culturel, terme non seulement issu de la tradition sociologique, mais aussi utilisé par certaines personnes impliquées au Bâtiment 7, qui entre en jeu. Ce type de capital correspond à des ressources valorisées, institutionnalisées et acquises dans l'éducation et la culture (Bourdieu, 1979) et s'observe notamment dans le fait que, comme en témoigne Roseline, « Pointe-Saint-Charles, ça attire des gens plus militants, qui ont la fibre communautaire ou alternative aussi [...] des gens qui ont un certain niveau de privilège on va dire social, de l'éducation ou quoi que ce soit, qui ont pas nécessairement des gros moyens économiques ».

4.2.2 Des changements dans les interactions au sein de la population

Pour les personnes de la population traditionnelle, les changements du quartier se remarquent surtout au niveau des liens sociaux et des comportements plus individualisés qu'elles notent depuis l'arrivée de nouvelles populations. Gérard en donne une illustration en mimant une bulle autour de son visage en affirmant que « les gens sont plus individuels » de nos jours dans la Pointe. Les personnes rencontrées racontent en effet la perte du côté convivial du quartier, qu'on retrouvait à l'époque où tout le monde se parlait et se connaissait : « les gens, [...] ils se parlaient plus. Il y avait beaucoup de bouche-à-oreilles, de rencontres, comme ça » (Robert). Yolande, qui aime sortir sur son balcon et se rendre dans les parcs pour voir des gens, abonde en ce sens. Elle ne sent pas, au quotidien, l'esprit de création de liens sociaux qu'elle recherche : « T'sais, je me sens pas bien [quand je sors] parce que le monde, il te parle pas, ils sont dans leur petit cocon, qu'on appelle en bon québécois, parce que même si tu es là... Ben là j'ai resté là à peu près 20 minutes pis j'ai sacré le camp [...] T'sais c'est ta petite bébelle, pis that's it ».

Ce changement dans les modes d'interactions se remarque dans l'occupation de l'espace et dans les habitudes des citoyenNEs de la population traditionnelle. Outre la diminution du nombre de personnes appartenant à ce profil dans le quartier, il semble que l'espace public soit davantage utilisé par de jeunes professionnels ou de jeunes familles, correspondant aux populations renouvelées dans le quartier. Nombreuses sont les fois où je me suis rendue dans l'espace public de Pointe-Saint-Charles (parcs, rues, commerces) dans l'objectif d'observer les interactions ou d'avoir l'occasion de discuter avec des personnes ayant un profil traditionnel sans succès. Or, en me promenant dans les rues du quartier, c'est davantage sur les balcons des logements sociaux, dans les organismes communautaires et dans les autobus se rendant aux HLM du sud du quartier que j'ai rencontré le plus de personnes correspondant à ce profil.

Les personnes rencontrées ont été témoin, depuis les dernières années, des augmentations des prix des loyers et de la difficulté d'accès à un logement abordable : « J'ai resté à plein de places à Pointe-Saint-Charles : sur la rue Ste-Marguerite, sur la rue St-Charles, sur la rue Centre... En tout cas j'ai fait au moins 5-6 places, pis les loyers, ils ont vraiment explosé [...] Tout a changé [...] pis les prix ont augmenté » (Robert). De fait, les logements de Pointe-Saint-Charles ont beaucoup changé au cours des dernières années : avec les rénovictions, les travaux avec permis, les acquisitions

d'immeubles et transformations, les prix des loyers ont augmenté de manière exponentielle (Regroupement Information Logement, 2024). En outre, plusieurs signes d'augmentation de la richesse sont visibles : ont été mentionnées par les personnes rencontrées, entre autres, les augmentations du nombre de voitures de luxe dans les rues, de parents allant reconduire leurs enfants en voiture plutôt qu'à pieds, des observations d'intérieur de maisons rénovées et d'achats d'habitations pour une revente rapide à la suite de modifications dans les logements (division, agrandissement, rénovations).

Avec la gentrification, en plus des changements majeurs en termes d'habitation, beaucoup de commerces ont disparu et d'autres, à vocation ou de nature différentes, sont apparus dans les rues du quartier. Le sujet du remplacement des restaurants familiaux ou des casse-croûtes par des restaurants ou des magasins plus chics, plus chers, plus artisanaux, a été central dans diverses discussions autour des changements du quartier lorsque le thème de la gentrification était abordé durant l'activité de café-rencontre. Au même titre, ces thèmes ont été énoncés par les personnes impliquées au Bâtiment 7 : « Il y a même une microbrasserie sur le Canal qui a ouvert, mais pas une porte sur... Faut juste accéder par le Canal, y'a pas une porte sur la rue Saint-Patrick. C'est vraiment une population ciblée! » (Émilie).

Les observations et discussions ont mené au constat que les changements, entraînés par la gentrification dans le quartier, contribuent à l'effacement de la population traditionnelle dans l'occupation de l'espace. Cet effacement n'aurait donc pas comme seule cause le remplacement de population ; il serait aussi dû au fait que les personnes de la population traditionnelle ne se sentent plus chez elles dans les nouveaux lieux du quartier, comme l'explique Mylène, qui, demeurant dans le quartier depuis près de deux décennies, fait un lien avec le Bâtiment 7 dans lequel elle est impliquée :

Je suis rentrée [au restaurant] pis je me suis dit : “ My god, où est-ce que je suis? ” Je me sentais pas chez nous. Je me sentais dans un autre monde. C'était tous des jeunes professionnels super bien habillés, super clean, qui buvaient des verres de vin à 20 piasses. Je me suis pas sentie chez nous. Fait que j' imagine un ouvrier irlandais qui est ici depuis quatre générations [...] pis là il arrive pis il voit les Sans-Taverne, il voit le Bâtiment 7, pis il rentre là-dedans pis il sait pas où est-ce qu'il peut aller. (Mylène)

Les nouveaux lieux se différencient au niveau du prix élevé des aliments et des produits qui y sont vendus, mais également au niveau de la culture et de l'ambiance qui y sont instaurées : « Sur la rue Wellington, il y a des petites choses [commerces] mais c'est plus pour des gens avec ordinateur. Il y a une pâtisserie qui est faite avec amour mais... c'est cher » (Johanne). Ces propos témoignent du sentiment d'exclusion des lieux. Additionné à l'aspect économique inabordable, Johanne sous-entend, par l'expression « c'est *plus* pour les gens avec ordinateur » que le lieu s'adresse *davantage* à une certaine catégorie de personnes (professionnelLEs ou étudiantEs) qu'à une autre à laquelle elle s'identifie. En ce qui concerne l'émergence de nouveaux lieux, on a aussi abordé à plusieurs reprises, tant chez la population traditionnelle que chez les personnes impliquées au Bâtiment 7, l'augmentation du nombre de chiens comme animaux de compagnie et des commerces s'adressant à eux en tant que symbole de l'accroissement de la richesse dans le quartier : « Avec la gentrification, les magasins pas chers c'est remplacé par des affaires de toilettage » (Pierre). J'ai aussi eu l'occasion, lors de mes observations dans les lieux publics, de faire le même constat.

Au-delà des changements d'habitudes, ces nouveaux endroits représentent un changement de repères et de lieux dans lesquels les personnes de la population traditionnelle se sentaient à l'aise. Ces commerces de nouvelle vague, bien qu'inaccessibles économiquement pour les personnes moins nanties, représentent surtout une barrière culturelle et ne correspondent effectivement pas aux besoins de la population traditionnelle, qui sont à la recherche d'endroits du quotidien conviviaux, abordables, qui favorisent des liens sociaux et qui leur ressemblent : « Quand tu vas dans un restaurant, si t'es pas bien habillé ou quoi que ce soit, tu te fais regarder fait que ça incite pas à y aller. Pis il y a les prix aussi. » (Robert). Ici, notons que Robert souligne les différences culturelles ou celles liées aux positions sociales, qui se traduisent par les vêtements, avant de mentionner l'accessibilité économique. Il illustre, de la sorte, la distanciation, induite par les commerces, entre des individus ciblés par une certaine culture renouvelée et ceux qui n'en font pas partie. En ce sens, Gérard a mentionné qu'il ne trouve pas, dans son quartier, des commerces qui répondent à ses besoins et dans lesquels ils se sent à l'aise : « Il manque pas de restaurants ni de bars, mais c'est des nouveaux bars avec des jeunes ». Outre leur tranche d'âge, les jeunes auxquels il fait référence vont de pair avec le concept de nouveaux bars, représentant une population renouvelée. Il met ainsi en lumière que ce n'est pas la diversité des commerces ni la disponibilité de ceux-ci qui font défaut dans le quartier à son avis, mais bien la présence de lieux qui, en plus de

combler des besoins alimentaires et matériels, représenteraient une occasion de sortie et de se sentir *chez lui* auprès de personnes en lesquels il se reconnaîtrait.

4.2.3 « Ils habitent à 5 minutes du Centre-Ville, mais ils habitent pas à Pointe-Saint-Charles » : le sentiment d'appartenance de la population traditionnelle envers le quartier

Au-delà de ces changements de commerces dans les rues de Pointe-Saint-Charles, les personnes demeurant dans le quartier depuis des décennies, ayant été témoins de son évolution, sentent que c'est l'histoire du quartier qui se fait oublier en raison du renouvellement des populations. C'est dans cet ordre d'idée que Pierre mentionne qu'il est « contre la gentrification, mais c'est absolument inévitable à cause de la situation géographique de Pointe-Saint-Charles ». C'est aussi de cette manière que Johanne s'explique la gentrification : « ils habitent à 5 minutes du Centre-Ville, mais ils habitent pas à Pointe-Saint-Charles. Ils habitent à 5 minutes du Centre-Ville, tu comprends? » Cette citation met en relief les différents rapports au quartier qu'entretiennent les populations, influencées notamment par les ressources de mobilité, davantage disponibles pour les groupes sociaux ayant plus de ressources. L'accès à la mobilité a un impact sur la manière d'investir la ville et le quartier (Grafmeyer, 2007 ; Ramadier, 2007) ; la population traditionnelle, ayant moins de ressources, investit donc davantage le quartier et son quotidien se déroule davantage au sein même de Pointe-Saint-Charles. Au-delà de l'opportunité de proximité du centre, cette phrase de Johanne témoigne de l'attachement au territoire qui est ancré dans l'histoire de sa population. Au même titre, Jean-Guy, qui a été marqué par les difficultés économiques que vivaient les familles ouvrières et par la division par le chemin de fer, abonde en ce sens. Dans ses propos sur le changement de quartier, il met d'abord l'accent sur la connaissance du quartier qui s'effrite avec le changement de population : « C'était pas facile dans le temps, maintenant les jeunes achètent pis ils connaissent pas l'histoire ».

Afin de continuer à se sentir chez soi et à avoir des lieux d'appartenances qui perdurent, les organismes communautaires sont nécessaires pour les liens sociaux des personnes de la population traditionnelle avec lesquelles j'ai parlé : « Il y en a beaucoup, mais ça en prend beaucoup » (Kathleen). En abordant le sujet des lieux de socialisation fréquentés, les personnes rencontrées lors du café-rencontre ont d'emblée mentionné le nom de plusieurs organismes communautaires du quartier et des mobilisations sociales qui y sont effectuées : « C'est les organismes qui nous tiennent

unis » (Johanne). À ce sujet, Catherine observe une particularité qui regroupe les personnes de la population traditionnelle de Pointe-Saint-Charles :

[Lorsqu'] on parle de population traditionnelle du quartier [...] je pense que c'est une population anglophone ou francophone qui [a] cette espèce de philosophie-là de Pointe-Saint-Charles « on est chez nous *icitte* » ! Je vois une genre de ligne emblématique du *spirit* qui est ici. Ouais, c'est ça que je pourrais dire. Je pense que c'est une population qui reste impliquée, dans le sens : consciente de ce qui se passe pis qui veut agir là-dessus à la mesure de ses moyens. Notamment dans certains groupes du quartier comme Welfare rights commitee, le Centre des aînés, la Maison St-Columba, ou le Carrefour [d'éducation populaire de Pointe-Saint-Charles], qui vont les regrouper pis qui va avoir du potentiel de mobilisation à ce niveau-là [...] Le quartier dans son histoire industrielle ouvrière a été abandonné par l'industrie pis laissé dans des conditions de pauvreté, de sous-emploi, d'aide sociale majeures. Il y a eu plein d'initiatives qui se sont créées à partir de ces besoins-là, à partir de cette situation-là. (Catherine)

Ainsi, à travers l'adversité amenée par les contextes économiques et sociaux dans l'histoire du quartier, les processus de résistance, de reconstruction et de solidarité sont constitutifs de l'identité et de l'attachement de la population traditionnelle envers leur quartier.

4.3 Les rapports entre la population traditionnelle et les personnes impliquées au Bâtiment 7

Bien que les personnes de la population traditionnelle le fréquentent peu, le Bâtiment 7 n'est pas nécessairement perçu par celles-ci comme un lieu qui contribue et accentue la gentrification. Or, même s'il ne s'agit pas d'un commerce branché exclusivement lié à l'achat de produits, il représente tout de même un renouvellement de pratiques et est parfois inconnu ou mal compris. La perception des personnes à son égard est différente que pour d'autres nouveaux établissements du quartier. À l'inverse des restaurants chics inaccessibles économiquement, il est davantage perçu comme un lieu d'émergence de projets divers. Nous verrons, dans cette section, que malgré le fait qu'il soit connu de réputation, la mission et les activités se déroulant au Bâtiment 7 demeurent parfois inconnues de la population traditionnelle du quartier et que le lieu est peu fréquenté par celle-ci.

Lors des entretiens semi-dirigés avec les militantEs du B7, les participant.e.s ont maintes fois mentionné que, bien que les personnes marginalisées du quartier étaient les premières personnes auxquelles s'adressaient le projet, ce sont aussi beaucoup des nouvelles « familles

embourgeoisées » (Catherine), des personnes âgées mieux nanties économiquement et des personnes issues de sous-cultures ayant un capital culturel élevé qui le fréquentent. De mon côté, j'ai observé que les personnes fréquentant la microbrasserie, les événements de quartier, les assemblées et les visites guidées étaient souvent des personnes ayant des valeurs sociales et des affinités politiques similaires à celles des personnes impliquées au Bâtiment 7, venant d'autres quartiers de Montréal ou même d'autres villes. Un des exemples éloquent s'est produit lors d'une visite guidée à l'occasion du 6e anniversaire du Bâtiment 7. L'une des animatrices, ayant expliqué que le B7 avait pour objectif de « s'ancrer dans le quartier traditionnellement ouvrier, d'agir comme courroie de transmission entre les luttes passées et à venir », a alors sondé une quinzaine de personnes visiteuses pour savoir qui parmi elles demeuraient dans le quartier. À ce moment, toutes les personnes présentes venaient de l'extérieur de Pointe-Saint-Charles. Nous explorerons, à travers des exemples concrets, certains éléments facilitateurs et certaines barrières à l'entrée du Bâtiment 7 pour cette population ainsi que la dynamique de partage de l'espace entre les deux groupes étudiés.

4.3.1 La fréquentation du Bâtiment 7 par la population traditionnelle comme moyen de s'alimenter et d'être en lien

En étant présente lors d'activités du Bâtiment 7 et en effectuant des entretiens conversationnels, j'ai eu l'occasion de constater que le lieu était fréquenté par différents groupes populationnels, incluant à, certains moments, des personnes ayant un profil davantage traditionnel. Si les activités d'art, les rencontres à tendance politique, les sept ateliers (menuiserie, chambre noire, vélo, mécanique, céramique, impression numérique, studio photo) et la microbrasserie sont moins fréquentés par ce type de population, les projets qui répondent à des besoins plus universels, notamment celui de la nourriture et celui des liens sociaux, les attirent davantage. Parmi mes nombreuses visites, les seuls moments au cours desquels j'ai eu l'occasion d'observer la plus grande diversité de populations étaient en effet lors d'événements et de moments festifs s'apparentant à des fêtes de quartier.

Lors des discussions avec les personnes issues de la population traditionnelle, ce qui définissait en première instance le Bâtiment 7 selon elles, c'était souvent le frigo communautaire, l'épicerie solidaire et les bouffes populaires. Même dans les cas des personnes qui ne fréquentaient pas le Bâtiment 7, le lieu était rapidement associé à ces initiatives, comme dans le cas de Gérard, qui l'a

visité lors de son ouverture : « il y a une terrasse, une microbrasserie, une épicerie chère. Ça fait longtemps que je suis allé, je sais pas trop ce qui se passe là-bas ». Il en va de même pour les personnes de la population traditionnelle qui fréquentent à l'occasion le Bâtiment 7 : la participation se fait surtout lors d'activités qui lient à la fois nourriture abordable et rencontres sociales. Les mots d'Abraham, qui demeure à quelques minutes de marche du bâtiment, en témoignent lorsqu'il mentionne qu'il vient une ou deux fois par année, lors des fêtes, car les hot-dogs coûtent 0,50\$ et que ça lui permet de sortir, de voir d'autres personnes.

Ces données font écho aux besoins en lien avec le quartier (section 4.2), alors que les lieux de sociabilités et d'accessibilité alimentaire étaient au cœur des préoccupations des personnes rencontrées. Cette discussion lors du café-rencontre a également été éloquent sur le sujet, lorsqu'étaient abordées les activités ayant lieu au Bâtiment 7. En entendant le nom du lieu, Yvon avait précédemment mentionné ne pas savoir de quoi il s'agissait. Lorsqu'ont été évoqués les projets à vocation alimentaire, il a réalisé qu'il avait déjà visité le lieu :

Johanne: Chaque fin de mois, ils ont des bouffes populaires. Tu peux amener tes affaires pour t'emmenner de bouffe à la maison [...] il y a un frigidaire aussi que tu peux amener des choses, que tu peux prendre des choses. Un frigo populaire.

Yvon : Ah, sur la rue Le Ber !

Johanne : Oui, c'est ça.

Yvon : La dernière fois ils ont fait une cabane à sucre, j'ai été là.

Cette observation de la fréquentation davantage marquée de la population traditionnelle lors d'événements alliant nourriture et rassemblements sociaux est d'ailleurs partagée par les personnes impliquées dans le Bâtiment 7, comme l'a nommé Roseline : « Les personnes qui vont être plus comme la population traditionnelle du quartier ou qui habitent plus dans les logements sociaux [...] on les voit beaucoup dans nos événements qu'on fait, comme les bouffes populaires, nos événements gratuits ». Ce type de fréquentation s'étend aux populations plus vulnérabilisées du quartier qui n'appartiennent pas à la population traditionnelle, comme les personnes issues de l'immigration ou les familles monoparentales.

4.3.2 Ensemble, séparés : l'appropriation de l'espace au Bâtiment 7

Bien que des personnes appartenant à la population traditionnelle fréquentent à l'occasion les activités et événements organisés par le Bâtiment 7, une division visible entre celles-ci et les autres

personnes s'impliquant au B7 demeure présente. Nous verrons ici deux exemples de cette division sociale marquée, malgré la proximité physique : une assemblée publique organisée par le Bâtiment 7 et la fête de quartier marquant le sixième anniversaire du Bâtiment 7.

L'assemblée publique

Le premier exemple est celui d'une assemblée publique visant à faire part aux « voisin.e.s, ami.e.s, camarades du communautaire ou de groupes affinitaires, artistes et amateur·ices d'autonomie » (Bâtiment 7, 2024a) des mises à jour concernant les projets du Bâtiment 7. Entre pandémie, développement du projet et luttes à la création de condos, aucune assemblée de la sorte n'avait été organisée depuis six ans, soit depuis l'ouverture des portes du Bâtiment 7. L'un des objectifs visés par l'événement était donc également de rassembler dans un même lieu les citoyenNEs intéressées à connaître ou à fréquenter le B7. L'événement consistait dans un premier temps en une assemblée formelle, lors de laquelle avaient lieu des présentations concernant l'historique du Bâtiment 7, les projets en cours et les perspectives pour l'avenir. Sur une centaine de participantEs, une faible proportion des personnes issues de la population traditionnelle était présente. Par ailleurs, une personne issue d'une minorité visible, faisant partie d'une communauté autochtone, a pris la parole en explicitant qu'elle ne se sentait pas chez elle dans les projets du Bâtiment 7.

Les participantEs étaient invitéEs dans un deuxième temps à prendre part à une activité *World Café*, consistant à s'installer à une station afin de discuter avec d'autres personnes présentes d'un sujet préétabli en lien avec le Bâtiment 7. En m'installant à la table « développement et ancrage dans le quartier », j'ai sondé informellement les autres participantEs sur leur motivation à participer à cette table et sur leur lieu de provenance. Parmi une dizaine de participantEs, deux résidaient à Pointe-Saint-Charles : l'un étant un travailleur du milieu communautaire et participait à ce titre, et le second, un professionnel travaillant à l'extérieur du quartier. Quatre d'entre nous avions la motivation, en participant à cette station, de nourrir un projet de recherche (deux étudiantes à la maîtrise) ou de mise sur pied d'une initiative inspirée par le Bâtiment 7 (deux travailleuses provenant d'une autre ville). Lors de cet atelier, une distance physique a été remarquée avec les personnes de la population traditionnelle qui étaient sur place. Un homme déambulait entre les tables afin d'écouter ce qui s'y disait en tentant de lire les notes qui étaient prises par les animatrices des discussions, sur de grandes affiches. Trois personnes discutaient entre elles autour d'un café, à

distance des tables de l'activité. Vers la fin de l'animation, l'une de celles-ci, ayant entendu une partie de la conversation sur l'ancrage du Bâtiment 7 dans le quartier, s'est approchée et a mentionné que, vivant dans un HLM à proximité, elle a régulièrement eu l'occasion de venir au Bâtiment 7 mais ne s'y sentant pas représentée, qu'elle évitait le lieu. Pour elle, les activités qui y sont proposées n'étaient pas pertinentes et trop dispendieuses.

Si lors des activités de réflexion et lors de la partie informative de l'assemblée, la population traditionnelle était peu représentée, il en était autrement au moment de l'activité de bouffe populaire clôturant la journée. Au moment d'installer chaudrons et réchauds, de nouvelles et nouveaux participantEs, notamment des personnes de la population traditionnelle, se sont présentÉEs dans la grande salle, prenant part à cette activité sociale et alimentaire.

Le sixième anniversaire du Bâtiment 7

De manière similaire, ce phénomène s'est produit au sixième anniversaire du Bâtiment 7, à l'occasion duquel une plus grande diversité de personnes était présente. Il y avait notamment un grand nombre de familles, davantage de personnes issues de minorités culturelles étaient représentées, de même que quelques personnes faisant partie de la population traditionnelle, au travers d'un grand nombre de personnes impliquées de près ou de loin dans le B7. Kiosques de nourriture, animations au micro, jeux d'enfants, murale collective et visites guidées du bâtiment étaient mis en place. Certaines personnes du voisinage vendaient de la nourriture et des breuvages qu'elles avaient préparé. Leurs kiosques étaient regroupés sur le terrain, à distance marquée des kiosques de hot-dogs à bas prix, servis par des personnes impliquées au Bâtiment 7, et des stations d'animation qui étaient regroupées sur le balcon menant au bâtiment. Les personnes de la population traditionnelle, après s'être procuré de la nourriture, s'installaient davantage aux extrémités du terrain ou à distance de l'action, alors qu'au centre, on retrouvait des familles, des enfants qui jouaient, des personnes impliquées dans le Bâtiment 7 et des alliÉEs du projet.

Ces deux exemples d'événements distincts montrent que l'espace est occupé de manière différente par les deux types de populations étudiées qui coexistent dans un endroit qui se veut ouvert à toutes et à tous. Dans les moments et lieux fréquentés par une diversité de population au sein du Bâtiment 7 de manière simultanée, une distance sociale et physique est créée entre les personnes impliquées

au Bâtiment 7 et les personnes appartenant davantage à la population traditionnelle, laquelle résulte entre autres de la méconnaissance mutuelle et des différences culturelles entre les groupes populationnels.

4.4 Les barrières à l'entrée du Bâtiment 7 pour la population traditionnelle : l'inéquation entre théorie et pratique

Le nom et la localisation du Bâtiment 7 sont souvent bien connus des personnes du quartier. Catherine a d'ailleurs témoigné que plusieurs centaines de personnes, incluant un grand nombre de résidentEs des logements sociaux à proximité, ont participé à la fête d'ouverture. Or, la fréquentation au quotidien démontre que ces personnes ne reviennent que très rarement en ces lieux. À ce propos, Mylène constate une différence entre l'idée théorique du Bâtiment 7 et la pratique : « Offrir des services dans un souci d'accessibilité pour en priorité les populations les plus vulnérables. Ça c'est la mission sur papier. En réalité c'est tu ça qui arrive ? C'est plus difficile. » Tel que mentionné précédemment dans l'exemple de l'assemblée publique, cette fréquentation sporadique du Bâtiment 7 par les personnes la population traditionnelle s'expliquerait notamment par la perception que le lieu ne s'adresse pas particulièrement à elles pour des raisons qui seront explorées dans cette section.

Bien que le Bâtiment 7 soit connu, la nature du projet global et des activités qui s'y déroulent demeurent toutefois vagues dans les discours de la population traditionnelle. À différentes reprises lors des entretiens par conversation, au moment où le sujet du B7 était mentionné, la discussion changeait rapidement de trajectoire, abordant peu ce que ce lieu représentait au sein du quartier ou pour les personnes rencontrées. Au-delà du manque d'intérêt envers le projet, ces exemples montrent qu'une distance peut être ressentie entre les pratiques valorisées au Bâtiment 7 et celles des personnes de la population traditionnelle, notamment sur le plan économique et culturel.

4.4.1 Barrières économiques

Il a été mentionné plus haut que les activités se déroulant au B7 auxquelles participent davantage les personnes de la population traditionnelle sont des événements abordables ou gratuits visant concrètement l'alimentation et les rencontres sociales, en opposition aux ateliers et aux autres activités parallèles. En discutant du Bâtiment 7 lors des entretiens et discussions avec ces personnes,

il a été souvent mentionné que les services et activités qui s’y déroulaient ne sont pas abordables, comme l’expliquent deux individus rencontrés : « Je vis à côté, mais je suis allé rien qu’une fois pis ils m’ont chargé 200\$ pour souder une affaire » (Fernand) ; « Comme une fois, je voulais y aller, mais c’est pas gratuit par exemple. Faut que tu payes le bois, t’as un certain frais » (Robert).

Quelques-uns de ces frais ont été explicités lors de l’assemblée publique, alors que les membres employéEs du Bâtiment 7 discutaient de la mise en place d’une échelle de prix selon la catégorie de personne utilisatrice (utilisateur·ice, participant·e ou membre des ateliers⁴). Durant les mois qui ont suivi l’assemblée, ces échelles de prix ont été concrétisées. Les tableaux suivants ont été créés à partir d’informations recueillies sur le site web du Bâtiment 7 au moment d’écrire ces lignes et de discussions avec un employé. Ils donnent un aperçu des coûts reliés à l’utilisation des sept ateliers et des coûts des activités au Bâtiment 7 (Bâtiment 7, s. d.).

La différence majeure entre les deux premières catégories, (utilisateur·rice et participant·e) réside dans les droits et devoirs qui y sont liés, lesquels sont cumulatifs. Le cumul des responsabilités et des droits signifie que les membres de la première catégorie doivent, par exemple, faire le ménage, réserver des plages horaires et respecter le code de vie. Les membres de la deuxième catégorie, en addition à ces éléments, doivent, par exemple, souscrire à un abonnement, faire respecter le code de vie, participer à une assemblée générale. Puis la dernière catégorie d’utilisateur additionne à ses rôles et responsabilités ceux de répondre aux courriels des ateliers, de manière collaborative avec les autres membres, gérer les plages-horaire, participer à l’élaboration des cours reliés à l’atelier, avoir le droit de vote à l’assemblée dédiée aux cercles des ateliers et au comité spécifique de l’atelier dans lesquels ils s’impliquent.

⁴ Les catégories de membres ont ici été rédigées avec un point médian, telles qu’elles le sont sur les documents du Bâtiment 7

Tableau 4.1 Frais d'utilisation des ateliers du Bâtiment 7

| Catégorie d'utilisateur | Frais | Frais d'utilisation des ateliers par heure |
|-------------------------|----------------------------------|--|
| Utilisateur ·ice | 113\$ + taxes Sans abonnement | 8,70\$ + taxes |
| Participant ·e | 65\$ + taxes (1 an) | Aucun |
| Membre des ateliers | 70\$ + taxes (6 mois) * | |

*Abonnement au prix régulier. Il y a possibilité de payer un montant supplémentaire de 34\$ + taxes (prix solidaire) afin de contribuer au financement de l'OBNL

Tableau 4.2 Coût des activités au Bâtiment 7

| Activité | Durée | Coût |
|--|---------------------------------|----------------------------|
| Yoga pour tous.·tes | 1h | 11,50 \$ * |
| Thé et peinture sur céramique | 2h | 35 \$ * |
| Entretien d'un vélo - dépannage | 3h | 92 \$ |
| Sculpture de grosses pièces au colombin | 8h (intensif en une journée) | 240 \$ * |
| Céramique (tournage et façonnage) | 8 semaines 3h par semaine | 490 \$ * |
| Accréditation ou reconnaissance des acquis pour l'utilisation d'un atelier | Variable (1h à 4h) | Variable (20\$ à 130\$) |

*Activité au prix régulier. Il y a possibilité de payer un montant supplémentaire équivalent à 25 % du coût total (prix alliéE) ou 50% du coût total (prix solidaire) afin de contribuer au financement de l'OBNL.

Ces barrières économiques sont bien connues des personnes impliquées au Bâtiment 7, comme le rapporte Renée :

Même si je pense que le B7 est et devrait être une fierté de la Pointe, c'est pas nécessairement toutes les mêmes personnes qui fréquentent les groupes pour des personnes assistées sociales qui vont par la suite aller prendre une bière au B7, qui vont ensuite aller faire leur épicerie au Détour, parce que le Détour, par exemple, même s'ils font le plus qu'ils peuvent pour avoir des aliments abordables, c'est pas l'épicerie la moins chère, et même si les Sans-Taverne font beaucoup pour assurer que leurs employés [...] sont mieux payés que le *bartender* moyen À Montréal [...] c'est des bières

de [microbrasserie], alors ça aussi, ça va pas être considéré comme accessible pour tout le monde à la Pointe. (Renée)

En effet, dans tous les entretiens semi-dirigés effectués lors de la collecte de données, le sujet du coût des services et des activités a été abordé par les personnes rencontrées, parfois même en termes de difficulté pour elles de réaliser la mission du B7. Ces barrières économiques sont d'ailleurs prises en compte dans les actions portées par les personnes impliquées au Bâtiment 7 dans une visée d'affirmer le parti pris pour les personnes marginalisées : « On a appliqué sur une demande de subvention pour distribuer des abonnements gratuits aux ateliers dans les groupes communautaires du quartier » (Roseline).

Le défi d'accessibilité économique s'explique notamment, selon les personnes qui s'impliquent dans le projet, par les impératifs matériels découlant de la gestion d'un bâtiment collectif, par la volonté d'avoir des produits fabriqués éthiquement, qui entraîne des coûts élevés, et par le besoin d'assurer un salaire respectable pour les personnes employées. On a relaté, lors des entretiens semi-dirigés, qu'il est difficile d'allier des valeurs anticapitalistes et l'accessibilité économique :

[C'est] plus *empowering* de pouvoir travailler sur mon vélo, travailler sur mon char... être autonome, pas dépendant d'un gros système capitaliste qui coûte vraiment cher. Je suis pas convaincue qu'on a trouvé un modèle qui est si accessible pour ce but-là. Pis ça c'est les défis aussi d'avoir un Bâtiment qui coûte cher. Pis de genre essayer d'être accessible [...] mais je suis pas convaincue que comme [de payer] 8\$ à l'heure pour travailler sur un vélo, quand t'as pas les *skills* – fait que ça prend beaucoup plus de temps de [développer des habiletés] – est si accessible (Émilie).

4.4.2 Barrières géographiques

D'autres variables, telles que le contexte géographique du Bâtiment 7 fait partie des éléments pouvant constituer une barrière d'accessibilité pour les personnes de la population traditionnelle qui ne demeurent pas dans la même portion de Pointe-Saint-Charles. Situé dans l'extrémité sud, le bâtiment ne constitue pas un lieu central et facile d'accès pour toutes et tous dans le quartier. Ces éléments sont observés par des personnes impliquées dans le Bâtiment 7, comme Roseline, qui a notamment mentionné que cette portion du quartier est moins bien desservie en termes de transport en commun que le nord :

La population traditionnelle du quartier est vieillissante. [J'ai parlé] avec une madame que ça fait 40 ans qu'elle habite [...] au nord de Pointe-Saint-Charles, puis elle avait entendu parler du Bâtiment 7 mais elle a jamais eu d'excuse pour venir jusqu'ici. Pis là elle était comme « ah, je suis contente, je vais déménager dans la coop à côté! Je vais pouvoir venir ici ! » Fait que c'est sûr que le fait qu'on soit au bout du quartier, si les gens ont pas besoin de venir ici, ben ils viennent pas! (Roseline)

C'est une des raisons pour lesquelles Yolande, pour qui le quotidien se déroule au nord du quartier, ne fréquente pas le Bâtiment 7 : « Je sais même pas où ce que c'est. J'en entends parler, mais je sais pas où ce que c'est parce que je peux pas aller là, moi », dit-elle en pointant son aide à la mobilité. Le Bâtiment 7 est par ailleurs parfois perçu comme un lieu destiné aux personnes qui demeurent au sud du quartier : « C'est pour le monde de l'autre bord de la Pointe, moi je reste de ce bord-ci » (Jean-Guy). S'il est vrai que la division nord/sud, qui clivait autrefois les groupes sociaux de Pointe-Saint-Charles, demeure encore présente dans l'esprit des personnes demeurant dans le quartier depuis plusieurs décennies, ces affirmations peuvent révéler la distance ressentie entre les pratiques du Bâtiment 7 et les réalités des personnes de la population traditionnelle. Elles peuvent en outre révéler la difficulté d'accès en transport en commun entre les deux parties du quartier, notamment pour les personnes ayant peu de moyens financiers. C'est aussi ce qu'ont mentionné des personnes impliquées dans le B7, comme Émilie : « c'est mal desservi, le métro est loin, les bus marchent moyen, les pistes cyclables sont pas toujours là. Pis pour une population âgée aussi pis tout ça, c'est...On est assez enclavés! En plus on est dans le bout de quartier ».

Rappelons d'autre part qu'une grande partie de la friche industrielle sur laquelle est installée le Bâtiment 7 appartient à un groupe privé de promotion immobilière. L'annulation de la construction d'un Centre de foires international et du déménagement du Casino de Montréal, grâce aux protestations citoyennes, de même la construction de 25% des logements sociaux qu'a négocié le Collectif 7 à nous a pu contribuer à prévenir l'accélération de la gentrification. Ces projets à vocation sociale doivent cependant partager l'espace avec les projets du groupe de promoteurs immobiliers qui demeurent installés en cet endroit. Ainsi, le Bâtiment 7 est situé à quelques mètres d'un complexe de condominiums, comme le montre la figure 4.1.

Figure 4.1 Proximité physique entre le Bâtiment 7 et les condos



Image libre de droits

Description de la photographie : À gauche, le Bâtiment 7. À droite, les condos ayant été construits à la même époque que l'acquisition du Bâtiment 7. À l'arrière, un OSBL d'habitation en construction.

Cette proximité entre les deux espaces n'est pas la barrière principale à la fréquentation des lieux. Mais il est à souligner que, bien que l'histoire de la lutte du Bâtiment 7 ne soit pas inconnue de la population traditionnelle du quartier, la proximité physique des lieux à vocation publique (le Bâtiment 7, ouvert à tous et toutes) et privée (les condos appartenant à une tranche de la population plus privilégiée économiquement), reflète symboliquement le partage inéquitable de l'espace, que les personnes impliquées dans le B7 visent d'ailleurs à combattre.

4.5 Les différences culturelles entre les personnes impliquées dans le Bâtiment 7 et la population traditionnelle de Pointe-Saint-Charles

Lors des entretiens avec les personnes impliquées dans le Bâtiment 7, il a été mentionné à plus d'une reprise qu'un des objectifs principaux du centre social – ayant pour mission de s'inscrire dans l'histoire industrielle du quartier – était de répondre à des besoins locaux, comme le mentionne Catherine : « 90% de nos usages visent à répondre aux gens qui sont au sud de Wellington, fait qu'on peut pas être plus micro-local que ça ». Un des objectifs des personnes qui constituent le Bâtiment 7 est celui de contribuer à la vie de quartier pour pallier le manque de services pour ses résidentEs :

L'idée c'est que dans le cadre de développement de ce terrain-là, si c'était juste plein de condos, ben ça crée un drôle de village, comme un *Sleeper Village* [...] le monde va dormir là pis ils vivent pas leurs vies. C'est comme l'idée d'avoir un quartier où tu vis

pas, parce qu'il y a pas de service [...] Fait que l'idée, la grosse lutte pour moi, comme la mission autour de ce bâtiment c'est d'être contre ça, d'avoir un lieu pour la communauté qui offre les services qui font que le monde puisse habiter le lieu pis avoir accès aux services qu'ils ont besoin là. Euh pis là-dedans c'est vraiment la bouffe faisait gros partie de ça, fait que le Détour pis la Fermette [projet d'agriculture urbaine regroupant diverses composantes], d'avoir ben accès à la bouffe saine puis abordable (Émilie).

En revanche, les personnes fréquentant le Bâtiment 7 proviennent souvent de l'extérieur du quartier et même de l'extérieur de la Ville. Les propos de Roseline vont en ce sens :

Il y a beaucoup plus de gens qui arrivent qui disent « hey je viens juste d'arriver dans le quartier ! » Pis nous on est comme une place *trendy*, cool, que les gens trouvent le fun de découvrir. Puis sur internet ça *spinne* beaucoup, le Bâtiment, y'a du monde qui en parle dans d'autres pays aussi pis tout ça, mais les gens qui habitent dans le secteur de HLM juste à côté mettons, ils nous connaissent pas nécessairement super bien. (Roseline)

Tel qu'explicité précédemment, il a été nommé de manière récurrente, dans les entretiens, que les personnes marginalisées sont celles à qui s'adresseraient idéalement les projets du Bâtiment 7, mais que le défi de les rejoindre est grand. Bien que les barrières économiques et géographiques décrites plus haut puissent constituer des freins à la participation des personnes appartenant à la population traditionnelle, plusieurs éléments relevant davantage des différences entre la culture des personnes impliquées et participant au Bâtiment 7 et la population traditionnelle sont ressortis au cours des entretiens et des observations. Car si les personnes qui le fréquentent n'ont pas le profil de nouveau résident ayant un capital immobilier ou financier élevé, elles n'ont pas forcément non plus celui de la population traditionnelle, comme l'illustrent les propos de Yolande : « C'est pas des gros riches qui y vont, mais moi j'y vais pas là ».

4.5.1 Valeurs, sous-cultures et idéologies politiques représentées au Bâtiment 7

Nous avons vu précédemment que toutes les personnes impliquées au Bâtiment 7 qui ont été rencontrées sont des personnes qui appartiennent économiquement à ce qui peut être qualifié de la classe moyenne, dont les ressources se traduisent notamment par des affinités théoriques avec les luttes populaires et des idéologies politiques altermondialistes.

À moult reprises lors des entretiens, les personnes impliquées dans le projet ont mentionné entendre des rumeurs voulant que le Bâtiment 7 était réservé à des personnes ayant un profil spécifique. Les idées les plus souvent rapportées concernent l'appartenance anarchiste : « Les gens pensent que c'est une place qui appartient aux anarchistes, mais ça appartient à tout le monde. Ils s'empêchent d'entrer parce qu'ils pensent que ça appartient aux anarchistes ! » (Bénévole, lors d'une visite guidée du Bâtiment 7). Cette préconception peut notamment s'expliquer par le fait que la lutte pour l'obtention du bâtiment s'est inscrite dans cette idéologie anarchiste et que plusieurs personnes impliquées dans le projet s'identifient à cette mouvance : « Concrètement, on est tous cette gang-là qui vient du milieu alternatif militant, t'sais, comme plus ou moins proche des anarchistes, [...] punks, on reste ça. T'sais comme pour de vrai, c'est ça la base humaine, la constitution humaine du Bâtiment 7 » (Catherine). Mylène et Renée ont notamment mentionné des spectacles de musique punk se déroulant à l'extérieur, largement tolérés par les instances municipales et certains voisins, étant surtout fréquentés par des personnes appartenant à des sous-cultures issues de milieux anarchistes, provenant des quatre coins de la ville. Les affinités idéologiques de la gauche politique sont donc insufflées dans les pratiques quotidiennes du Bâtiment 7 et selon Catherine, elles se reflètent visuellement dans les espaces du Bâtiment 7. Les photos de la figure 4.2 qui représentent des graffitis empreints de messages politiques à l'intérieur et à l'extérieur des murs du Bâtiment 7, de même que la décoration du lieu en sont des illustrations. L'autogestion et la décentralisation comme modèles de gouvernance choisis par le Bâtiment 7 sont des exemples de pratiques prônées notamment par des groupes anarchistes (Déri et Dupuis-Déri, 2018 ; Kruzynski et Sarrasin, 2010).

En addition aux sous-cultures politiques, les identités linguistiques, par la division établie entre francophones et anglophones s'inscrivent dans l'histoire quartier. Il est à noter qu'une grande partie des personnes de la population traditionnelle est anglophone, immigrante d'origine irlandaise ou canadienne. Émilie, Renée et Roseline ont mentionné qu'au-delà des lois sur l'utilisation de la langue française au Québec, les pratiques du Bâtiment 7 sont empreintes d'une « vision plus francophone de la chose » qui « ne reflètent pas le quartier exactement » (Émilie) puisqu'un grand nombre de personnes du collectif initial étaient francophones. En ce sens, elles ont fait part du sentiment de « non-appartenance » (Renée) qui leur était rapporté par des personnes anglophones ou nouvellement immigrantes qui ne se sentaient pas représentées (Roseline).

Figure 4.2 Montage photo : intérieur et extérieur du Bâtiment 7



Images libres de droits

4.5.2 Le langage et les pratiques comme manifestations de différences culturelles

Les différences culturelles sont notamment présentes dans le langage utilisé par les personnes impliquées dans le Bâtiment 7, mais aussi dans la pratique qui y est reliée. Il est ressorti des observations et discussions que les préoccupations quant à la gentrification et au maintien de la mémoire de l'histoire du quartier sont présentes tant pour la population traditionnelle que pour les personnes impliquées dans le Bâtiment 7. Or, la manière dont elles se manifestent sont différentes. Alors que pour la population traditionnelle, on parle davantage d'actions concrètes, de disparitions de restaurants, de manifestations pour protester contre les changements dans le quartier, le discours des personnes impliquées dans le Bâtiment 7 est davantage théorique. Dans les entretiens avec celles-ci, mais aussi lors des observations, ces préoccupations étaient plutôt abordées sur un plan conceptuel en mentionnant par exemple les notions de droit à la ville, d'appropriation de l'espace, d'enracinement à l'histoire populaire du quartier (Bâtiment 7, s.d) et de lutte à la gentrification.

C'est d'ailleurs dans cette optique – au niveau philosophique – que s'inscrivent plusieurs activités et que les pratiques du B7, comme le montre le discours de Mylène sur la place du Bâtiment 7 comme acteur qu'elle qualifie de prépondérant dans le quartier, en tant que projet novateur et politique : « dans une société super capitaliste, super axée sur la consommation-production puis le rapport à l'argent, là tu mets en place une grosse place qui est un laboratoire d'innovation dans un autre sens, dans une autre philosophie. Pour moi, ça c'est politique ».

L'exemple des assemblées publiques

Afin de faire ressortir ces différences culturelles entre les groupes étudiés, nous examinerons l'exemple de deux assemblées publiques ayant eu lieu dans la même semaine. La première, dont le déroulement a été détaillé plus haut, avait lieu au Bâtiment 7 et la seconde était organisée par le RIL, le comité logement du quartier, dans le but de présenter la situation du logement social dans Pointe-Saint-Charles.

À l'assemblée du Bâtiment 7, lors de laquelle certaines portions de présentations avaient un aspect théorique, les personnes participantes observaient majoritairement un décorum et des protocoles propres à des événements formels, en posant leurs questions et commentaires à la fin des présentations, en reprenant des termes institutionnalisés (« gestion des espaces verts »), en signifiant leur accord par applaudissement silencieux, en attendant la pause pour se lever ou encore en prenant des notes. Le maire de l'arrondissement du Sud-Ouest de Montréal, partenaire du Bâtiment 7, était présent et participait à la discussion concernant le développement du terrain. Une faible proportion de personnes de la population traditionnelle était présente, et se différenciait par des interactions qui ne se conformaient pas au même décorum. À l'assemblée du RIL, la proportion de personnes ayant un profil traditionnel étant beaucoup plus élevée, la dynamique était différente que lors de l'assemblée du Bâtiment 7, notamment au niveau des protocoles d'assemblées et des interactions. Axé sur les besoins en logements sociaux dans le quartier, le contenu était présenté de manière très concrète, par exemple par l'explication du fonctionnement de la liste d'attente des logements sociaux dans le quartier. Les questions et commentaires émergeaient de manière spontanée, des enfants se promenaient librement dans la salle, discutant parfois avec les animateurs durant leur présentation et des conversations de groupe, informelles, avaient lieu durant les exposés.

La comparaison de ces événements, se voulant tous deux des espaces de discussions citoyennes, montre que les pratiques des organismes sont imprégnées des cultures des personnes qui les composent et se traduisent par des types de participation distincts.

4.5.3 La complexité dans la volonté de créer un lieu d'expérimentation

Avec la prise en compte des idéologies politiques, sociales et de la vision des personnes issues de ces sous-cultures qui se transpose dans les pratiques du Bâtiment 7, une complexité émerge dans la gestion des projets. En demandant aux personnes impliquées au B7 d'en expliciter la mission, c'est souvent l'enchevêtrement des volets, additionnés à la gouvernance sociocratique, qui ressort :

Chaque projet est, disons, autonome. À l'intérieur de ça, [les 7 ateliers du Bâtiment 7 fonctionnent avec] des cercles. [Ils] ont chacun leur autonomie de développement interne mais il se retrouve dans un cercle qu'on appelle le cercle des ateliers [...] il y a comme trois niveaux. À l'intérieur de ça, ben il y a par exemple un cercle qui s'occupe de la programmation. [...] Il y a un cercle qui s'appelle le cercle quartier [...] Il y a un cercle qui s'appelle le cercle accueil donc ça c'est toute la gestion du bénévolat des gens qui viennent faire du bénévolat dans le Bâtiment 7. Donc tu vois, c'est comme une imbrication de toutes ces affaires-là. Et ça, ça s'imbrique chacune avec son autonomie, ses petites particularités puis les éléments qui s'interrelient. [...] C'est vraiment comme un diagramme de Venne en 8 dimensions ou tout s'interrelié, pis il y a des points communs, pis y'a des gens qui font les liens en tout ça. (Mylène)

Certaines personnes ont par ailleurs témoigné que le Bâtiment 7 se veut un lieu d'expérimentation et de l'ambiguïté que cela peut créer. Car en se détachant d'un modèle traditionnel, les pratiques sont expérimentées sans garantie de la manière dont elles seront reçues ni comment elles fonctionneront une fois appliquées. Le coût des activités, incluant les échelles de prix, additionnés aux droits et devoirs cumulatifs des personnes qui utilisent les espaces du B7 énoncés précédemment, sont un exemple de la complexité que peut représenter l'implication ou la participation des personnes dans le projet.

De plus, les enjeux organisationnels reliés à des facteurs de divergences d'opinion et de vision sur la gestion du bâtiment, ajoutés à des conflits internes et aux difficultés qu'ont amenées la pandémie de la COVID-19 et le développement d'une deuxième phase du bâtiment, peuvent également, selon Catherine, créer une distance avec des personnes qui ne connaissent pas le projet ou qui tentent d'y accéder :

Je pense qu'on a vraiment encore des croûtes à manger [par rapport] à notre faiblesse organisationnelle pis à notre manque de ressources au Bâtiment 7. Parce que ça a été tellement, tellement trop intense, tellement déstabilisant les six dernières années ce qui s'est passé t'sais. Pis je pense qu'on n'était pas prêt, personne, en fait à l'ampleur de la gestion c'est de la gestion cette grosse patente-là. Pis nécessairement il a fallu se replier pour nous pour survivre, pis c'est encore un enjeu, ça. (Catherine)

Ces difficultés reflètent bien, comme l'ont expliqué à moult reprises les personnes impliquées et à l'origine du Bâtiment 7 qui ont été rencontrées, la difficulté d'appliquer la vision qu'elles ont en tenant compte de la manière dont la mission peut se matérialiser concrètement, considérant toutes les composantes du projet.

4.5.4 « Je pense que c'est beaucoup une question de liens » : la communauté qui gravite autour du Bâtiment 7

En outre, étant donné les appartenances politiques des personnes qui y sont impliquées et l'historique de lutte pour obtenir l'édifice de nombreux liens étroits ont été tissés entre les personnes initiatrices du projet, celles qui s'y impliquent depuis longtemps et les personnes faisant partie de leurs réseaux. En ce sens, le Bâtiment 7 est un lieu de rencontre, faisant partie intégrante de la vie sociale de ceux et celles qui y sont impliqués et qui le fréquentent régulièrement. C'est ce que toutes les personnes qui gravitent autour du Bâtiment 7 avec lesquelles je me suis entretenue m'ont expliqué :

Y'a toute une interrelation qui se fait. Y'a les relations d'amitié là-dedans, y'a les relations amoureuses, y'a toute une patente qui s'interrelie. Donc ça crée une espèce de... De façon de s'organiser qui est très, très, très...euh...je vais dire fluide des fois, un peu floue. C'est pas toujours facile que ce soit clair. Comment prendre une décision là-dedans? C'est pas toujours évident [...] Il y a des gens qui nous ont dit aussi qu'il y avait une dimension un peu hermétique parce que ça peut être difficile de rentrer dans ce milieu-là (Mylène).

Par ailleurs, un certain nombre de personnes ont relaté qu'une grande partie des travailleurs et travailleuses des organismes communautaires de Pointe-Saint-Charles s'y impliquent et s'y retrouvent, et par conséquent, que chaque pan de leur vie sociale est lié par ces milieux.

Lorsqu'on rentre au Bâtiment 7, on peut facilement percevoir l'esprit convivial et communautaire. Les liens de complicité entre les personnes impliquées se ressentent effectivement lorsqu'on visite

le lieu et qu'on est témoin de moments de camaraderie. Cette ambiance peut cependant aussi contribuer à l'hésitation d'accéder au Bâtiment 7 : « Il y a quelque chose d'un peu intimidant aussi je pense... T'sais ça prend comme une excuse pour venir au Bâtiment 7, si tu connais pas des gens qui sont là [...] je pense que c'est beaucoup une question de liens » (Roseline). J'ai d'ailleurs eu l'occasion d'observer ce phénomène alors j'étais installée dans une aire ouverte de l'édifice à proximité de la porte d'entrée principale et qu'un homme est arrivé afin de découvrir le lieu. Il n'y avait aucunE employéE ni bénévole à l'accueil à ce moment. Les personnes présentes étaient affairées à discuter ou à travailler. Après avoir interpellé un employé des Sans-Taverne, personne n'a été en mesure de répondre à ses questions ou à lui expliquer en quoi consistait le projet en détails. Il est donc reparti. J'ai fait le même type de constat, à l'occasion du 6e anniversaire du Bâtiment 7, alors que j'ai observé à plusieurs reprises des personnes de la population traditionnelle passer devant le terrain et regarder ce qui s'y passait, hésitantes à prendre part à la fête. Par exemple, elles s'arrêtaient, lisaient les affiches à l'entrée de l'événement, observaient l'action qui s'y déroulait et poursuivaient leur chemin sans y accéder.

Nous avons vu que les différences culturelles, les modes d'interactions et les barrières économiques et géographiques sont des enjeux qui sont identifiés par les personnes de la population traditionnelle et reconnus par les personnes qui s'impliquent au Bâtiment 7. Soulignons également que trois des personnes rencontrées et impliquées dans le projet (Roseline, Catherine, Émilie) ont fait l'analyse que le B7 pouvait contribuer au processus de gentrification ou le servir : « C'est sûr que le B7, malgré lui, c'est un agent de gentrification. C'est sûr. C'est sûr que ça amène une population intéressée par le B7 qui veut être plus proche » (Émilie). Nous voyons dans la notion de proximité évoquée par Émilie, outre la proximité physique qui implique que des individus se déplacent pour accéder au Bâtiment 7, la proximité sociale que nous avons évoquée dans le premier chapitre et sur laquelle nous reviendrons dans le dernier chapitre. Sans nécessairement être à l'origine de déménagements dans Pointe-Saint-Charles, le Bâtiment 7 attire des populations de l'extérieur qui souhaitent être plus proche du lieu, mais attire aussi des personnes issues de cultures qui y sont représentées.

Roseline, Catherine et Émilie s'expliquent entre autres ce phénomène par les discours qui circulent sur le Bâtiment 7, par exemple, par la manière dont il est cité non seulement dans certains milieux universitaires comme un projet novateur en économie sociale, mais également par les groupes

progressistes et politiques de gauche (Roseline), par la Ville de Montréal et par les courtiers immobiliers qui cherchent à vanter les atouts du quartier (Catherine). La vision des personnes impliquées dans le Bâtiment 7 est toutefois souvent différente de celles de ces acteurs énumérés, car elle s'ancre davantage dans le quotidien de la gestion du bâtiment et des pratiques à développer.

4.6 Vers un lieu d'identification pour les populations marginalisées ?

Dans les sections précédentes, nous avons vu que les personnes impliquées dans le Bâtiment 7 rencontrées dans le cadre de cette recherche sont au fait des enjeux d'accessibilité et des barrières économiques et sociales auxquelles font face les personnes de la population traditionnelle. Il est effectivement ressorti, dans plusieurs entretiens, explicitement ou implicitement, de même que dans les observations, que le Bâtiment 7 n'est pas nécessairement fréquenté par les personnes pour qui il a été pensé. S'il a été mentionné par Renée qu'il n'est pas nécessaire de dépenser de l'argent pour aller au Bâtiment 7 et que « tu peux y aller juste pour exister », nous avons vu que les existences sont aussi empreintes de normes sociales qui teintent les utilisations des lieux et les interactions dans les espaces.

Comme le mentionne Mylène, le changement de populations qui amène, par le fait même, un changement de définition des populations marginalisées, est aussi à considérer dans les actions effectuées par le Bâtiment 7 pour rejoindre les populations visées : « On fait tout ce qu'on peut mais c'est clair qu'on est dans un changement culturel. Qui est pas celui des ouvriers des années 80. Qui est pas celui des années 60. » On tente tout de même de faire une place aux populations traditionnellement ouvrières, notamment en installant des panneaux sur le terrain, faisant état de l'histoire industrielle dans laquelle s'inscrit le Bâtiment 7.

Sensibles aux obstacles perçus par les personnes les plus précarisées du quartier, les moyens qui sont pris pour aller vers ces groupes de personnes sont multiples : projets de Hip Hop engagé pour les jeunes qui fréquentent l'arcade et formations sur les bonnes pratiques autour de communautés marginalisées, pour en citer des exemples. Ceux-ci sont mis sur pied, mais sont également en développement : « faut l'infléchir petite action par petite action pis à ouvrir cet espace-là d'identification [et d'appartenance]. À faire en sorte que à l'intérieur on soit accueillants, qu'on n'ait

pas pratiques de microagressions » (Catherine). Malgré ces efforts, et malgré qu'un des éléments de la mission soit celui de « garantir l'accessibilité du lieu à tous et toutes, avec un parti pris affirmé pour les personnes marginalisées et appauvries » (Bâtiment 7, s.d) ces activités ne sont pas toujours accessibles pour les personnes rencontrées appartenant à la population traditionnelle. Elles ne correspondent pas nécessairement à leurs conceptions de l'accessibilité, puisqu'elles s'inscrivent dans la philosophie alternative dont est empreinte le Bâtiment 7 plutôt que dans une réponse concrète et directe aux besoins nommés par la population traditionnelle.

4.7 Synthèse des résultats

À travers les données recueillies, nous avons constaté que les liens sociaux, tant au sein du quartier – dans les endroits publics et privés ouverts au public – qu'au Bâtiment 7, sont influencés par les pratiques et les cultures qui y sont représentées. Celles-ci ont une incidence sur le taux et le type de fréquentation, tout autant que sur l'appropriation de l'espace des personnes appartenant à la population traditionnelle. Quant au Bâtiment 7, les résultats démontrent que le projet comprend plusieurs éléments qui consistent en des facilitateurs et barrières à l'entrée de la population traditionnelle, inhérents à la culture et aux pratiques des personnes qui s'y impliquent. Il s'agit notamment de l'aspect d'entre-soi, du langage et des pratiques qui y sont valorisées. Du reste, certaines composantes, telles que l'emplacement géographique, sont indépendantes des personnes impliquées et peuvent aussi constituer des barrières à l'entrée. Des initiatives sont toutefois mises sur pied afin de tenter de rejoindre les populations concernées par le projet, soit les personnes étant le plus précarisées et marginalisées. Malgré tout, ces initiatives s'inscrivent dans la philosophie alternative en place au Bâtiment 7, laquelle crée une distance sociale avec les personnes de la population traditionnelle.

Ces résultats ont démontré que tant dans le quartier qu'au sein du Bâtiment 7, les différences culturelles importantes entre populations ont un effet de séparation. Dans un quartier en mouvance en raison des processus de gentrification, les interactions, composées de tensions qui se manifestent, entre autres en regard de l'occupation de l'espace, sont des parties intégrantes des relations complexes entre individus et entre groupes sociaux qui composent le quartier et le Bâtiment 7.

CHAPITRE 5

DISCUSSION : LA GENTRIFICATION, AU-DELÀ DU DÉPLACEMENT

Ce chapitre vise à établir un rapport entre les résultats présentés précédemment et les éléments théoriques utilisés dans le cadre de cette recherche. Les analyses, centrées sur les transactions sociales entre la population traditionnelle et les personnes impliquées dans le Bâtiment 7, font également état d'éléments reliés à l'appropriation de l'espace et à la perception du quartier, qui ont guidé toute la démarche. Dans cette perspective, il me semble important d'explicitier que bien que le cadre précis des relations entre la population traditionnelle de Pointe-Saint-Charles et les personnes impliquées dans le Bâtiment 7 aient été l'objet de ma recherche, ce mémoire a pour objectif d'observer un phénomène social complexe. Il ne s'agit donc pas de poser un regard sur les individus qui sont impliqués dans ces rapports ni de remettre leurs intentions en question. Il s'agit plutôt de soulever des effets qui sont inhérents aux contextes sociaux observés – particulièrement celui du processus de gentrification – et d'observer les conséquences qu'ils ont sur la population traditionnelle.

De multiples éléments présentés dans les sections précédentes nous ont permis de constater que la gentrification constituait un phénomène complexe qui ne se limitait pas uniquement aux remplacements ni aux déplacements géographiques des populations d'origine vers de nouveaux quartiers ou de nouvelles villes : « le phénomène peut être observé même dans les cas où une partie (voire la totalité) de la “ population d'origine ” est toujours présente » (Beaudry, 2021, p. 38). C'est ce qui est observé à Pointe-Saint-Charles, où une portion de la population traditionnelle, qu'elle soit présente de très longue date ou non, demeure malgré les bouleversements qui ont lieu dans le quartier. Les attributs structurels et structuraux de la société influencent les situations observées et les transactions sociales qui y sont effectuées (Fusulier et Marquis, 2010). En ce sens, les sections suivantes permettront d'abord d'explorer le contexte du quartier afin de comprendre la manière dont les relations entre les groupes s'articulent au Bâtiment 7. Nous verrons donc qu'au sein même des lieux habités, les individus issus de la population traditionnelle peuvent vivre un sentiment de dépossession découlant d'un processus d'exclusion symbolique. Nous articulerons ensuite ces notions dans le contexte du Bâtiment 7 et nous verrons la manière dont les transactions

sociales entre les personnes qui y sont impliquées et les personnes issues de la population traditionnelle se manifestent à partir des pratiques qui y sont valorisées.

Le présent chapitre démontrera aussi que les causes de la gentrification ne sont pas qu'économiques et que les pratiques valorisées au Bâtiment 7 peuvent y contribuer. Nous constaterons notamment qu'une logique de distinction est opérée, selon laquelle les ressources de capital symbolique (regroupant le capital social et le capital culturel) créent des écarts sociaux, formant ainsi des hiérarchies, parfois implicites, entre les groupes (Bourdieu, 1984). En plus de l'exclusion symbolique qui en découle, nous nous pencherons sur la distance sociale entre les populations, malgré la proximité spatiale qui peut être recherchée. Nous verrons la manière dont la mixité sociale est valorisée dans le quartier, par le biais, notamment, de stratégies politiques. Par la suite, nous verrons la manière dont les transactions sociales se manifestent en regard aux écarts sociaux au Bâtiment 7.

Puisque les transactions sociales ne visent pas l'équilibre et l'harmonie, mais qu'elles sont des « compositions et de recompositions permanentes des formes du lien social institué, en termes de va-et-vient permanent entre la proximité et la distance dans l'entre-deux des acteurs sociétaux » (Gibout, 2009, p. 160), je relèverai, à travers les pages, de multiples composantes des transactions sociales qui ont lieu entre la population traditionnelle de Pointe-Saint-Charles et les personnes impliquées au Bâtiment 7, en m'appuyant sur différentes situations. Cela révélera donc que les relations sont en perpétuelle construction et que les produits transactionnels, visant à répondre aux conflits, ne sont pas des compromis définitifs (Fusulier et Marquis, 2010).

5.1 Dispositifs de dépossession et exclusion symbolique

La gentrification est opérée par plusieurs mécanismes. Parmi ceux-ci, les dispositifs de dépossession contribuent à l'effacement et à la disparition symbolique de la population traditionnelle. Les dispositifs sont caractérisés par « tout ce qui a, d'une manière ou d'une autre, la capacité de capturer, d'orienter, de déterminer, d'intercepter, de modeler, de contrôler et d'assurer les gestes, les conduites, les opinions et les discours des êtres vivants » (Agamben, 2007, p. 31). Ils peuvent donc être organisés de manière structurelle et structurale et leur opérationnalisation peut être ancrée dans les pratiques quotidiennes. Ils sont opérés par des individus (propriétaires

privés), des groupes (nouvelle population dans le quartier) ou des instances (administration municipale) et ont des effets sur les groupes les plus marginalisés, dont la population traditionnelle. Ces dispositifs s'inscrivent dans une vision du quartier comme lieu de services délimité au niveau administratif qui tient peu compte de son histoire (Sénécal *et al.*, 2009). Selon Van Criekingen, les mécanismes de dépossession liés à la gentrification peuvent passer par trois processus distincts : évincer, bloquer l'accès et rendre inhabitable (Van Criekingen, 2021b).

Le premier mécanisme (évincer) consiste à faire quitter les personnes de manière directe ou indirecte, notamment par les coûts élevés des loyers ou par des rénovations des logements. Le second mécanisme (bloquer l'accès) consiste à empêcher des populations ayant peu de ressources économiques de continuer de s'installer dans les lieux autrefois habités par des personnes ayant des profils similaires (Van Criekingen, 2014). Bien que ces deux formes de dépossession aient été brièvement abordées par les personnes rencontrées dans le cadre de cette recherche et que leurs effets de déplacements de populations soient documentés (Butler et Robson, 2001 ; Lehman-Frisch, 2008 ; Ley, 1986 ; Smith, 2002 ; Vivant et Charmes, 2008), c'est surtout la troisième forme de dépossession, soit celle de rendre inhabitable, qui est mise en lumière par mes observations et mes conversations.

En effet, si les dispositifs de dépossession peuvent engendrer le départ des individus et des populations des quartiers vers de nouveaux lieux de vie, ils ont, d'autre part, un impact sur les populations qui restent. L'aspect inhabitable de ce type de dispositif de dépossession ne relève pas des conditions matérielles des espaces. Il s'inscrit plutôt au niveau symbolique pour les populations, notamment par rapport au sentiment d'être chez soi, qui devient corrodé en ces lieux :

Un commerce fréquenté régulièrement qui ferme ses portes, un bar où l'on passait du temps qui devient un endroit moins hospitalier que conceptuel [...] un centre d'hébergement qui doit fermer car un nouvel occupant plus payant ou jugé plus « respectable » brigue les lieux, [...] des projets immobiliers qui sortent de terre accompagnés de messages promotionnels à destination de publics qui ne ressemblent pas du tout aux habitants déjà là... Tous ces changements, marqueurs d'une gentrification en cours, peuvent transformer des espaces familiers, appréciés ou appropriés de longue date en environnements étrangers, oppressants, voire hostiles. Plus ou moins rapidement, les caractéristiques matérielles, fonctionnelles ou symboliques qui en faisaient pour beaucoup des lieux de ressources,

d'attachements ou d'identifications s'effritent voire disparaissent (Van Criekingen, 2021b, p. 145).

De cette manière, les quartiers sont revitalisés et transformés, ce qui entraîne un sentiment de non-reconnaissance des espaces pour les populations qui restent. Ces dispositifs et le changement de types de services offerts dans le quartier contribuent ainsi au sentiment de la population traditionnelle d'« out-of-placeness », soit celui de ne pas être à leur place, tant socialement que physiquement (Davidson, 2008, p. 2392 ; Shaw et Hagemans, 2015, p. 326). Ce sentiment de dépossession et de remplacement des lieux de fréquentation peut contribuer à l'exclusion symbolique des populations (Lavoie *et al.*, 2012). L'attachement au quartier des personnes âgées joue un rôle important dans leur perception des lieux (Lavoie et Rose, 2012). Ces changements sont alors « souvent vécu[s] comme relégation » (Chamboredon et Lemaire, 1970, p. 23) alors que les résidentEs traditionnellEs ont peine à investir leur quartier et les nouveaux lieux qui le composent, comme le Bâtiment 7. Nous avons vu qu'avec l'arrivée de nouveaux commerces, des prix inabordables qu'ils proposent et des cultures qui y sont imprégnées, les citoyenNEs de la population traditionnelle de Pointe-Saint-Charles se sentent illégitimes de poursuivre leur quotidienneté selon leur mode de vie (Shaw et Hagemans, 2015). Tel qu'explicité, le quartier dépasse le simple lieu de résidence pour les personnes appartenant à la population traditionnelle et que sa conception englobe plusieurs sphères de la vie quotidienne (Sénécal *et al.*, 2009). Les nouveaux lieux correspondent davantage à une population renouvelée dans lesquels cette dernière ne se retrouve pas. À cet effet, ce mécanisme, visant à rendre un lieu inhabitable symboliquement, donne une impression de menace et a comme conséquence des effets de pression sur la population traditionnelle du quartier (Van Criekingen, 2021b). Nous verrons plus loin la manière dont le Bâtiment 7 peut représenter un de ces lieux qui exclut symboliquement la population traditionnelle.

Dans son étude sur l'occupation de l'espace des jeunes à la Havane, Kocsis (2025) explique la dépossession par la disparition des lieux d'appartenance, qui, malgré l'émergence de nouveaux espaces, ne sont pas remplacés symboliquement. Les individus sont, de ce fait, redirigés vers de nouveaux lieux ayant des contraintes et des normes spécifiques dans lesquels ils doivent livrer une performance sociale (Goffman, 1963), qu'ils ne livraient pas dans les espaces qu'ils occupaient avant. Tout comme pour les personnes de Pointe-Saint-Charles, ces individus ne sentent pas que les nouveaux espaces sont « for them » (pour eux) (Kocsis, 2025, p. 282), puisqu'ils relèvent

davantage d'une conception du quartier comme lieu de service et comme territoire règlementaire, pensé pour la revitalisation, en opposition avec une perception de lieu de vie (Sénécal *et al.*, 2009). C'est d'ailleurs ce qui a été exprimé dans les conversations avec les personnes de la population traditionnelle : « C'est mon appartement subventionné qui fait que je reste ici. Je vais juste au IGA, à part de ça je sors [du quartier] parce qu'il y a pas grand-chose » (Robert). Par cette dernière phrase évocatrice, Robert signifie qu'il ne trouve pas grand-chose qui *s'adresse à lui* puisqu'il mentionne, plus tôt dans la conversation, que « depuis que Pointe-Saint-Charles a changé », il y a beaucoup de « restaurants chers » qui s'adressent, selon lui aux « populations des condos ». Par ailleurs, l'instauration de nouveaux projets et commerces dans des quartiers autrefois négligés par les pouvoirs publics sont désormais emplis de « promesses » qui correspondent aux modes de vie des nouvelles populations au détriment de la population traditionnelle (Van Crieking, 2021b, p. 146).

Dans cette optique, lorsque les personnes de la population traditionnelle avec lesquelles j'ai discuté lors du café-rencontre ont mentionné que les nouvelles populations qui s'installent dans le quartier vivaient désormais à proximité du Centre-Ville plutôt qu'à Pointe-Saint-Charles, elles parlaient non seulement de l'opportunité de vivre en un lieu idéalement situé, mais d'abord de ce sentiment d'exclusion, de dépossession et du décalage entre ce que représente la Pointe pour elles. Tel qu'explicité dans le deuxième chapitre, le quartier peut représenter un lieu d'ancrage important et un point de repère, notamment pour les personnes issues de la population traditionnelle (Lavoie *et al.*, 2012 ; Lavoie et Rose, 2012 ; Sénécal *et al.*, 2009). En ce sens, elles ne reconnaissent plus, en cette nouvelle population, la communauté à laquelle elles s'identifient dans un quartier auquel elles sentent pourtant appartenir.

Lors de mes observations, j'ai remarqué que les quelques commerces établis à Pointe-Saint-Charles depuis plusieurs décennies étant toujours en opération sont désormais investis par les nouvelles populations. De la taverne du quartier au restaurant-minute, les lieux se remplissent davantage sur les heures de dîner et après les heures habituelles de travail, notamment par des personnes équipées d'ordinateurs portables ou de mallettes. La fréquentation plus diversifiée de ce type de lieux, incluant par des populations correspondant aux profils de jeunes professionnels, m'a également été rapportée à quelques reprises dans les entretiens semi-dirigés avec les personnes impliquées au Bâtiment 7 de même que par une serveuse d'un bar, implanté dans Pointe-Saint-Charles depuis près de 100 ans. Ainsi, ce ne sont pas uniquement les nouveaux lieux qui contribuent à rendre le

quartier inhabitable, mais aussi les lieux qui sont établis depuis longtemps et dont l'usage est modifié puisque les personnes appartenant à la population traditionnelle retrouvent moins de points d'ancrage. Rappelons à cet effet l'historique de la création du quartier Pointe-Saint-Charles dans lequel s'inscrit l'histoire de la population traditionnelle, alors que le découpage de la ville correspondait à celui des classes sociales. Tout comme dans les politiques de mixité sociale, que nous verrons plus loin, les conditions de vie de la population traditionnelle sont perçues par les décideurs politiques comme étant améliorées par ces changements.

Nous avons vu, pour le quartier visé par cette recherche, que les stratégies d'appropriation de l'espace sont effectuées de différentes manières par la population traditionnelle du quartier, et qu'un certain effacement est remarqué. En effet, dans les espaces publics, dans les commerces et même au Bâtiment 7, peu de personnes de la population traditionnelle sont représentées, alors qu'elles sont plus souvent présentes dans des lieux davantage préservés (tels que leurs balcons et certains organismes communautaires).

5.1.1 Dispositifs de dépossession et d'exclusion symbolique au Bâtiment 7

Voyons maintenant concrètement comment certains dispositifs d'exclusion symbolique et dépossession, rendant un espace symboliquement inhabitable, ont également lieu au sein même du Bâtiment 7. En utilisant l'angle des transactions sociales, j'illustrerai les manières dont la population traditionnelle de Pointe-Saint-Charles peut ressentir cette exclusion symbolique en regard du Bâtiment 7. Afin de saisir les arrangements qui constituent les transactions sociales, Servais propose d'observer certains éléments : « ajustements réciproques, convocation de partenaires pour renforcer sa position, lieux de rencontres et confrontations, passage ou non par des moments de négociation, etc. » (Servais, 2013, p. 31). En plus de ces éléments, j'observerai les modalités d'échange, d'imposition, de conflit et d'inégalités des ressources qui contribuent aux rapports de pouvoir (Remy, 2020), d'évitement et de tensions reliés à la coexistence (Grafmeyer et Authier, 2019). Rappelons que c'est grâce au conflit, nécessaire à la vie sociale, que des questionnements quant aux pratiques et que des renouvellements de celles-ci sont possibles (Blanc, 2009).

5.1.2 L'illusion de la représentation de la population traditionnelle au Bâtiment 7 et l'inégalité dans l'utilisation de l'espace

À travers leurs propos, les personnes impliquées dans le Bâtiment 7 se montrent sensibles aux changements entraînés par la gentrification et à leurs conséquences sur la population traditionnelle. Cela a entre autres été illustré par les propos de Catherine, qui évoque l'abandon du quartier et de ses populations à la suite de la désindustrialisation. Toutes les personnes impliquées dans le Bâtiment 7 avec lesquelles je me suis entretenue ont discuté en profondeur de l'histoire de Pointe-Saint-Charles et de la volonté que le projet s'inscrive dans l'histoire industrielle du quartier, notamment en mettant en valeur le travail manuel et l'aspect historique de l'espace. En outre, leur engagement témoigne d'un sentiment d'attachement au quartier. À travers cet attachement, nous percevons de prime abord un lieu de rencontre potentiel entre les deux populations étudiées. Toutefois, plusieurs pratiques reliées aux volontés de rendre hommage à cette histoire et aux populations qui l'ont constituée contribue également à l'exclusion symbolique de la population traditionnelle. À l'aide des exemples suivants, nous verrons que malgré la connaissance théorique de l'histoire que démontrent les personnes impliquées au Bâtiment 7 et les efforts de reconnaissance qu'elles déploient, les personnes issues de la population traditionnelle ne sentent pas que le lieu s'adresse à elles et que les arrangements sociaux mettent en lumière l'inégalité entre les groupes.

Un exemple de cette volonté de représentation de la population traditionnelle par la valorisation de l'histoire réside dans les travaux de rénovation de la deuxième phase du Bâtiment 7, développée au courant du terrain de recherche. Une visite guidée, durant l'inauguration de ce volet à l'occasion du sixième anniversaire du B7, permettait de découvrir les nouveaux projets et espaces. Tel que mentionné dans le chapitre précédent, le lieu a été présenté comme une « courroie de transmission entre les luttes passées et à venir » et ce, dans une volonté de s'inscrire dans l'histoire. Les lieux, fraîchement rénovés, ont été inspirés de l'apparence originale du bâtiment : poutres et cadres de porte en bois, carreaux en aluminium dans les fenêtres et tuyaux de ventilation en métal visibles étaient constitués de matériaux neufs dans le but de reproduire l'aspect industriel. Le second exemple réside dans les panneaux d'informations installés à l'entrée du Bâtiment 7 afin de reconnaître et de valoriser l'histoire industrielle du quartier. Dans un désir de partager aux personnes qui visitent le lieu sans en connaître l'origine et la symbolique, on peut y lire l'historique

du lieu dans son histoire ouvrière et la manière dont l'espace a été transformé (voir figure 5.1). Un troisième exemple est celui de la valorisation du travail manuel traditionnellement associé au milieu ouvrier, dans l'optique de s' « enracin[er] dans le milieu qui l'a fait naître » (Bâtiment 7, s.d), à travers des ateliers de mécanique automobile, de soudure et de menuiserie, par exemple. Cette mise à l'avant du travail manuel se trouve également dans un des projets locataires du Bâtiment 7, le Recyborg, visant à revaloriser ou recycler des objets usagés (Recyborg, s. d.). Lors des entretiens semi-dirigés, il a été mentionné à plus d'une reprise que cet accent mis sur le travail manuel est l'une des manières de s'inscrire dans l'histoire industrielle du quartier, comme l'a mentionné Roseline, en parlant de la mission du Bâtiment 7 : « Continuer la vocation manuelle, justement historique du bâtiment, d'apprendre à réparer des choses à développer de l'autonomie individuelle, plus collective ».

Figure 5.1 Panneau d'information sur l'histoire du Bâtiment 7



Image libre de droits

Ces trois exemples démontrent que l'histoire industrielle de Pointe-Saint-Charles est utilisée par les personnes impliquées dans le Bâtiment 7 afin de valoriser les pratiques qui y sont déployées. Toutefois, celles-ci n'impliquent pas nécessairement de réel rapport social ni d'échange avec la population traditionnelle. D'abord, la reproduction de l'apparence industrielle du lieu n'est pas

garante d'une représentativité de la population traditionnelle ni des luttes ouvrières passées, contrairement au message énoncé lors de la visite guidée qui marquait l'inauguration de la deuxième phase du Bâtiment 7. Rappelons d'ailleurs qu'aucunE des participantEs à cette visite ne provenait du quartier : nous y voyons déjà, au sein même de cette activité, un processus d'évitement qui témoigne du sentiment de non-représentativité en ces nouveaux projets de la part de la population traditionnelle. Ensuite, l'installation de panneaux informatifs sur l'historique industriel du quartier et du Bâtiment 7 ne montre pas une implication ni un espace d'ouverture pour la population traditionnelle. En contrepartie, cette initiative qui vise à informer et à sensibiliser des visiteurs est éloquente quant au fait que le lieu s'adresse notamment à une population qui provient de l'extérieur de Pointe-Saint-Charles plutôt qu'à la population traditionnelle, qui, déjà bien au fait de l'histoire du quartier, n'a pas besoin de consulter des panneaux instructifs pour être sensibilisée aux transformations qu'a subi l'espace.

La valorisation du travail manuel, quant à elle, peut bel et bien correspondre aux besoins de la population traditionnelle, si elle est appréhendée dans son essence. Toutefois, la barrière d'accès se situe dans l'exigence des mécanismes qui permettent de s'impliquer dans les ateliers à vocation manuelle. J'aborderai plus loin les aspects qui mènent au sentiment de dépossession et à l'exclusion sociale dans le processus spécifique d'implication requis par le fonctionnement des ateliers. Il me semble toutefois important de souligner ici que la mise en valeur du travail manuel est effectuée sous l'angle alternatif du Bâtiment 7, dans une optique de créer un lieu d'expérimentation, dont les personnes de la population traditionnelle se sentent éloignées. En effet, l'utilisation des ateliers ne se limite pas à l'accès à des outils, à des matériaux et à des espaces de réparation, comme Gérard l'aurait souhaité lorsqu'il avait simplement besoin de souder une pièce. L'utilisation des ateliers (mécanique, vélo, menuiserie, par exemple) se fait selon des modalités d'autonomie et d'autogestion qui impliquent de participer à « un moteur de transformation culturelle, sociale, politique, économique et environnementale » (Bâtiment 7, s.d) puisqu'ils visent un éloignement du modèle traditionnel de consommation de services et qu'il sous-entendent un certain engagement à cette vision de *faire soi-même*.

Plus encore, ces exemples d'initiatives sont représentatifs du changement du quartier dans lequel s'inscrit le Bâtiment 7, car la valorisation par la commémoration de l'histoire de l'espace signifie que « les caractéristiques matérielles, fonctionnelles ou symboliques qui en faisaient pour beaucoup

des lieux de ressources, d'attachements ou d'identifications s'effritent voire disparaissent » (Van Criekingen, 2021b, p. 145). À cet égard, une incompatibilité est ressentie par la population traditionnelle entre leur vécu et les pratiques du Bâtiment 7 visant à les représenter. Cet écart est ressorti de manière flagrante lors des entretiens par conversation. Les discussions que j'ai eues avec les résidentEs traditionnellEs étaient riches en ce qui a trait aux changements que le quartier a connus, à l'histoire de celui-ci et au parcours individuel des personnes rencontrées qui était rattaché au mode de vie ouvrier. Or, lorsque j'abordais le sujet du Bâtiment 7, la discussion était brève et les personnes rencontrées avaient peu de choses à dire. Cela suggère qu'elles ne sentent pas de continuité de leur vision du quartier, de sentiment d'appartenance ni de représentation en ce lieu.

Bien que ces initiatives s'inscrivent dans la vision et dans les valeurs du Bâtiment 7, voulant que le projet soit centré sur l'histoire ouvrière de Pointe-Saint-Charles, comme l'ont mentionné les personnes impliquées, elles contribuent également à l'attractivité du B7 comme un lieu à visiter dans le quartier et dans la ville en raison du détachement du modèle traditionnel. Cet aspect attractif rappelle le changement dans les modes de vie reliés aux quartiers et à la ville depuis la mondialisation, puisque la vie quotidienne s'effectue dorénavant davantage à l'extérieur des quartiers de résidence (Authier *et al.*, 2007 ; Grafmeyer et Authier, 2019 ; Sénécal *et al.*, 2009). Effectivement, le Bâtiment 7 peut être davantage accessible aux personnes provenant de l'extérieur du quartier, ayant de plus grandes ressources de mobilité et de capital symbolique, qu'aux personnes appartenant à la population traditionnelle qui demeurent dans des portions plus éloignées du quartier et dont les ressources sont plus limitées. En ce sens, l'appropriation symbolique de l'histoire industrielle au bénéfice du Bâtiment 7 rappelle la revitalisation et la « touristification » des quartiers gentrifiés (Bélanger et Lapointe, 2021, p. 19), contribuant à l'exclusion symbolique de la population traditionnelle.

Ces pratiques contribuent donc à la mise en valeur d'un lieu patrimonial et à son caractère attractif dans le quartier, mais elles ont une incidence sur le sentiment d'attachement de la population traditionnelle (Shaw et Hagemans, 2015). Cela n'est pas sans rappeler les conséquences que peuvent avoir les politiques d'urbanisme en matière d'exclusion (Shaw et Hagemans, 2015) et de création de hiérarchies symboliques (Bourdieu, 1984). En effet, les pratiques alternatives valorisées par le Bâtiment 7 participent à l'exclusion de la population traditionnelle par l'effacement et la perturbation de « leur culture locale, leur histoire de vie, leur accès aux services qui leur sont

familiers » (Lavoie *et al.*, 2012, p. 62). La perte de ces repères, qui entre en contradiction avec la vision que les personnes de la population traditionnelle se font du quartier, contribue ainsi à un rapport de force avec les personnes impliquées dans le Bâtiment 7. Cela dit, ce rapport de force s'effectue de manière subtile : puisque ces initiatives de valorisation, que ce soit par le biais de panneaux ou de mise à l'avant du travail manuel, peuvent donner une impression de reconnaissance et d'implication de la population traditionnelle, les personnes qui gravitent autour du Bâtiment 7 se sentent plus légitimes de poursuivre leurs activités sans tenir compte des réels besoins et aspirations de cette population.

Cette relation de pouvoir est intimement liée au partage inégal des ressources (Fusulier et Marquis, 2010 ; Remy *et al.*, 2020). Les personnes impliquées au Bâtiment 7, ayant davantage de ressources (économiques, culturelles, sociales) et de notoriété peuvent utiliser les initiatives qui visent à reconnaître le passé industriel du quartier pour donner une impression d'inclusivité, tout en valorisant des pratiques alternatives qui n'incluent pas, dans les faits, toutes les populations et qui ne répondent pas à la vision de services de proximité de la population traditionnelle. Tel que nommé par une participante à l'assemblée publique qui se tenait à l'écart des activités de réflexion sur le développement du Bâtiment 7 et son ancrage dans le quartier, les résidentEs de la population traditionnelle ne souhaitent pas de représentations théoriques ni philosophiques de leur groupe social : elles cherchent à participer à des activités qui ont du sens pour elles, soit des rassemblements sociaux, festifs et alimentaires, dans lesquelles elles se sentiraient davantage représentées. Nous voyons donc que le lieu théorique de rencontre potentiel précédemment évoqué devient un lieu de confrontation puisque les visions sont divergentes : la volonté d'apaiser ce conflit par des pratiques de valorisation de l'histoire industrielle a pour effet de faire ressortir les inégalités. C'est pour pallier les inégalités d'accès que sont déployés des dispositifs d'illusion de représentation de la population traditionnelle, dans une optique de régulation de ce conflit. Ce faisant, elles perpétuent la vision que leurs pratiques sont salvatrices et que le conflit doit être éliminé afin d'atténuer les écarts sociaux. Elles se positionnent donc de manière supérieure aux personnes appartenant à la population traditionnelle. Cela met ainsi en lumière l'inéquation entre les pratiques visant à inclure la population traditionnelle et les aspirations de celle-ci.

À travers ces visions divergentes, nous constatons un conflit d'intérêts et de valeurs, inhérent aux transactions sociales (Remy, 2020). Les intérêts et les valeurs des personnes impliquées au

Bâtiment 7 se traduit par les stratégies d'appropriation symbolique de l'histoire qui visent à la fois à attirer des populations variées – notamment des personnes ayant des profils qui ressemblent aux leurs – et à la fois à produire de la nouveauté à partir de l'histoire ouvrière de la population traditionnelle en créant un modèle de lieu de rencontre alternatif. Les intérêts et les valeurs de la population traditionnelle se traduisent par la volonté de conserver leur histoire et leurs repères en fréquentant des lieux qui leur ressemblent, par exemple en participant à des activités ayant un fonctionnement simple et à des services de proximité plus classiques. La réappropriation de leur histoire par un espace militant ne correspond donc pas à leur vision d'un lieu d'implication potentiel et contribue à rendre le lieu inhabitable pour elles.

À travers les conflits de valeurs et d'intérêts précédemment mentionnés, la transaction sociale a lieu. Rappelons que le conflit est nécessaire pour trouver des compromis, lesquels permettent de poursuivre provisoirement la « cohabitation des contraires » (Blanc, 2009, p. 27-28), jusqu'à ce que de nouveaux produits transactionnels se profilent (Blanc, 2009 ; Fusulier et Marquis, 2010 ; Gibout *et al.*, 2009). Cet arrangement implicite et diffus s'opère puisqu'il y a « impossibilité d'entamer une négociation explicite » (Remy *et al.*, 2005, p. 84). La différence des ressources disponibles contribue à cette impossibilité de négociation explicite. Ici, l'instauration de cet arrangement tacite passe, entre autres, par l'élément d'imposition, qui se présente dans les cas où le conflit ne se résout pas et qu'une décision doit être prise (Blanc dans Gibout, 2009). L'imposition se traduit par l'illusion de l'inclusion la population traditionnelle, tout en perpétuant des pratiques qui correspondent davantage aux valeurs des militantEs impliquées au Bâtiment 7, lesquelles contribuent plutôt à l'effacement et à l'exclusion symbolique de la population traditionnelle.

Le produit transactionnel se situe donc dans le maintien de l'utilisation de l'espace de manière inégale. Malgré les tentatives d'apaisement du conflit et les tentatives de rapprochement par des processus de pacification visant l'inclusion de la population traditionnelle par les personnes impliquées au B7, le phénomène inverse se produit : les différences sociales sont plutôt mises en relief et donnent lieu à des tensions. Ces tensions se remarquent dans le type de fréquentation du Bâtiment 7 par la population traditionnelle, puisque celle-ci continue de participer à certaines activités sans pour autant adhérer aux initiatives rattachées aux aspects philosophiques, dont celles visant à valoriser le passé industriel. Par le fait même, elles utilisent l'espace selon leurs capacités et ressources, sans nécessairement se sentir à leur place, ce qui accentue les écarts entre les groupes,

tel que nous le verrons plus loin. Cette utilisation de l'espace se fait également selon les possibilités, puisque les activités ne sont pas toutes accessibles, ce qui accentue l'inégalité entre les groupes qui fréquentent le Bâtiment 7. J'y reviendrai lorsque j'aborderai la distance sociale entre les populations qui sont réunies dans un même lieu (section 5.2). Cet arrangement convient aux personnes impliquées dans le Bâtiment 7 puisqu'un certain niveau de participation de la population traditionnelle est atteint, ce qui contribue à leur impression de mettre en place des pratiques d'inclusion. Par ailleurs, quelques initiatives réfléchies par les personnes impliquées au Bâtiment 7, comme celle d'aller à la rencontre des populations les plus marginalisées dans les organismes qu'elles fréquentent déjà afin de les consulter sur les activités à offrir, visent à un rapprochement. C'est, par exemple, par ce biais que Johanne a connu le Bâtiment 7. Si cette pratique ne rapproche pas automatiquement les groupes et n'élimine pas les écarts en définitive, elle permet de réduire la tension (Blanc, 2009). Dans le contexte, la population traditionnelle ne souhaite pas utiliser davantage l'espace puisqu'elle ne se sent pas représentée. L'arrangement tacite permet donc aux populations de coexister à travers les tensions et malgré les processus d'exclusion sociale. Cet arrangement pourrait toutefois se redéfinir si le compromis ne convient plus et si le conflit devient indépassable, pouvant mener la population traditionnelle à quitter les lieux (Remy, 2016).

Nous constatons donc que les initiatives qui visent les rapprochements n'ont pas pour effet de supprimer les pratiques qui contribuent à l'exclusion sociale de la population traditionnelle. L'illusion de la représentation de la population traditionnelle accentue les écarts et contribue au sentiment de dépossession : les pratiques aux prétentions salvatrices ont pour effet de limiter la participation de la population traditionnelle à la construction des rapports sociaux. Leur manière d'utiliser l'espace s'effectue donc dans la distanciation et la différenciation des personnes impliquées au Bâtiment 7. En ce sens, les personnes appartenant à la population traditionnelle qui font le choix de fréquenter le Bâtiment 7 sélectionnent leur niveau d'adhésion ainsi que les activités auxquelles elles participent, en sachant que le lieu ne correspond pas en tout point à l'image qu'elles se font d'un espace de socialisation idéal. Ce choix est notamment effectué en raison de la quantité insuffisante de ressources pouvant répondre aux besoins de la population traditionnelle sur le territoire de Pointe-Saint-Charles et des possibilités limitées de celle-ci. Il s'agit alors d'un « choix en situation », permettant aux individus de s'approprier l'espace selon leurs capacités tout en sachant que le contexte permet des décisions restreintes (Grafmeyer et Authier, 2019, p. 273).

Selon la perspective des transactions sociales, même lorsqu'un des partenaires est davantage « dominé » dans une situation, il peut tirer parti pris des possibilités qui lui sont offertes et ce, même lorsqu'elles sont limitées, comme c'est le cas pour la population traditionnelle dans le cadre de sa fréquentation au Bâtiment 7 (Remy, 2020, p. 158). Les tensions que j'ai exposées illustrent donc le rapprochement entre les aspirations et la liberté de l'acteur tout en tenant compte des contraintes imposées par le système (Gibout *et al.*, 2009). Cela fait état de l'appropriation de l'espace selon les aspirations (Chombart de Lauwe, 1979) et selon signification que s'en donnent les acteurs (Blumer, 1969 ; Touraine, 1973). Les individus choisissent effectivement des activités spécifiques qui y sont offertes et qui se rapprochent de la représentation qu'ils se font du quartier, c'est-à-dire celles de s'alimenter et d'être en lien de manières accessibles économiquement et socialement, lesquelles offrent des opportunités, comme celle d'accéder à de la nourriture abordable dans un contexte festif. Cependant, la participation à ces activités ne représente pas nécessairement un sentiment d'appartenance dans le Bâtiment 7 de manière générale. En raison des idéologies et de la philosophie alternative dans laquelle s'inscrivent les activités, constituant des contraintes, les interactions qui y ont lieu sont impactées. Les opportunités sont donc circonscrites dans des cadres plus larges, soit ceux imposés par la vision du Bâtiment 7. (Remy, 1997 dans Remy *et al.*, 2005).

5.1.3 Complexité dans les ateliers et dans le fonctionnement du Bâtiment 7 et désertion des espaces

De manière plus large, les modes de gestion choisis au Bâtiment 7 contribuent au sentiment de dépossession et à l'exclusion symbolique de la population traditionnelle : nous avons vu, par l'explication du fonctionnement du B7 décrit par Mylène, que le système sociocratique qui y est implanté implique une imbrication de plusieurs volets par le biais de cercles. Le fonctionnement des ateliers (réparation de vélos, céramique, impression numérique, menuiserie, mécanique, chambre noire et studio de photo) est un autre exemple de cette complexité. Tel que nous l'avons exploré dans la dernière section, les ateliers du Bâtiment 7, tout comme d'autres projets qui y sont situés, ont été déployés, selon Mylène, pour faire écho à l'aspect ouvrier du quartier et aux populations traditionnelles :

On va travailler avec nos mains, on va aller vers les besoins les plus essentiels [...] La bouffe le manger, le boire puis les vélos. Les chars. Les affaires de base, t'sais. [...] Tu

sais les populations traditionnelles qui sont aujourd'hui souvent les plus vulnérables, mais qui sont toutes des descendants d'ouvriers où sont toutes des gens qui sont des ouvriers. Donc on essaie de s'inscrire là-dedans.

On y voit le désir de « compromis de coexistence » (Remy, 2016, p. 6) qui y est recherché en raison du souhait de répondre aux besoins essentiels et de proximité, puisque ces désirs sont également partagés par la population traditionnelle, en cohérence avec sa perception du quartier. Or, ces visions se manifestent différemment puisque les conceptions des services de proximité ne sont pas les mêmes selon le groupe. Pour les personnes impliquées au Bâtiment 7, ces services impliquent une participation citoyenne et politique qui accentue leur sentiment d'appartenance. Pour la population traditionnelle, les services de proximité sont des moyens directs pour répondre à leurs besoins et aspirations, sans nécessiter un engagement supplémentaire. Dès lors, des conflits de valeurs sont mis en lumière.

L'utilisation des ateliers ne se résume pas à la réparation et au travail manuel ni à la réponse directe aux besoins essentiels. Leur utilisation concrète requiert l'adhésion à une des catégories de membres présentée au chapitre précédent, déployée selon des échelons. Je rappellerai ici que trois catégories de membres, auxquels correspondent des frais d'adhésion différents, sont en place et comportent des droits et de devoirs cumulatifs, selon le grade choisi. De plus, un tarif plus élevé, dit solidaire, est offert aux personnes qui ont davantage de moyens financiers. Cette échelle a été créée pour donner, théoriquement, la possibilité à toutes et à tous de participer, selon leurs moyens et leurs capacités. Toutefois, il faut un certain niveau de littératie et d'implication au Bâtiment 7, d'abord pour comprendre l'échelle et les différences entre les catégories de membres, mais également pour en faire partie. Les catégories de membres les moins onéreuses, donc réfléchies pour donner théoriquement accès aux populations les plus vulnérables, incluant la population traditionnelle, requièrent une grande implication au niveau administratif. Les tâches qui sont reliées à la gestion de plage-horaire et la réponse aux courriels nécessitent des ressources, notamment au niveau de la littératie alphabétique et numérique, qui ne sont pas disponibles à toutes et à tous. Adhérer à la première catégorie d'utilisateur (utilisateur·ice) ne requiert pas la même implication et les devoirs qui y sont associés ne représentent pas la même charge, mais le tarif est plus élevé.

En outre, même si les ateliers sont issus du projet principal et de la vision initiale du Bâtiment 7, les résultats présentés illustrent que les personnes de la population traditionnelle associent

davantage le lieu à des activités alimentaires qu'à un espace pour déployer leurs aptitudes manuelles. À cet effet, il a été exposé au chapitre précédent que les seules personnes de la population traditionnelle que j'ai rencontrées et qui ont mentionné la dimension des sept ateliers au Bâtiment 7, ont mis l'accent sur la difficulté d'accès de l'atelier de menuiserie et de soudure, notamment au niveau économique. De plus, une des barrières à l'entrée du Bâtiment 7 qui a été soulevée par la population traditionnelle relève des coûts élevés des activités et des services, lesquels contribuent à l'exclusion symbolique des populations ayant moins de ressources financières (Shaw et Hagemans, 2015). Ces éléments sont éloquentes quant au fait qu'elles se sentent dépossédées d'un espace que l'on imagine accessible à tous et à toutes.

Pour les personnes impliquées au Bâtiment 7, universitaires et issues de mouvances politiques autogérées, ces pratiques d'échelle tarifaire et de gradation de l'implication sont plus accessibles et sont imbriquées dans leurs cultures. Pour la population traditionnelle étant moins scolarisée, dont le niveau de littératie est moins élevé et dont les ressources disponibles sont différentes, ce fonctionnement contribue à une forme d'exclusion symbolique : ce type de changement et de nouveauté contribue à un sentiment de déplacement et ce, même si un déplacement physique n'a pas lieu (Shaw et Hagemans, 2015). Par ailleurs, ces pratiques alternatives contribuent à associer le Bâtiment 7 à un nouveau lieu ayant des pratiques artisanales, indépendantes et de nouvelle vague. La population traditionnelle rencontrée dans le cadre de cette recherche a mentionné ne pas se sentir bien dans de tels lieux, cherchant parfois même à les éviter. Ainsi, l'utilisation des ateliers est beaucoup moins accessible pour la population traditionnelle que pour les personnes impliquées au Bâtiment 7. Bien qu'on promette un lieu pour *faire soi-même*, la réparation d'un vélo ou la soudure d'une pièce implique bien plus que l'action de réparer ou de travailler de ses mains; ces activités impliquent également la participation à la gestion d'un atelier. C'est à ce niveau que s'opère la dépossession : la complexité du fonctionnement enlève la possibilité d'accéder à une activité, qui pourrait pourtant théoriquement répondre aux besoins. En effet, les dispositifs de dépossession qui résultent en un lieu inhabitable se traduisent notamment par l'envoi de messages diffus qui remettent en cause la présence des résidentEs traditionnellEs en leur faisant sentir une pression de conformité, en comparaison à d'autres populations à qui les nouveaux lieux s'adressent davantage (Van Criekingén, 2021b). Il n'y a pas d'ajustement réciproque (Servais, 2013) entre les groupes puisque les personnes de la population traditionnelle n'ont pas l'occasion ni la possibilité

d'exprimer les besoins d'ajustements, ce qui donne lieu à l'imposition d'une manière de fonctionner qui a été réfléchi sans l'apport de cette population.

Cette différence dans l'accessibilité illustre une fois de plus les relations de pouvoir reliées aux ressources et aux capacités inégales que l'on retrouve dans les transactions sociales (Fusulier et Marquis, 2010 ; Remy *et al.*, 2020). Les personnes impliquées dans le Bâtiment 7 sont ici avantagées par la possibilité d'accéder à la 3^e catégorie d'utilisateur (membre des ateliers). En plus des devoirs, elles ont accès à davantage de droits et de privilèges tels que le droit de vote au comité des ateliers, la participation aux décisions de gestion et l'accès à être un membre décisionnel dans l'une des assemblées constitutives du Bâtiment 7. Par le fait même, la population traditionnelle se trouve désavantagée car la nature des ressources dont elle dispose ne correspond pas à celles qui sont requises pour prendre part aux décisions et pour participer à la vie démocratique. Ce mécanisme révèle la reproduction des structures déjà en place (Blanc, 2009 ; Gibout *et al.*, 2009 ; Remy *et al.*, 1978), qui contribue à l'entre-soi dans la production de l'espace lorsqu'il s'agit des ateliers du Bâtiment 7. Alors qu'en théorie, les ateliers se veulent ouverts à tous et toutes, leur fonctionnement est imaginé et mis sur pied en fonction des personnes qui y participent déjà. La complexité des modalités pour accéder aux ateliers, et au Bâtiment 7 de manière plus large, participe à un certain aspect hermétique de leur utilisation, de sorte que la population traditionnelle se sente exclue et non représentée à travers ces pratiques. À ce sujet, il est évocateur que les résidentEs traditionnellEs demeurant au nord du quartier voient le Bâtiment 7 comme étant destiné aux personnes du sud et qu'en contrepartie, plusieurs personnes de la population traditionnelle du sud du quartier mentionnent ne pas fréquenter le Bâtiment 7, malgré sa proximité. Cela peut également se traduire par le fait que les personnes rencontrées ont clairement énoncé que le Bâtiment 7 n'était pas pour elles (Kocsis, 2025), pour diverses raisons reliées à une différence sociale (politique, géographique, socioéconomique, culturelle).

Selon le paradigme des transactions sociales, la vie sociale est « une confrontation d'une pluralité d'acteurs en relation partiellement conflictuelle et en négociation pour déterminer des zones d'accord en fonction de leur capacité de pression respective » (Remy *et al.*, 1978, p. 89). Or, ici, la capacité de pression de la population traditionnelle ne peut se traduire par un type de participation aux ateliers et à la vie associative puisqu'elles se voient exclues de ces composantes du Bâtiment 7. Elle se traduit donc par la désertion de ces lieux, laquelle constitue une manière de transmettre le

message que ces espaces ne sont pas réfléchis pour la population traditionnelle. Selon Remy, « le métissage entre la négociation et l'échange peut se faire sur le mode de la négociation implicite » (Remy, 2020, p. 154) et se manifeste par des attitudes et gestes quotidiens. Cette désertion des espaces constitue une stratégie de négociation implicite, rendue possible grâce à la capacité de pression dont dispose la population traditionnelle. Il s'agit d'un moyen de communiquer que les ateliers du Bâtiment 7 et que le mode démocratique sont des vecteurs d'exclusion au même titre que les commerces qu'elle refusent de fréquenter lorsqu'elle ne se sentent pas chez elles. Cette interaction, qui passe par l'évitement, vise à signifier que les zones d'accords potentiels dans lesquelles les personnes appartenant à ce groupe populationnel seraient réellement représentées et impliquées, en tenant en compte de la nature des ressources dont elles disposent, ne se trouvent pas dans les pratiques des ateliers et des modes décisionnels implantés au B7. Nous verrons prochainement que certains espaces sociaux créés par le Bâtiment 7 sont pensés afin que les groupes se côtoient davantage, mais que malgré cette proximité, la distance sociale nuit à un réel rapprochement. D'abord, nous explorerons la manière dont cette proximité distante se manifeste au sein du quartier.

5.2 Proximité et distance

Je rappellerai ici que, sur le territoire de Pointe-Saint-Charles, notamment en raison du taux plus élevé de logements sociaux, un certain pourcentage de la population plus précarisée économiquement demeure dans le quartier, même si des politiques et des processus de gentrification ont lieu. Il n'en demeure pas moins qu'avec les changements socioéconomiques et culturels, on assiste à une grande disparité entre les populations, sans pour autant que des rapprochements sociaux aient lieu. C'est ce que je qualifierais, suivant les sociologues Chamboredon et Lemaire, de distance sociale dans la proximité spatiale (Chamboredon et Lemaire, 1970), expression que j'utiliserai dans les prochaines sections afin d'expliquer les rapports observés.

Dans leur étude sur les grands ensembles – ces quartiers français regroupant un nombre élevé de logements rapprochés (privés ou sociaux) dans lesquels demeurent des populations hétérogènes, reflétant globalement la démographie française (Chamboredon et Lemaire, 1970) – Chamboredon et Lemaire s'intéressent aux effets de la proximité physique que la structure amène sur les

interactions. La mise en place et la création des grands ensembles avait, à l'origine, l'objectif avoué de faire cohabiter des populations différentes qui étaient autrefois géographiquement divisées (Avenel, 2005). Étant donné que les populations des grands ensembles sont concentrées en un espace défini, les études les concernant s'intéressent souvent à ce que représente la masse ou la moyenne des habitantEs. Toutefois, Chamboredon et Lemaire s'intéressent davantage aux divisions sociales qui ressortent de cette proximité spatiale, laquelle est d'ailleurs présentée comme un rapprochement artificiel puisque malgré la proximité physique, une distance est ressentie au sein des groupes populationnels qui y habitent (Chamboredon et Lemaire, 1970). Rappelons qu'à la base, les quartiers ont été créés pour organiser la ville et qu'ils organisent, par ricochet, les relations qui s'y développent (Grafmeyer et Authier, 2019). De plus, ils sont désormais perçus davantage comme des espaces délimités administrativement, servant notamment les politiques publiques (Grafmeyer et Authier, 2019 ; Sénécal *et al.*, 2009). Le souhait de provoquer une cohabitation entre les populations mieux nanties et plus démunies constitue une « politique civilisatrice » (Chamboredon et Lemaire, 1970, p. 16) qui sous-entend que les personnes issues de la classe ouvrière, ou de tout autre groupe social moins nanti en capitaux, aspirent naturellement à se fondre dans la masse. Ces arrangements de cohabitation sous-entendent également que de rapprocher physiquement ces groupes contribuerait automatiquement à « l'ascension sociale » des moins favoriséEs (Chamboredon et Lemaire, 1970, p. 15-16). Ces politiques font toutefois fi des différences culturelles des groupes avant (et pendant) la coexistence, de leurs désirs, de leur autodétermination et ne tiennent pas compte des possibilités issues des ressources dont les individus disposent.

Dans les quartiers et dans les villes en gentrification, incluant Montréal, des discours foisonnants portent sur le terme de la mixité sociale (Avenel, 2005 ; Charbonneau et Mallon, 2016 ; Maltais et Bélanger, 2021 ; Ville de Montréal, s. d.-b). Cette expression est souvent utilisée au niveau d'orientations politiques municipales sous le couvert d'une volonté de rapprochement des populations afin de moyenniser la ville et de créer un équilibre sociodémographique (Charbonneau et Mallon, 2016). Mais bien qu'on remarque des populations hétérogènes en ces lieux, la mixité, renvoyant au métissage et au mélange, n'est pas observée au sens propre du terme. Un des exemples éloquent illustrant cette non-mixité à Pointe-Saint-Charles est celui de la bibliothèque du quartier, décrite par deux personnes avec lesquelles je me suis entretenue comme l'un des rares lieux

rassemblant à la fois la population traditionnelle et la population gravitant autour du Bâtiment 7. Bien que l'espace physique puisse regrouper plusieurs populations et une hétérogénéité de profils, les bibliothèques constituent un lieu dans lequel les personnes qui le fréquentent doivent habituellement rester silencieuses et donc où les interactions sont limitées. De ce fait, il ne s'agit pas d'un réel lieu de rassemblement et encore moins d'un lieu de rapprochement. D'autres espaces et événements réunissent ces deux populations : les fêtes de quartier, les tavernes et l'arène ont été nommés comme exemples. Pourtant, loin d'assister à un mélange, on remarque davantage une coprésence entre groupes qui ne sont pas nécessairement ensemble (Charbonneau et Mallon, 2016). C'est pour cette raison que dans le cadre de cette recherche, le terme de coexistence est privilégié par rapport à celui de mixité. Le fait que les personnes impliquées au Bâtiment 7 mentionnent que ces lieux sont rassembleurs pour des populations hétérogènes indique que leur vision de la mixité ne correspond pas entièrement à une réelle intégration.

Somme toute, l'expression de mixité sociale n'est pas choisie au hasard par les instances qui la promeuvent : au-delà d'une moyennisation chiffrée, les politiques visent à créer une cohésion sociale par le biais de certains paramètres comme « des valeurs communes et une culture civique; l'ordre et le contrôle social; la solidarité sociale et la réduction des disparités de richesse; les réseaux sociaux et le capital social et l'appartenance et l'identité territoriale » (Kearns et Forrest, 2000, p. 996) [ma traduction]. Tout comme pour les quartiers « up-and-coming » (Atkinson et Wulff, 2009, p. 8), soit des quartiers ayant un potentiel économique plus grand suite à la revitalisation, ces politiques visent un « rapprochement des conditions de vie et à une homogénéisation des différents groupes » (Chamboredon et Lemaire, 1970, p. 23). Seulement, plutôt que d'inspirer les individus ayant des moyens économiques plus bas à élever leur position sociale ou à aspirer à une vie meilleure, ces procédés de faux rapprochements ont plutôt tendance à faire ressortir les différences et à marquer les divisions. Ces politiques, sous le couvert de l'amélioration des espaces et de l'atteinte d'un idéal de cohabitation, contribuent plutôt au processus de gentrification (Clerval et Van Criekingen, 2022). Par ailleurs, puisque les revenus des arrondissements et des quartiers peuvent s'en trouver augmentés, l'objectif est celui d'atteindre une moyenne économique plus uniforme dans l'ensemble de la ville, au lieu de miser sur les liens sociaux satisfaisants comme ont pu le faire les quartiers de manière traditionnelle (Ramadier, 2007).

Nous avons précédemment établi que la tendance remarquée est celle de l'occupation différente de l'espace et des lieux par les groupes populationnels de Pointe-Saint-Charles. Les nouveaux commerces sont évités et les endroits publics moins fréquentés par les personnes issues de la population traditionnelle, donnant une impression de relégation aux lieux privés :

le rapprochement avec des catégories que l'on ne souhaite pas toujours fréquenter, la faiblesse générale de l'intégration due à l'hétérogénéité de la population favorisent le resserrement de la vie familiale autour du foyer et des loisirs consommés dans l'intimité familiale (Chamboredon et Lemaire, 1970, p. 22).

Le peu d'interactions observées entre les nouvelles populations et la population traditionnelle démontrent que bien qu'installées sur un même territoire, les groupes populationnels existent en parallèle, sans dialogue ou mixité évidente.

Par ailleurs, la distance sociale se manifeste aussi au niveau du chevauchement des définitions et des perceptions du quartier auxquelles nous assistons, tel qu'établies au second chapitre. Puisqu'une différence est présente dans les représentations des quartiers selon les populations, les stratégies d'appropriation de l'espace diffèrent selon ces points de vue et les interactions en sont forcément impactées. Pour la population traditionnelle, le quartier représente un lieu de vie et un point de repère qui organise le quotidien. L'utilisation des espaces est effectuée en ce sens : il s'agit d'espaces familiers qui sont investis comme une extension de leur foyer. Pour les nouvelles populations, il s'agit plus souvent d'un « espace de services » (Sénécal *et al.*, 2009, p. 209) investi de manière plus impersonnelle, modifiant ainsi les modes relationnels dans les quartiers selon ce style de vie. Cela peut contribuer à ce que les résidentEs de la population traditionnelle questionnent leur droit d'y vivre tels qu'ils et elles sont (Shaw et Hagemans, 2015).

5.2.1 Rapprochement artificiel et distance sociale au Bâtiment 7

Les données recueillies dans le cadre de cette recherche démontrent que les interactions ayant lieu au sein du Bâtiment 7 sont constituées de certaines spécificités qui diffèrent de celles observées dans le quartier. En effet, contrairement aux politiques municipales de mixité sociale qui visent l'ascension sociale des personnes les plus marginalisées et qui visent nommément à combattre la ségrégation, le Bâtiment 7 n'a pas d'objectif d'annuler les différences sociales entre les groupes. Au contraire, l'intention est davantage de créer des espaces qui tiennent compte de ces réalités.

Pensons notamment à la réflexion qui est faite par les personnes impliquées au Bâtiment 7 quant à l'inclusivité de la population traditionnelle et des autres populations marginalisées et des activités qui s'adressent davantage à celles-ci, comme le frigo communautaire et les bouffes populaires. À ce sujet, trois personnes y étant impliquées ont mentionné que le Bâtiment 7 pouvait constituer un de ces rares espaces dans lequel les différentes populations pouvaient se rencontrer, tel que l'ont montré les exemples du sixième anniversaire du Bâtiment 7 et de l'assemblée publique, que nous reverrons prochainement. Or, bien que les personnes impliquées au Bâtiment 7 ne soient pas animées des mêmes intentions que celles portées par des politiques publiques de mixité sociale, ce sont les effets de distance sociale entre les populations qui peuvent être similaires, tel que nous le verrons.

Si le principe et la vision du mélange des groupes sociaux sont au cœur des valeurs des personnes impliquées dans le Bâtiment 7, la réalité qui s'impose peut différer, tel que mis en évidence par le chapitre précédent. Alors que les personnes appartenant à la population traditionnelle fréquentent le Bâtiment 7 plus sporadiquement lors de rassemblements ou d'activités à vocation alimentaire, les personnes gravitant autour du B7 le fréquentent plus spontanément et de manière régulière. Lors des activités qui impliquent les deux groupes, des écarts sociodémographiques se dévoilent à travers les interactions : les « usages de l'espace et du temps » différenciés font tout autant partie de l'équation lorsqu'on parle de coexistence (Grafmeyer et Authier, 2019, p. 243). La division se fait notamment à travers les interactions, contribuant à cette visibilité des écarts sociaux. C'est par exemple ce qui a été constaté lors du sixième anniversaire alors qu'une distinction entre les groupes s'opérait de manière visible par l'utilisation de l'espace de la population traditionnelle dans les extrémités du terrain, tandis que les militantEs gravitant autour du Bâtiment 7 s'approprièrent davantage les espaces plus communs. Les personnes de la population qui tenaient un kiosque de nourriture étaient également placés à l'écart des kiosques du Bâtiment 7. C'est également ce qui a été constaté lorsqu'un homme souhaitait découvrir ce qui se faisait au Bâtiment 7 en y entrant pour la première fois et que bien que plusieurs personnes étaient présentes sur les lieux, affairées à travailler ou à discuter entre elles, personne n'a été en mesure de lui répondre, ce qui l'a amené à quitter. Les personnes impliquées au Bâtiment 7 ont pourtant témoigné de leur enthousiasme lors d'événements qui attiraient la population traditionnelle, soutenant qu'il s'agissait de lieux de rencontre et ce, en omettant les effets de division qui avaient tout de même

lieu. La distance sociale se fait donc « indépendamment de toute intentionnalité » (Grafmeyer et Authier, 2019, p. 37). Tout comme dans la précédente section, je reprendrai le modèle proposé par Servais (2013) de même que les concepts issus des travaux de Remy (2020), Grafmeyer et Authier (2019), soit notamment les notions d'ajustements, de rapports de force, de négociations, d'échanges, de conflits et de tensions, afin d'analyser les transactions sociales liées à la distance sociale dans la proximité spatiale.

5.2.2 Normes et distances sociales au Bâtiment 7 : arrangements dans la distance spatiale

Au Bâtiment 7, la distance sociale est entre autres remarquée à partir des normes qui y sont instaurées. Si certaines d'entre elles sont explicites, comme le fonctionnement sociocratique, d'autres sont plutôt implicites. Nous constaterons que les transactions sociales résident dans la dominance de la culture présente au Bâtiment 7, contribuant à mettre à distance la population traditionnelle. Les cultures (anarchistes, altermondialistes, militantes de la gauche politique) majoritairement représentées sont portées par les personnes impliquées au Bâtiment 7. En évoquant le désir de mixité entre les populations, tout en étant majoritairement représentées, les personnes impliquées dans le Bâtiment 7 définissent les relations qu'elles privilégient et opèrent des dispositifs qui ont l'effet d'imposer leurs normes, et ce, involontairement (Chamboredon et Lemaire, 1970). En effet,

la proximité spatiale de populations socialement diversifiées semble parfois poursuivre d'autres finalités que la réduction des risques de ségrégation sociale : elle peut aussi être conçue comme un mécanisme favorisant le rapprochement des pratiques et des comportements, ainsi que l'adhésion à des normes communes (Charbonneau et Mallon, 2016, p. 6).

Durant mes observations, ces normes se sont notamment manifestées à travers les activités participatives, telle que l'assemblée publique organisée au Bâtiment 7, dont le déroulement a été détaillé au précédent chapitre. Lorsque ces normes deviennent un point de repère (Bourdieu, 1986) et qu'elles ne sont pas suivies par tous et toutes, des différenciations se produisent et ont des conséquences sur les rapports entre les individus, comme des éloignements sociaux (Chamboredon et Lemaire, 1970).

La comparaison de cette assemblée avec celle organisée par un organisme communautaire (le RIL), se déroulant dans la même semaine, a permis de constater que ce n'est pas l'idée de l'assemblée en soi qui constitue un frein à la participation de la population traditionnelle, mais bien certaines formalités qui y sont adoptées. Même si dans les deux cas, les modes étaient d'emblée similaires (table d'accueil et de présences, disposition des chaises, présentation à l'avant soutenue par des diapositives), la participation de la population traditionnelle était moins favorisée lors de celle tenue par le Bâtiment 7. Durant la portion informative de l'assemblée publique, le Bâtiment 7 a été présenté à partir des valeurs et des principes qui guident les personnes qui y sont impliquées : « autogestion, horizontalisé, cohérence, évolution ». On a également, entre autres, utilisé l'expression de « structure démocratique investie » afin de qualifier le Bâtiment 7. Même si certains projets qui y étaient présentés étaient concrets, comme celui de l'aménagement de la ruelle longeant le Bâtiment 7, ces expressions et mots utilisés relèvent de l'aspect philosophique du Bâtiment 7. Témoignant d'une culture politique spécifique à ses militantEs, ils ont pour effet d'exclure la population traditionnelle et de créer une distance avec les personnes pour lesquelles ce type de langage n'est pas courant. De la même manière, certains protocoles pris pour acquis par les personnes gravitant autour du Bâtiment 7, comme ceux des applaudissements silencieux et de la prise de parole selon un décorum qui n'a pas été établi explicitement durant cette même assemblée, contribuent à cette distance sociale. Nous constatons donc ici des normes tacites qui sont créées à partir de la culture dominante du Bâtiment 7, et qui contribuent à l'arrangement non-dit avec la population traditionnelle. Ces normes renvoient à une certaine attente de conformité, ce qui fait écho aux « ambivalences de la mixité sociale [et aux] attentes implicites de cohésion et d'harmonie sociales qu'elle comprend » (Charbonneau et Mallon, 2016, p. 10). En ce sens, bien que l'un des objectifs du Bâtiment 7 soit celui de réunir les personnes de toutes les classes sociales, sans nier les écarts qui existent, les pratiques ont pour effet de refléter ce que Chamboredon et Lemaire qualifient d'utopie, par la volonté de rapprochement et d'uniformisation des modes de vie (Chamboredon et Lemaire, 1970). Le modèle proposé par le Bâtiment 7 occulte qu'outre les moyens économiques, les aspirations sont liées aux possibilités, et que les accès sont différenciés notamment par les ressources immatérielles dont disposent – ou non – les individus. Dans le cas présent, les groupes n'atteignent pas l'harmonie et la cohésion visée par la mixité sociale puisqu'il y a des lieux de désaccords et de divergences majeures entre les populations.

Du fait de leur caractère non accessible à tous et toutes, l'utilisation de ces protocoles ou de manières de parler issues de cultures académiques et politiques fait ressortir l'inégalité des ressources entre les populations présentes et contribuent aux rapports de force. Ces pratiques témoignent du capital culturel (Bourdieu, 1979) dont sont dotées les personnes impliquées au Bâtiment 7, contribuant ainsi à la gentrification (Maltais et Bélanger, 2021 ; Rose, 1984) par leur mode de vie qui ne correspond pas à celui de la population traditionnelle. C'est à ce niveau que se situent les conflits de valeurs et d'intérêts, puisqu'il y a un déséquilibre dans les manières de participer. Les normes sont génératrices de tensions entre les populations et entre les valeurs promues au Bâtiment 7. D'un côté, lors des événements qui sont techniquement ouverts à tous et toutes, les personnes issues de la population traditionnelle sont invitées à participer et à s'exprimer, mais d'un autre côté, les moyens pour ce faire ne leurs sont pas nécessairement accessibles : à cet effet, j'ai constaté et j'ai illustré que peu de personnes de la population traditionnelle s'étaient exprimées ouvertement lors de l'assemblée populaire.

Alors qu'on prétend à un rapprochement social, ces normes imposées font en sorte que la distance sociale est davantage perçue : le faux mélange a « un effet de rupture pour les groupes les plus défavorisés » (Chamboredon et Lemaire, 1970, p. 22) et contribue donc à maintenir la position sociale des personnes impliquées dans le Bâtiment 7 plus élevée. Le fait qu'il y ait davantage de représentativité de la part des personnes impliquées au Bâtiment 7 contribue à valoriser les modes de vie qu'ils préconisent déjà ; par conséquent, plus de personnes ayant des affinités avec ces personnes et ces idéologies fréquentent le Bâtiment 7, laissant peu de place à la population traditionnelle. Par ailleurs, le fait qu'il n'y avait pas eu d'assemblée publique depuis six ans met en lumière l'artificialité de cette rencontre entre populations et l'entre-soi des pratiques reliées aux prises de décisions. Bien qu'involontaire, ce maintien à l'écart de la population traditionnelle a été soulevé par Roseline, lorsqu'elle a mentionné que les gens sont plus à l'aise de fréquenter le Bâtiment 7 s'ils connaissent déjà quelqu'un qui y est. Connaître un lieu et des personnes et être connu permet de développer un sentiment d'appartenance et de sécurité (Shaw et Hagemans, 2015). Dans le cas où une personne de la population traditionnelle tente d'entrer dans un groupe où les normes sont inconnues, le sentiment d'écart se fait donc d'autant plus ressentir.

Cette différenciation, par le biais des normes sociales, se transpose également dans l'espace, contribuant à ce renforcement des différences (Chamboredon et Lemaire, 1970), lequel crée des

tensions entre les groupes. Il s'agit ici de l'essence du produit transactionnel relevant de la distance sociale malgré la proximité spatiale : la distance sociale devient visible spatialement, même si les groupes fréquentent le même lieu. Nous avons effectivement constaté une différence dans l'appropriation de l'espace lors du sixième anniversaire du Bâtiment 7, alors que les personnes appartenant à la population traditionnelle se plaçaient en retrait. Cette distance physique induite par la distance sociale a aussi été remarquée lors de la deuxième portion de l'assemblée publique, durant l'activité du *World café*. Les personnes appartenant à la population traditionnelle ne participaient pas autrement qu'en observant, soit en déambulant d'une table à l'autre, soit en étant assises en retrait. Ces observations ne sont pas sans rappeler l'analogie des plaques tectoniques, selon laquelle des « groupes sociaux ou des ‘plaques’ » se chevauchent ou sont parallèles les uns des autres, sans qu'il y ait réellement d'expérience intégrée » (Butler et Robson, 2001, p. 2152) [ma traduction].

Puisque « les échanges sont régis par des ajustements entre les ressources disponibles » (Remy, 2020, p. 166), cette appropriation de l'espace différenciée témoigne des ressources propres à chaque groupe dans l'utilisation de l'espace. Si les échanges relèvent d'une obligation morale implicite et réciproque (Remy, 2020), ils sont difficilement perceptibles dans cette situation. Toutefois, la manière de s'approprier l'espace témoigne du libre-choix et des aspirations des personnes de la population traditionnelle qui, en raison du conflit d'intérêts et de valeurs, choisit de ne pas se mélanger à un groupe auquel elle ne s'identifie pas. Les personnes appartenant à la population traditionnelle usent également de leurs ressources afin de participer à la transaction sociale. Dans le cas présent, nous constatons que le produit transactionnel, soit l'arrangement tacite, passe par la distance physique entre les populations lorsqu'elles se côtoient dans un même lieu, chevauchant l'évitement. Pour la population traditionnelle, le fait de ne pas se mélanger aux personnes impliquées dans le Bâtiment 7, lors d'activités qui n'ont pas été réfléchies pour elles, peut également consister en un moyen de négociation qui témoigne de cet inconfort dans l'espace. Par exemple, lors de l'assemblée populaire, le peu de personnes appartenant à la population traditionnelle qui étaient présentes se tenaient en retrait, ce qui constitue un message de refus de se mélanger à un groupe social auquel elles ne s'identifient pas et, par le fait même, un refus de participer à une activité qui ne leur correspond pas. L'écart entre les groupes se remarque : les partenaires maintiennent et renforcent alors leurs positions respectives (Servais, 2013). Cependant,

lors du même événement, un plus grand nombre de personnes issues de la population traditionnelle sont arrivées au moment de l'activité de bouffe populaire, ce qui constitue un message que cette activité plus universelle a un potentiel de rapprochement ou de rencontre plus grand, en dépit du conflit latent : il existe donc « un certain nombre de zones d'accord possibles qui peuvent s'élargir ou se réduire avec le temps » (Remy *et al.*, 2005, p. 91). Bien que certains accords puissent être trouvés selon la situation, la tension demeure, au même titre que le conflit qu'est la distance sociale malgré la possibilité de rapprochement spatial, car les transactions sociales ne sont pas définitives et changent selon le contexte observé (Gibout *et al.*, 2009). Nonobstant les apparences de mixité sociale en raison des groupes populationnels réunis lors d'une même activité, ces illustrations d'une distance sociale se transposant en distance physique et spatiale renvoient au faible dialogue possible entre les personnes impliquées au Bâtiment 7 et la population traditionnelle.

Par ailleurs, cet évitement entre populations a émergé à d'autres moments durant mes observations, alors que j'ai remarqué que même lorsque la population traditionnelle était présente, le taux de participation demeurait tout de même bas. Si les activités du B7 qui rassemblent davantage de personnes issues de la population traditionnelle sont des activités festives, cela ne signifie pas qu'un nombre élevé y participe en définitive. Le fait de remarquer le taux de participation relève plutôt du processus de distinction, faisant en sorte que nous pouvons identifier, à partir des distances sociales, les groupes populationnels présents (ou non) et relever les inégalités sociales (Bourdieu, 1984). Dès lors, la distance sociale est visibilisée.

Rappelons aussi que lors de mes observations, j'ai été témoin de plusieurs personnes qui entraient ou passaient devant le Bâtiment 7, hésitaient à y entrer et sortaient et changeaient d'idée. Par ailleurs, Catherine a mentionné que des centaines de personnes demeurant dans les HLM à proximité ont participé à la fête d'ouverture du Bâtiment 7 et ne sont pas revenues. Cet évitement au quotidien témoigne aussi de cette distance sociale qui est ressentie, notamment de la part de la population traditionnelle, et d'un non-désir de rapprochement. À travers ces tensions, il est difficile d'ignorer le lien entre cette distance sociale malgré la proximité spatiale, les dispositifs de dépossession et l'exclusion symbolique lorsque les individus et les groupes perçoivent que le lieu ne s'adresse pas à elles.

5.3 Transactions sociales à l'arrière-plan

Nous avons précédemment établi (au chapitre 2) que les transactions sociales devaient tenir compte de l'avant-plan, soit les situations dans lesquelles les transactions sociales se manifestent, et de l'arrière-plan, soit la manière dont le contexte influence les interactions (Fusulier et Marquis, 2010). Si, dans les dernières sections, nous avons vu la manière dont les transactions sociales se manifestent au sein du Bâtiment 7, soit à l'avant-plan, il me semblait également important d'explorer les relations entre le Bâtiment 7 et le quartier. Ce contexte, dont plusieurs aspects ont été présentés tout au long de ce mémoire, peut également mener à des transactions sociales entre le Bâtiment 7 et d'autres acteurs du quartier. Après les avoir explorées, nous porterons une attention sur les stratégies de résistance à la gentrification qu'utilisent les personnes de la population traditionnelle de Pointe-Saint-Charles dans leur quotidien. Dédier une section spécifique sur des éléments de cet arrière-plan permettra d'explorer ce que les transactions sociales entre le Bâtiment 7 et le reste du quartier indiquent quant aux relations entre le Bâtiment 7 et la population traditionnelle.

5.3.1 Les compromis entre le Bâtiment 7 et les acteurs du quartier

Nous verrons d'abord que les relations qu'entretiennent les personnes impliquées au Bâtiment 7 avec le milieu politique institutionnalisé sont entre autres constituées d'ententes tacites et qu'elles ont pour effet de contribuer aux effets d'exclusion de la population traditionnelle des espaces. Ensuite, nous verrons que les stratégies d'appropriation de l'espace qu'utilise le Bâtiment 7 dans le quartier mènent elles aussi à des transactions sociales. Nous constaterons que ces pratiques d'appropriation de l'espace sont largement acceptées, mais qu'elles témoignent davantage du statut du Bâtiment 7 que de l'inclusion des populations.

Relations avec le milieu politique institutionnalisé

Le pouvoir de négociation que détient l'instance du Bâtiment 7, par le biais des personnes impliquées, est désormais démontré. Ce pouvoir a été constaté dès la genèse du projet, lorsqu'une négociation a été initiée auprès du groupe de promoteurs immobiliers ayant acheté le terrain, menant ainsi à la construction de logements sociaux et à la cession de l'édifice constituant maintenant le Bâtiment 7. Il se constate également à travers la relation avec d'autres acteurs du

quartier : les individus qui travaillent et qui sont bénévoles au Bâtiment 7 ont des ressources (symboliques, matérielles, humaines) leur permettant de s'organiser de manière à être reconnus par des institutions politiques telle que la mairie d'arrondissement.

Les stratégies d'appropriation de l'espace, comme l'occupation d'un terrain dans le but de l'obtenir, ont contribué à des transactions sociales menant à cette possibilité de négociation. À cet effet, nous avons établi que la transaction sociale peut précéder la négociation et permettre l'interconnaissance entre les acteurs, nécessaire à la négociation (Remy *et al.*, 2005). C'était le cas lors de l'acquisition de l'édifice, comme le mentionne Catherine : « Le maire [d'arrondissement], il s'est allié avec nous d'une certaine façon qui a aidé à permettre la cession du Bâtiment 7 à la communauté ». C'est d'ailleurs toujours le cas plusieurs années plus tard. Par exemple, il a participé à l'assemblée publique du Bâtiment 7 lors de laquelle des préoccupations et demandes ont été soulevées quant au développement des projets. Roseline soulève que le maire collabore de près avec le Collectif 7 à Nous : « la semaine d'après, il nous invitait à une rencontre pour qu'on avance là-dessus [les parcs entourant le Bâtiment 7] ».

Cette relation témoigne d'une proximité sociale entre le groupe politique institutionnalisé que représente la mairie d'arrondissement et le groupe politique militant que représente le Bâtiment 7. Même si des négociations formelles peuvent parfois avoir lieu entre le Bâtiment 7 et le maire, des arrangements tacites peuvent également s'opérer, se traduisant par du soutien mutuel : ces deux éléments peuvent se manifester de manière complémentaire lorsqu'il s'agit de transactions sociales (Remy, 2020). C'est effectivement grâce aux ressources de capital symbolique (capital social et culturel) dont disposent les personnes impliquées au Bâtiment 7, qui sont de nature similaire à celles du milieu politique institutionnalisé, qu'une telle alliance est possible et que la création de partenariats est récurrente. Cet accord tacite se manifeste notamment par la présence volontaire du maire d'arrondissement à ce type d'événements, laquelle représente un aspect d'échange et de relations réciproques. À l'assemblée du Bâtiment 7, par exemple, des préoccupations énoncées par les personnes de la population traditionnelle n'ont pas donné lieu à de longues discussions. Néanmoins, les demandes énoncées concernant le développement du Bâtiment 7, provenant de personnes déjà impliquées, ont fait l'objet de réponses directes par le maire durant l'assemblée et ont mené à une rencontre avec lui dans les semaines suivantes.

Ces rapports sont donc circonscrits à des représentantEs de la mairie d'arrondissement (par exemple, le maire) et les représentantEs du Bâtiment 7, lesquelLEs, malgré leurs valeurs et en raison de leurs ressources, ne représentent pas toute la communauté du quartier. Les collaborations dans cet entre-soi de personnes déjà impliquées au niveau politique ont pour effet de reproduire l'exclusion de la population traditionnelle des espaces décisionnels, même ceux qui se veulent accessibles et de proximité, comme le Bâtiment 7. De ce fait, il s'agit d'une prise en charge de la population plutôt que d'une prise en compte qui les intégrerait réellement (Parazelli, 2007). Les personnes impliquées au Bâtiment 7 sont bien au fait que de devoir se conformer aux impératifs financiers et administratifs, en s'associant à de telles instances, peut avoir pour effet d'éloigner la mission théorique des pratiques. Or, le produit transactionnel est tout de même trouvé dans la collaboration avec la mairie : cette relation est bénéfique tant pour le Bâtiment 7 que pour l'Arrondissement. À cet effet, nous avons d'ailleurs déjà énoncé que le Bâtiment 7 est perçu par la Ville de Montréal comme un atout (voir chapitre 1) et que la valorisation du patrimoine est utilisée comme stratégie politique de gentrification dans le Sud-Ouest de Montréal (Gaudreau *et al.*, 2021).

Pour le Bâtiment 7, les bénéfices et les intérêts s'inscrivent non seulement dans le déploiement du projet, mais sont également représentatifs des contraintes du système (Gibout, 2009; Remy, 1997 dans Remy *et al.*, 2005). En raison de cette relation de laquelle peut découler un aspect d'interdépendance avec le milieu politique institutionnalisé, le Bâtiment 7 s'éloigne de son objectif de se défaire du modèle traditionnel et de se rapprocher des besoins des populations les plus marginalisées, dont la population traditionnelle. Malgré le mode de gestion choisi et le discours sur l'autonomie qui entoure les pratiques (Bâtiment 7, 2019), les instances politiques institutionnalisées sont nécessaires au développement des projets au Bâtiment 7. En ce sens, au même titre que par la relation entretenue avec les bailleurs de fonds privés tel qu'exploré dans le premier chapitre, le B7 s'inscrit dans un système déjà en place, soit dans des cadres plus larges, synonyme de reproduction de la structure sociale (Blanc, 2009 ; Gibout *et al.*, 2009 ; Remy *et al.*, 1978). Puisque cette structure est productrice d'inégalités entre les populations privilégiées et les populations marginalisées, avantageant celles qui ont le plus de ressources, les rapports entre ces instances contribuent à l'exclusion symbolique de la population traditionnelle. En effet, le Bâtiment 7 a besoin du soutien de l'arrondissement, tant au niveau financier que pour contribuer à sa notoriété pour poursuivre sa mission, auprès de bailleurs de fonds, par exemple. Ainsi, puisque les

finalités visées par la collaboration sont différentes chez les partenaires (Bâtiment 7 et mairie d'arrondissement), des conflits de valeurs peuvent avoir lieu. Nous constatons donc ici que les transactions sociales n'éliminent pas les contradictions ni les tensions (Blanc, 2009) puisque le fait de collaborer avec le milieu politique institutionnalisé ne correspond pas aux valeurs des personnes impliquées dans le Bâtiment 7 ni aux pratiques qui sont prônées théoriquement à l'interne. Ces rapprochements sociaux et politiques permettent un compromis pour répondre à certaines finalités et intérêts respectifs. Toutefois, il s'agit de dispositifs qui contribuent aussi à mettre la population traditionnelle à distance et à l'éliminer des espaces collectifs.

Utiliser l'espace

Nous avons précédemment exploré que les mobilisations, les actions symboliques et les manifestations de quartier constituent des stratégies d'appropriation de l'espace utilisées par les personnes impliquées au Bâtiment 7. Qui plus est, elles ont accès à des plateformes qui leur permettent d'accroître la visibilité dans le quartier : l'implication dans des comités locaux, l'organisation d'événements destinés à tous et toutes les citoyenNEs et la participation à des fêtes de quartier organisées par d'autres instances en sont des exemples. Mais dans la vie quotidienne du Bâtiment 7, certaines actions d'appropriation de l'espace dans une optique d'arrangements informels (Blanc, 2009) ont aussi lieu.

La superficie du terrain qui a été octroyé à l'OBNL qu'est le Collectif 7 à Nous, à la suite de la négociation initiale du projet, est plutôt limité et circonscrit. Certaines personnes rencontrées, impliquées depuis les balbutiements du B7, ont mentionné que les condominiums devaient initialement être situés beaucoup plus près du bâtiment, soit à la distance des lampadaires qui paraissent sur la figure 4.1, au chapitre précédent (cette figure visait initialement à illustrer la proximité entre le B7 et les condos). Conséquemment, l'espace utilisé n'est pas, *à priori*, entièrement inclus dans le terrain du Bâtiment 7. De cette manière, différentes parcelles de terrain qui n'appartiennent techniquement pas au B7 sont tout de même utilisées par les personnes qui le fréquentent : « Il y a vraiment une appropriation de ces espaces-là puis ça répondait vraiment à un besoin d'un espace de détente, de relaxation » (Roseline).

Ici, le conflit prend surtout racine dans la structure de la société et dans les systèmes dans lesquels est inscrite l'utilisation des espaces, notamment en raison de la privatisation et de l'encadrement réglementaire de ceux-ci. Les instances municipales de même que les propriétaires privés des condos à proximité sont représentants de ce système et de cette structure. Relevant d'une stratégie d'appropriation matérielle, symbolique et identitaire (Ripoll et Veschambre, 2005), il s'agit donc pour les personnes impliquées au B7 de communiquer le message que l'espace peut être utilisé hors de ses fonctions officielles et peut être approprié selon les aspirations de ceux et celles qui l'utilisent. Ce propos est d'ailleurs central dans les discours et dans la mission du Bâtiment 7, se voulant théoriquement un lieu appartenant à la communauté. Lors des entretiens semi-dirigés, il a été mentionné que malgré certains écarts à ce qui avait été négocié formellement, ni les représentantEs de l'Arrondissement, ni les résidentEs des condos ne s'opposaient à l'utilisation concrète des lieux, au quotidien. À ce sujet, Mylène a raconté que des événements extérieurs, notamment ceux qui impliquent de la musique, étaient largement tolérés par les instances policières et par l'Arrondissement, bien que certains permis n'aient pas été obtenus et que certains règlements n'aient pas été respectés.

Ici, la transaction sociale se situe dans l'utilisation de l'espace au-delà de la limite réglementaire, qui est appropriée par les personnes impliquées au Bâtiment 7 et tolérée par les personnes du quartier (administration et voisins des condos). Puisque cette utilisation de l'espace demeure restreinte, elle est perçue comme acceptable par les autres acteurs du quartier. Toutefois, ce compromis est révélateur de l'ampleur des ressources qui sont à la disposition des personnes impliquées dans le Bâtiment 7. Cet accord n'a pas été négocié ni discuté avec les instances : il s'est effectué de manière tacite à travers les pratiques quotidiennes. Il paraît évident que l'utilisation de l'espace au-delà des limites réglementaires relève de l'imposition, laquelle provient du partenaire qui a plus de ressources dans le rapport de force (Blanc, 2009 ; Remy, 2020 ; Remy *et al.*, 2005). L'appui et la notoriété découlant des relations avec le maire de l'arrondissement contribue par ailleurs à cette acceptation.

Cette imposition par le biais des ressources contribue à perpétuer l'image du Bâtiment 7 comme un « acteur prépondérant » dans le quartier, afin de reprendre l'expression utilisée par Mylène pour qualifier le projet. Celui-ci est associé à une certaine hiérarchie intellectuelle et symbolique (Bourdieu, 1984) dont la population traditionnelle se sent éloignée, comme le dit Yolande

lorsqu'elle mentionne que ce ne sont pas des gens très riches qui le fréquentent, mais que ce ne sont pas non plus des gens comme elle. Par ailleurs, cette appropriation de l'espace n'est pas effectuée par la population traditionnelle mais bien par des familles et des individus qui ont des affinités idéologiques avec la vision du Bâtiment 7 : je l'ai non seulement observé à travers les entretiens semi-dirigés avec les personnes impliquées (qui ont décrit les spectacles extérieurs), mais également dans les événements où la distance sociale était plus perceptible (assemblée, 6^e anniversaire) et lors de mes observations du quotidien au Bâtiment 7. Ainsi, les stratégies d'appropriation de l'espace utilisées par les personnes gravitant autour du Bâtiment 7 ne sont pas uniquement synonyme d'un message d'ouverture et d'inclusion à toute la communauté ; elles représentent aussi d'abord la position de prééminence auto-octroyée par les personnes qui y sont et la notoriété que le projet a acquise au cours des dernières années.

5.3.2 Population traditionnelle et actes de résistance à la gentrification

Nous avons vu que même les espaces visant l'inclusion des populations les plus défavorisées, comme prétend l'être le Bâtiment 7, ont tout de même pour effet d'exclure les personnes appartenant à la population traditionnelle. Les espaces où elles sentent qu'elles ont le droit d'exister sont de moins en moins présents dans le quartier (Shaw et Hagemans, 2015) et les arrangements sont difficiles à exercer afin qu'un réel compromis soit trouvé. Nous avons également abordé le fait que les personnes rencontrées percevaient la gentrification comme un processus « inévitable », pour reprendre l'expression utilisée par Pierre, qui se produit malgré la volonté des résidentEs traditionnellEs.

Nonobstant ce phénomène structurel face auquel elles vivent de l'impuissance, plusieurs personnes rencontrées ont abordé les moyens qu'elles déploient pour résister afin d'y faire face. On peut voir, dans ces stratégies de résistance, des transactions sociales avec les nouvelles populations du quartier et même avec les personnes impliquées au Bâtiment 7. En dépit des stratégies visant l'effacement des populations, on peut également y percevoir des stratégies d'appropriation de l'espace visant à se maintenir visibles dans le quartier, car « chacun, à son échelle, contribue à la transformation du quartier et à la définition des dynamiques sociales spécifiques qui vont le singulariser par rapport aux autres. » (Charbonneau et Mallon, 2016, p. 7).

Sans annuler les processus de gentrification dans Pointe-Saint-Charles, « tous ces objets, ces corps, ces sons, ces images ou ces textes perpétuent un marquage populaire de l'espace, en décalage avec les représentations d'un lieu taillé sur mesure pour l'installation d'autres populations » (Van Criekingen, 2021b, p. 151). Même si leur présence dans l'espace public est moins visible que pour les nouveaux groupes populationnels, les personnes appartenant à la population traditionnelle décident de rester dans le quartier et de continuer à l'habiter à leur manière sans se laisser définir par les nouvelles utilisations des espaces ni par la création de nouvelles normes qu'apportent les changements dans le quartier. Nous l'avons notamment constaté dans l'exemple des enfants de Kathleen pour lesquels il était important de demeurer dans le quartier, même si cela impliquait de changer de logement.

La manière dont les individus habitent et occupent l'espace par leur implication dans la communauté consistent aussi en des stratégies d'appropriation de l'espace, comme le montrent les exemples suivants. Kathleen appartient elle-même à la population traditionnelle. Par son implication dans le commerce où elle travaille, en tissant et en maintenant des liens avec des personnes qui le fréquentent depuis de nombreuses années, elle tient à continuer de répondre aux besoins des individus de la population traditionnelle « parce qu'il n'y a pas beaucoup de places pour eux ». Johanne, Pierre et Yolande, quant à eux, s'impliquent presque quotidiennement dans des organismes communautaires (participer aux activités, s'engager dans des comités, siéger sur les conseils d'administration). Beaucoup participent en plus aux mobilisations qui leur tiennent à cœur. Prenons l'exemple du développement du secteur Bridge-Bonaventure, à l'est du quartier, qui, au moment d'écrire ces lignes, donne lieu à des initiatives de solidarité, notamment entre les groupes communautaires du quartier et des citoyenNEs de Pointe-Saint-Charles qui se rassemblent pour revendiquer des espaces répondant aux besoins de la communauté en place (davantage de logements sociaux que ce qui est prévu, par exemple).

Ces engagements citoyens dans la communauté constituent des actes de résistance car ils représentent un refus de céder à la gentrification en affirmant leurs positions et en poursuivant leur mode de vie propre. En effet, leurs manières d'habiter et d'utiliser l'espace contribuent également à le produire et à « contrecarrer d'autres logiques de production des mêmes espaces », malgré les tensions que ces différences peuvent engendrer (Van Criekingen, 2021b, p. 150). On peut également percevoir ces résistances à la gentrification du point de vue de transactions sociales.

Rappelons que les transactions sociales peuvent être génératrices de production de rapports ou de reproduction (Remy *et al.*, 2005). Si les précédentes sections traitaient surtout des structures contribuant à la reproduction sociale et des conséquences de celle-ci sur la population traditionnelle lors des processus de gentrification, (Bourdieu et Passeron, 1970) on peut ici constater des éléments davantage liés à la production de la société dans lesquels les individus sont considérés comme des acteurs pouvant contribuer à créer des normes (Remy *et al.*, 1978 ; Touraine, 1973). Leurs manières de résister et d’habiter le quartier constituent donc un produit transactionnel qui vise le maintien de leur participation dans la société, en dépit des mécanismes d’effacement, de dépossession et d’exclusion qui sont opérés dans plusieurs sphères de leur quotidien.

5.4 Transactions sociales entre la population traditionnelle de Pointe-Saint-Charles et les personnes impliquées dans le Bâtiment 7 : analyse et synthèse

Dans les précédentes sections, j’ai souhaité démontrer qu’il y avait une interrelation entre l’exclusion sociale, les mécanismes de dépossession et la distance sociale malgré la proximité spatiale en ce qui concerne les groupes étudiés dans la présente recherche. Alors que nous retrouvons ces éléments au niveau du quartier, ces dispositifs qui contribuent à la gentrification au-delà du déplacement se produisent également au Bâtiment 7. Elles se traduisent principalement à travers des rapports de force qui sont issus des ressources différenciées entre les groupes (Blanc, 2009 ; Remy, 2020 ; Remy *et al.*, 2005). En analysant les rapports entre la population traditionnelle de Pointe-Saint-Charles et les personnes impliquées dans le Bâtiment 7, en plus des rapports de force, j’ai soulevé divers éléments reliés aux transactions sociales, tels que les conflits de valeurs et d’intérêts, les tensions et l’imposition lorsque le conflit n’est pas résolu. Les exemples ont permis d’identifier plusieurs produits transactionnels entre les mêmes partenaires puisque les transactions sociales sont autant des résultats provisoires que des processus qui se redéfinissent selon la situation (Fusulier et Marquis, 2010 ; Gibout *et al.*, 2009, p. 8 ; Remy, 2020). Par leur caractère non permanent, elles contribuent aux arrangements permettant la coexistence entre les groupes qui vivent notamment dans la contradiction et les tensions (Blanc, 2009). En ce sens, les transactions sociales constituent des indicateurs quant aux relations entre les groupes et les conflits qui y sont latents et inhérents.

Nous avons constaté que ce sont les personnes impliquées dans le Bâtiment 7 qui ont davantage de pouvoir puisqu’elles ont accès à plus de ressources matérielles, humaines, culturelles et

économiques. De plus, les normes implicites qu'elles instaurent appellent à une certaine homogénéisation dans la fréquentation du lieu (Chamboredon et Lemaire, 1970). Le rapport de force entre les groupes, dans lequel les personnes impliquées dans le Bâtiment 7 sont avantagées, se note principalement par le biais d'un cycle dans lequel ces normes sont maintenues et entretenues. En raison de la forte représentativité de militantEs gravitant autour du Bâtiment 7 lors des activités qui s'y déroulent, elles contribuent à un rapprochement social entre populations qui se ressemblent déjà, écartant ainsi la population traditionnelle. Ainsi, l'imposition qui s'effectue dans les transactions sociales (Gibout, 2009) découle en définitive des personnes impliquées au Bâtiment 7 puisqu'elles en ont davantage la capacité.

Bien que le Bâtiment 7 ne consiste pas exclusivement un commerce que la population traditionnelle évite entièrement, il représente tout de même un nouveau lieu d'expérimentation dans le quartier, contribuant au renouvellement de l'espace et éloignant ainsi la population traditionnelle. Le Bâtiment 7 se distingue de plusieurs nouveaux lieux, notamment par sa vision de s'inscrire dans l'histoire industrielle du quartier, mais contribue tout de même à l'exclusion sociale de la population traditionnelle par la nature de ses pratiques alternatives, par exemple, par le mode de gestion choisi. Il en va de même pour l'exclusion symbolique par les pratiques visant à se dédouaner de la contribution à la gentrification (installation de panneaux, rénovations visant à reproduire l'aspect industriel et valorisation du travail manuel tout en s'inscrivant dans une volonté de nouveauté). Ces pratiques, rendant le Bâtiment 7 symboliquement inhabitable, constituent des dispositifs de dépossession, menant à un sentiment d'exclusion, lequel se manifeste par une désertion des lieux ou par un évitement entre les groupes.

Dans les dernières pages, nous avons constaté qu'il y a peu d'échanges et d'ajustements réciproques entre les populations visées par cette recherche. Même si les personnes impliquées au Bâtiment 7 usent de tentatives de rejoindre la population traditionnelle de Pointe-Saint-Charles en tenant des kiosques dans des organismes communautaires lors d'événements organisés par ceux-ci et en créant des événements qui se veulent ouverts à tous et toutes, les lieux de rencontres réels sont peu nombreux en raison des distances culturelles et sociales. Les personnes appartenant à la population traditionnelle – même celles qui fréquentent à l'occasion le Bâtiment 7 – disent ne pas se sentir chez elles puisque les pratiques valorisées correspondent à une perte de repère. À travers l'exemple du fonctionnement participatif du Bâtiment 7, et particulièrement des sept ateliers, nous

avons constaté que malgré une volonté d'inclusion de toutes et toutes et de tentatives de d'accessibilité par l'échelle de prix, les pratiques ne concordent pas avec les réalités ni avec les aspirations de la population traditionnelle. Les activités du Bâtiment 7 requièrent parfois des ressources indisponibles à la population traditionnelle, ce qui donne lieu à un sentiment d' « out-of-placeness » (Davidson, 2008 ; Shaw et Hagemans, 2015) chez la population traditionnelle de Pointe-Saint-Charles, créant ainsi des interactions qui se manifestent par leur absence des ateliers et des mécanismes décisionnels instaurés au Bâtiment 7.

À travers les exemples de l'assemblée publique et du sixième anniversaire du Bâtiment 7, nous avons constaté que les conflits entre les groupes sont entre autres issus de la distance sociale découlant des normes qui sont portées par les personnes impliquées au Bâtiment 7, vis-à-vis desquelles la population traditionnelle n'a pas les ressources nécessaires pour s'y conformer. Lors des activités qui rassemblent les deux populations, les transactions sociales se manifestent surtout à travers des distances entre les groupes. L'arrangement de distance physique s'inscrit dans un prétendu rassemblement des populations tout en entretenant une mise à l'écart sociale. Si certaines fois ces distances sont plus claires, comme dans le cas où les populations ne participent pas aux activités et ce, même en partageant l'espace, d'autres fois, elles se manifestent à travers des éloignements spatiaux et une participation en parallèle, comme lors des événements festifs. Les transactions sociales ont comme objectif paradoxal de « concilier des valeurs non négociables et opposées en cherchant un compromis » (Gauthier, 2003 cité dans Boissonade, 2009, p. 39). Cet arrangement entre les populations peut être satisfaisant pour les personnes impliquées au Bâtiment 7 qui se sentent redevables envers la population traditionnelle et qui créent des événements ouverts à tous et toutes, sans qu'un réel dialogue soit nécessaire pour qu'un certain niveau de participation et de représentativité soit atteint. Pour les personnes de la population traditionnelle, cet arrangement permet tout de même de participer à certaines activités, sans devoir se conformer à une culture qui ne leur ressemble pas et qui nécessite des ressources auxquelles elles n'ont par ailleurs pas accès. Nous avons effectivement constaté que la population traditionnelle n'évite pas le lieu à tout prix et qu'elle participe à certaines activités qui correspondent à ses besoins, sans adhérer complètement à l'entité entière qu'est le Bâtiment 7. Par exemple, Johanne fréquente le Bâtiment 7 lorsqu'un organisme dans lequel elle s'implique y organise une activité et Abraham fréquente uniquement les événements festifs qui s'y déroulent. Quant aux personnes impliquées dans le Bâtiment 7, elles

offrent certaines activités qui peuvent correspondre aux besoins de la population traditionnelle tout en sachant que l'offre complète n'est pas accessible, se dédouanant ainsi de leur participation à l'exclusion symbolique de cette population.

Suivant ces constats, il est nécessaire de souligner que si les personnes issues de la population traditionnelle continuent de fréquenter le Bâtiment 7, cela ne signifie pas qu'elles se sentent représentées. Elles le fréquentent en raison de leurs aspirations (se nourrir, participer à des événements festifs), mais également en raison des contraintes auxquelles elles font face dans le quartier (manque de ressources qui correspondent réellement à leurs besoins à proximité). Les conflits de valeurs et d'intérêts entre les groupes demeurent présents, à travers leur vision divergente des services, de l'accessibilité à ceux-ci et les impératifs financiers et administratifs que requièrent la gestion du Bâtiment 7. Les personnes appartenant à la population traditionnelle ne peuvent donc pas investir le lieu de la même manière qu'elles le feraient dans un endroit qui correspond à leur vision du quartier. En outre, leur manière d'occuper l'espace au Bâtiment 7 constitue une forme de négociation implicite, car elle est empreinte d'un message de non-adhésion aux pratiques.

Nous avons également constaté que les transactions sociales entre le Bâtiment 7 et d'autres instances du quartier exercent une influence sur les relations avec la population traditionnelle. Cela se constate par exemple par les stratégies d'appropriation de l'espace, au-delà des réglementations, qui sont tolérées et acceptées autant par les voisins immédiats que par les instances municipales. Nous pouvons aussi percevoir ces transactions sociales à travers la proximité sociale entre le milieu politique institutionnalisé et les personnes impliquées au Bâtiment 7, laquelle amène des possibilités d'accords tacites à travers les collaborations plus explicites. Les deux groupes ont des ressources de nature similaire, notamment au niveau du capital culturel, permettant le rapprochement social. Cette association contribue à l'exclusion symbolique de la population traditionnelle en mettant en relief la distance sociale. La collaboration perpétue un entre-soi et une posture de prise en charge de la population, éliminant en définitive leur participation. Tout comme les stratégies de l'appropriation de l'espace, contribuant à faire du Bâtiment 7 un acteur prépondérant du quartier, ces pratiques, se rapprochant du milieu politique institutionnalisé, contribuent à une hiérarchisation du groupe impliqué au Bâtiment 7. En effet, ces processus indiquent que les ressources symboliques à leur disposition sont plus nombreuses et que leur nature

sont différentes. Ainsi, le Bâtiment 7 est avantagé dans le rapport de force avec plusieurs acteurs du quartier. Conséquemment, ce statut se détache de la vision de proximité et de représentativité des populations les plus marginalisées, contribuant à l'écart social ressenti par la population traditionnelle et par leur non-reconnaissance du lieu comme étant un espace pour elles (Kocsis, 2025 ; Shaw et Hagemans, 2015).

Puisque les accords peuvent s'élargir ou se réduire avec le temps (Remy *et al.*, 2005), les actions prises par les personnes impliquées au Bâtiment 7 pour rejoindre la population traditionnelle pourraient théoriquement ouvrir les possibilités de transaction et aller jusqu'à représenter des lieux de rencontres (Servais, 2013). Le Bâtiment 7 vise à produire de la nouveauté dans les rapports, en rapprochant les populations vulnérables des groupes militants qui ont imaginé l'espace. Si les pratiques prônées continuent d'exclure la population traditionnelle, notamment par la posture de supériorité adoptée par le Bâtiment 7 et par les pratiques visant à soi-disant préserver l'identité ouvrière du quartier, les possibilités de compromis liés à la coexistence des groupes pourraient être modifiées puisque les évitements et le sentiment de dépossession pourrait continuer de se faire sentir, perpétuant ainsi la reproduction de structure hiérarchisantes déjà en place (Blanc, 2009 ; Gibout *et al.*, 2009 ; Remy *et al.*, 1978).

En somme, malgré les tentatives de mixité et d'inclusion mises en place afin de réguler et d'apaiser les conflits entre les groupes, les pratiques valorisées au Bâtiment 7 contribuent à visibiliser les conflits de valeurs et d'intérêts. Cela participe à rendre le lieu de même que le quartier inhabitable puisque la population traditionnelle, plutôt que de se sentir représentée, se sent exclue et « out of place » (Davidson, 2008 ; Shaw et Hagemans, 2015). Les pratiques font également ressortir les différences entre les populations, créant ainsi une distance sociale perceptible à travers les rapports et les stratégies d'appropriation de l'espace utilisées. Toutefois, puisque l'écart de ressources, menant à l'inégalité entre les groupes, est trop grand, les arrangements tacites et diffus à travers le quotidien ne relèvent pas toujours de compromis qui avantagent à la fois la population traditionnelle et les personnes impliquées dans le Bâtiment 7. Étant donné que les transactions sociales découlent fortement des ressources qui sont disponibles, les arrangements bénéficient davantage aux personnes impliquées dans le Bâtiment 7 qu'aux personnes appartenant à la population traditionnelle. Même si la population traditionnelle peut user de son libre-choix, celui-ci est limité dans le contexte des rapports avec les personnes impliquées au Bâtiment 7. Les

personnes appartenant à la population traditionnelle sont moins présentes dans l'espace, ce qui constitue à la fois une cause (manque d'espace de négociation) et une conséquence (exclusion, dépossession, manque de représentativité) à la difficulté de trouver des compromis de coexistence satisfaisants (Remy, 2016) avec les personnes impliquées dans le Bâtiment 7.

CONCLUSION

Ayant comme fil conducteur le contexte de gentrification contemporain, cette recherche avait pour visée d'analyser les transactions sociales entre les personnes issues de la population traditionnelle de Pointe-Saint-Charles et les personnes gravitant autour du Bâtiment 7, le centre social autogéré établi dans le quartier. En effet, par le biais de cette recherche, j'ai souhaité analyser les accords tacites et les compromis qui sont trouvés afin de répondre aux conflits de coexistence inhérents aux groupes impliqués dans ce contexte. En prenant en compte la crise du logement qui sévit depuis quelques années (Laflamme, 2020), se pencher sur ces dynamiques précises constituait une manière d'observer la complexité que les rapports entre les groupes sociaux peuvent amener, au moment où les manières d'appréhender et d'habiter la ville sont en mouvance. Pour conclure ce mémoire, je reviendrai sur la démarche que j'ai adoptée afin de mener la recherche. Avant de faire état des principaux résultats de ma recherche, j'exprimerai certaines réflexions que le processus a occasionné, contribuant à l'affirmation de ma posture théorique et professionnelle. Je terminerai par une réflexion concernant les rapports collectifs et l'importance de s'y attarder dans la discipline du travail social.

En entamant mon processus de recherche, j'étais loin de me douter que mon intérêt pour le quartier Pointe-Saint-Charles et pour le Bâtiment 7 constituait une semence qui se transformerait en réflexion sociale sur les rapports entre les groupes. Effectuer ce mémoire m'a appris à mettre en mots – à comprendre théoriquement – des phénomènes qui me mobilisaient intrinsèquement et qui me questionnaient depuis longtemps. Bien que ce mémoire mette l'accent sur les transactions sociales qui ont lieu entre les personnes impliquées dans le Bâtiment 7 et la population traditionnelle du quartier, il était primordial pour moi de comprendre le contexte social dans lequel ces rapports s'opéraient en approfondissant mes connaissances sur l'histoire de Pointe-Saint-Charles, sur le concept de quartier et sur les dispositifs multiples qui sont impliqués dans le phénomène de gentrification.

En ce sens, en choisissant mon objet de recherche, j'ai d'abord été confrontée à l'ampleur et à la complexité de la littérature sur la gentrification, ce qui m'a amenée à m'approprier une conception de ce phénomène correspondant à ma question de recherche. La notion de gentrification n'a pas de

définition unique ni unanime. En me nourrissant principalement des écrits de Davidson (2008), de Lavoie et ses collaborateurs (2012), de Shaw et Hagermans (2015) et de Van Criekingen (2021b), j'ai donc adopté la perspective postulant que les causes de la gentrification ne prenaient pas racine uniquement dans les facteurs économiques et que les répercussions ne se manifestaient pas qu'au niveau du déplacement des populations : c'est par ailleurs ce qu'ont confirmé les résultats de cette recherche. Les instances décisionnelles, telles que les municipalités, font l'apologie des changements qui ont cours dans les villes industrialisées par des discours sur la mixité sociale, sous prétexte d'amélioration des conditions de vie des populations traditionnelles ou d'ascension sociale. Cependant, selon le point de vue que j'ai adopté, ces politiques sont davantage des leviers à la gentrification et à la mise en relief des différences sociales (Atkinson et Wulff, 2009 ; Chamboredon et Lemaire, 1970 ; Clerval et Van Criekingen, 2014). Les changements qui ont lieu dans les quartiers sont entre autres issus des nouvelles manières d'appréhender la ville : puisque la mobilité est davantage accessible aux populations, les quartiers sont désormais moins représentatifs de lieux d'appartenance et sont moins investis au quotidien (Authier *et al.*, 2007 ; Grafmeyer et Authier, 2019 ; Sénécal *et al.*, 2009). Ces changements dans les rapports, additionnés aux politiques de revitalisation et à l'émergence de nouveaux lieux de consommation constituent des dispositifs de dépossession (Van Criekingen, 2021b), impactant le sentiment d'appartenance de la population traditionnelle et contribuant ainsi à son exclusion symbolique. En regard à ma question de recherche, j'ai eu l'occasion d'observer que ces dispositifs de dépossession et de mise en évidence d'une distance sociale malgré la proximité spatiale (Chamboredon et Lemaire, 1970) ont également lieu au Bâtiment 7. En effet, les pratiques qui y sont valorisées et les cultures – militantes, anarchistes, universitaires – des personnes qui y sont représentées ont pour effet d'exclure la population traditionnelle.

Issu en partie de la lutte à la gentrification, le Bâtiment 7 incarne un des nouveaux lieux adoptant des pratiques alternatives dans le quartier, attirant peu les résidentEs traditionnellEs de Pointe-Saint-Charles. Si la littérature actuelle concernant le Bâtiment 7 se penche d'abord sur le modèle de gestion utilisé et sur les pratiques mises en place au Bâtiment 7, peu d'écrits s'intéressent aux relations et aux rapports qui en émergent auprès des populations locales. Or, en me penchant davantage sur la question, j'ai été interpellée par le paradoxe entre la mission théorique du Bâtiment 7, visant l'inclusion des personnes les plus précarisées, et les pratiques concrètes du Bâtiment 7,

qui attirent davantage des populations issues des milieux altermondialiste et académique. J'ai perçu une tension importante entre l'objectif affirmé de remplacer les « logiques d'embourgeoisement » (La Pointe Libertaire, 2013, p. 79), terme qui est davantage associé à des caractéristiques économiques, et les modes de gestion et d'implications choisis au Bâtiment 7 qui contribuent en définitive à la gentrification. Cette tension a été centrale dans ma démarche et a guidé ma recherche. Un des objectifs principaux que je m'étais fixé pour le déploiement de ce mémoire était donc d'observer les relations entre la population traditionnelle de Pointe-Saint-Charles et les personnes impliquées au Bâtiment 7 à travers leur quotidien.

Afin de rendre compte des transactions sociales, il était nécessaire de me pencher sur les pratiques du Bâtiment 7 et sur les habitudes de la vie quotidienne des citoyenNEs traditionnelLEs de Pointe-Saint-Charles, tout en recueillant leurs points de vue respectifs. Comme les transactions sociales sont des phénomènes à observer et à comprendre au travers des interactions, j'ai opté pour une démarche qualitative combinant à la fois des entretiens semi-dirigés et des méthodes inspirées des approches ethnographiques. Au courant du terrain de recherche, j'ai dû adapter mes stratégies méthodologiques tout en maintenant les objectifs de recrutement que je m'étais fixés. Alors que j'avais prévu des méthodes de collectes de données différentes pour répondre aux réalités des deux populations étudiées, des obstacles de recrutement se sont présentés à moi : les réalités du terrain m'ont confrontée à plusieurs refus ou échecs d'entretiens conversationnels. J'ai donc dû changer de stratégie afin de rejoindre les personnes appartenant à la population traditionnelle. Si les méthodes classiques de recrutement par affichage étaient efficaces pour rejoindre les personnes impliquées au Bâtiment 7, avec lesquelles j'ai effectué cinq entretiens semi-dirigés, il en était autrement pour la population traditionnelle. J'avais prévu des affiches différentes, des feuillets et j'avais ciblé des lieux fréquentés par ce type de population pour les déposer. Or, j'ai réalisé que ce type de symbole du milieu académique peut constituer un frein à la participation et un désir d'éloignement. Ainsi, à l'image de certaines pratiques du Bâtiment 7, j'ai participé, malgré moi, à certains dispositifs ayant pour effet d'exclure la population traditionnelle, alors que mon objectif était de recueillir la parole de ce groupe social. J'ai donc réalisé que l'aspect informel de la méthode conversationnelle devait avoir lieu non seulement dans la portion concrète de la discussion, mais également dans l'approche des individus si je souhaitais parvenir à un réel dialogue. En adaptant

mon approche, j'ai effectué six entretiens par conversation avec les personnes de la population traditionnelle, incluant une conversation de groupe.

Par ailleurs, les techniques d'observations étaient incontournables afin de répondre à ma question de recherche puisque les transactions sociales s'effectuent à travers le quotidien (Gibout *et al.*, 2009 ; Remy, 2020). Bien que l'ethnographie ait inspiré ma méthodologie de recherche, il n'était pas possible de faire des observations prolongées sur plusieurs jours consécutifs, considérant mon emploi à temps plein. Il m'importait donc de choisir des moments et des lieux variés de manière réfléchie pour mes observations, tout en gardant en tête l'aspect quotidien des transactions sociales. J'ai donc effectué plusieurs heures d'observation (six observations participantes et neuf observations directes), me permettant non seulement de saisir des interactions dans le quartier et au Bâtiment 7, mais également de me questionner quant à l'absence d'interactions. Cela a contribué à nourrir mes analyses sur les significations des actions des individus pour lesquels l'évitement d'interaction directe constitue un message et un moyen de négocier leur espace, en tenant compte de leurs aspirations. C'est également lors de ces périodes d'immersion sur le terrain que certaines réflexions concernant la classification et la distinction des groupes sociaux ont émergé et m'ont habitée durant tout le reste du processus de recherche. En effet, mon attribution soi-disant instinctive des individus comme appartenant à des catégories (personnes de la population traditionnelle ou personnes impliquées au Bâtiment 7) m'a profondément questionnée quant aux idées préconçues et à ma participation ou non à la stigmatisation des groupes. En me penchant spécifiquement sur des écrits concernant l'attribution de ces catégories normatives (Barthes, 1957 ; Bourdieu, 1979, 1986 ; Goffman, 1963 ; Morin *et al.*, 2008 ; Parazzelli, 2005), j'ai été confrontée à la complexité que cette catégorisation engendre, considérant la participation potentielle à des mécanismes stigmatisants, mais je me suis également familiarisée à la nécessité de l'appliquer lors de l'analyse des rapports entre groupes.

À la suite de l'analyse thématique effectuée (Paillé et Mucchielli, 2021b), j'ai principalement observé et appréhendé les données de la recherche grâce au paradigme des transactions sociales, théorisé par Remy, Voyé et Servais (1978). Afin de saisir les significations des espaces et de Pointe-Saint-Charles pour les populations étudiées, les manières de les utiliser et les sens qui y sont attribués, j'ai également mobilisé les concepts de quartier (Grafmeyer et Authier, 2019 ; Sénécal *et al.*, 2009) et d'appropriation de l'espace (Chombart de Lauwe, 1979 ; Remy, 2016 ; Ripoll et

Veschambre, 2005), s'inscrivant dans l'interactionnisme symbolique. Le défi qui s'est présenté à moi concernant le cadre théorique s'est majoritairement situé dans l'opérationnalisation de la transaction sociale, puisqu'il n'y a pas une manière unique de l'appliquer et qu'il s'agit d'un paradigme dont les personnes qui l'utilisent s'inspirent et l'adaptent selon la situation observée (Blanc, 2009). Il était alors nécessaire que je définisse la manière d'employer les transactions sociales dans ma recherche et que je m'assure en continu que ma collecte de donnée aille en ce sens.

À l'étape de l'analyse, mon réflexe a d'abord été d'amoindrir et d'atténuer les conflits qui se présentaient dans les relations entre les personnes impliquées dans le Bâtiment 7 et la population traditionnelle de Pointe-Saint-Charles, en mettant de l'avant les initiatives mises sur pied par le Bâtiment 7 visant le rapprochement. Cependant, ce sont plutôt les tensions et la distance sociale que les résultats de mes observations mettaient relief. À cet effet, il m'a fallu me remémorer que l'un des postulats que j'ai choisi de mettre de l'avant concernant les transactions sociales est celui du rôle du conflit. En effet, dès les balbutiements de mon projet de recherche, tout comme dans la posture professionnelle que j'adopte au quotidien en tant qu'intervenante sociale en défense des droits, je me suis ralliée aux écrits de Blanc (2009) concernant la nécessité de ces conflits afin d'ouvrir des dialogues collectifs sur des enjeux sociaux. J'avais également évoqué que la transaction sociale n'a pas la prétention de supprimer les tensions (Blanc, 2009 ; Remy, 2016). Il a donc été nécessaire que je repositionne les orientations théoriques spécifiques que j'avais présentées concernant les transactions sociales au centre de mon analyse afin de faire ressortir les tensions, les évitements, les négociations, les conflits de valeurs et d'intérêt et les rapports de pouvoirs que j'avais observés. Cet exercice a fait en sorte que j'ai dû me replonger dans l'analyse de mes données et revoir la manière de présenter les résultats de la recherche. En outre, ce processus s'est avéré nécessaire car il a contribué à l'affirmation de ma posture théorique. En effet, cela a occasionné des réflexions par rapport à la représentation du conflit dans notre société, aux mécanismes qui font que ces conflits soient minimisés ou encore, aux moyens que l'on déploie afin d'en atténuer les effets. Plus encore, cela m'a mené à réfléchir à la première analyse que j'avais effectuée qui contribuait, elle aussi, à passer le conflit, ayant lieu entre la population traditionnelle de Pointe-Saint-Charles et le Bâtiment 7, sous silence.

Par la consolidation de cette perspective de la transaction sociale, additionnée aux concepts de quartier et d'appropriation de l'espace tels qu'utilisés dans ce mémoire, les résultats de la recherche montrent un effacement de la population traditionnelle, lequel ne résulte pourtant pas d'un déplacement géographique ni d'un remplacement de populations dû à la gentrification. Mes observations font état de cet effacement dans le quartier, mais également au sein du Bâtiment 7. Celui-ci résulte de l'inégalité des ressources entre les deux groupes, faisant en sorte que les personnes impliquées dans le Bâtiment 7 usent d'un rapport de force et peuvent ainsi imposer des pratiques qui ont un effet d'exclusion.

Les personnes impliquées dans le Bâtiment 7 déploient des pratiques et des activités qui visent l'inclusion de la population traditionnelle, se dédouanant ainsi de leur contribution à la gentrification et adoptent une posture salvatrice. Toutefois, la volonté de rendre hommage à l'histoire du quartier ne constitue pas une représentation réelle de la population traditionnelle : les dispositifs déployés n'incluent pas réellement cette population et contribuent davantage à un éloignement social qu'à un rapprochement entre les groupes. Par ailleurs, le quartier est perçu différemment par la population traditionnelle que par les personnes impliquées au Bâtiment 7, ce qui contribue à créer un éloignement social entre les groupes, puisque leurs actions sont influencées par leur conception. Or, les perspectives des transactions sociales et de l'appropriation de l'espace, qui impliquent aussi que les acteurs usent des ressources dont ils disposent afin de répondre à leurs aspirations (Chombart de Lauwe, 1979 ; Gibout *et al.*, 2009), indiquent que l'évitement des activités par les personnes appartenant à la population traditionnelle et leur refus de se mélanger aux personnes impliquées au Bâtiment 7 constituent également des manières de négocier et d'envoyer le message qu'elles ne se reconnaissent pas en ce lieu. En ce sens, il m'a semblé important de soulever que la participation de la population traditionnelle à certaines activités se déroulant au Bâtiment 7 relève des opportunités qui leurs sont offertes tout en tenant compte des contraintes (mobilité, possibilités limitées dans le quartier, barrières d'accès aux activités du Bâtiment 7). Le fait de fréquenter le Bâtiment 7 à l'occasion n'est pas synonyme d'un sentiment d'appartenance à l'espace.

De plus, les transactions sociales qui ont lieu au sein du Bâtiment 7 sont influencées par le contexte du quartier : j'ai donc soulevé que par les pratiques qui y sont déployées et par les propos des personnes impliquées, le Bâtiment 7 se positionne comme un acteur prééminent dans Pointe-Saint-

Charles. La manière d'occuper l'espace et les relations entretenues avec les autres instances du quartier perpétuent cette position de supériorité et de prise en charge, contribuant ainsi à ce que la population traditionnelle se sente éloignée, exclue et non représentée au sein du Bâtiment 7. Dès lors, les dynamiques entre la population traditionnelle de Pointe-Saint-Charles et les personnes impliquées dans le Bâtiment 7 ont tendance à reproduire et de perpétuer les inégalités sociales avec des groupes marginalisés et ce, malgré la volonté de produire de nouvelles manières d'entretenir les rapports sociaux. Cette analyse correspond à la potentialité de la production de la société (Touraine, 1973) ou de la reproduction des structures en place (Bourdieu et Passeron, 1970) mise de l'avant par le paradigme de la transaction sociale (Remy *et al.*, 1978, 2005).

Le terrain de recherche, ayant été effectué durant la deuxième phase de développement du Bâtiment 7, m'a permis de saisir les aspects reliés aux transactions sociales entre une portion importante de la population du quartier et les personnes impliquées dans le projet social en plein déploiement. Dans cette perspective, ma recherche visait la compréhension de rapports construits de tensions dans un contexte à la fois complexe et en pleine mouvance. Mais au-delà des dynamiques spécifiques issues du contexte observé, ce mémoire met en lumière des enjeux plus larges de coexistence qui sont inhérents aux rapports entre groupes. Effectuer cette recherche a réaffirmé en moi la pertinence du rôle des travailleurs sociaux auprès des collectivités. Bien que la dominance néolibérale contribue à l'effacement de l'intervention collective par « l'individualisation des problèmes sociaux » (Parazelli, 2012), il demeure nécessaire que la discipline du travail social continue de s'attarder à l'intervention collective, particulièrement dans le contexte actuel, où les conflits sociaux et politiques sont des enjeux de tous les instants. Par ailleurs, se pencher sur les rapports collectifs me semble nécessaire afin de comprendre les enjeux individuels et interpersonnels. En outre, ce mémoire traite de la question de l'habitation de manière large. Alors que nous traversons une crise de l'habitation qui ne s'atténue pas, se pencher sur le droit au logement est fondamental dans la compréhension des rapports sociaux. Les dynamiques observées et les enjeux vécus à ce niveau sont en définitive des conséquences directes des orientations sociales que nous avons prises collectivement. S'il est primordial pour les individus de se loger adéquatement, il semble que plusieurs autres aspects sont à considérer en regard à leur bien-être. Le sentiment d'appartenance à un lieu, le fait de se reconnaître dans cet espace, le droit de l'occuper et la possibilité de trouver des compromis qui tiennent compte des aspirations et des réalités des

groupes sont des éléments non négligeables lorsqu'on aborde les questions de l'habitation et du droit à la ville. Il importe donc d'en prendre la mesure dans nos choix politiques quotidiens et collectifs.

ANNEXE A

AFFICHE DE RECRUTEMENT – POPULATION TRADITIONNELLE

PARLEZ-NOUS DE VOTRE QUARTIER

Vous êtes la personne
recherchée si :

- Vous vivez dans Pointe-Saint-Charles depuis l'année 2000 ou avant
- Vous avez un revenu de moins de 30 000\$ par année
- Vous êtes locataire



Votre participation :

- Implique une rencontre d'une heure et demie au moment et à l'endroit de votre choix
- Sera confidentielle

Le projet de recherche
s'intéresse :

- À vos habitudes de vie dans le quartier
- Aux services communautaires vous utilisez ou vous aimeriez utiliser
- À votre expérience de vie
- À l'évolution de Pointe-Saint-Charles

Contactez-nous

Janou Radilla, étudiante chercheuse
sous la supervision de Louis Gaudreau et
Jade Bourdages-Lafleur

☎ 514 - 668 - 8661

✉ radilla.janou@courrier.uqam.ca

ANNEXE B

AFFICHE DE RECRUTEMENT – PERSONNES IMPLIQUÉES AU B7

PARTICIPANT.E.S RECHERCHÉ.E.S

Nous sommes à la recherche de personnes impliquées au Bâtiment 7.

Vous êtes la personne idéale pour participer au projet si :

- Vous êtes employéE, bénévole ou vous fréquentez le Bâtiment 7



Le projet de recherche s'intéresse :


- Aux pratiques valorisées au sein du Bâtiment 7;
- À la communauté qui fréquente le Bâtiment 7;
- Aux relations entre les personnes impliquées dans le Bâtiment 7 et la population de Pointe-Saint-Charles

Votre participation :

- Implique une rencontre d'une heure et demie au moment et à l'endroit de votre choix
- Sera confidentielle

Contactez-nous

Janou Radilla, étudiante chercheuse
sous la supervision de Louis Gaudreau et
Jade Bourdages-Lafleur

 514 - 668 - 8661

 radilla.janou@courrier.uqam.ca

UQÀM | **École de travail social**
FACULTÉ DES SCIENCES HUMAINES
Université du Québec à Montréal

ANNEXE C

GRILLE D'OBSERVATION

Grille d'observation

| | Observation participante | Observation non participante |
|--|---------------------------------|-------------------------------------|
| Activité observée <ul style="list-style-type: none"> • Individuelle • Groupe • Quartier | | |
| Espace <ul style="list-style-type: none"> • Lieu • Occupation de l'espace | | |
| Temporalité <ul style="list-style-type: none"> • Durée • Moment de la journée • Continuité | | |
| Interactions sociales <ul style="list-style-type: none"> • Verbales • Non verbales • Personnes impliquées dans les interactions • Relations | | |

ANNEXE D
VENTILATION DES NOTES DE TERRAIN

Ventilation

| Scènes | Impressions / ressentis | Contexte | Réflexions |
|--------|-------------------------|----------|------------|
| | | | |

Tableau tiré de *L'analyse dans l'enquête anthropo-sociologique* (Paillé et Mucchielli, 2021a, p. 145)

ANNEXE E
CANEVAS D'ENTRETIENS PAR CONVERSATIONS

Canevas d'entretien (conversations) – population de Pointe-Saint-Charles (PSC)

Profil de la personne

- Nom
- Âge
- Durée de résidence dans le quartier
- Occupation
- Entourage
- Profil socioéconomique

Quartier et gentrification

- Histoire du quartier PSC
- Relation au quartier
- Relations avec le voisinage
- Population du quartier
- Fréquentation et habitudes de vie dans le quartier
- Changements dans le quartier
- Perception des changements dans le quartier
- Vision du futur du quartier
- Vision d'une vie de quartier idéale

Bâtiment 7

- Connaissance du B7
- Histoire du B7
- Participation à des activités du B7
- Fréquentation des lieux publics du B7 (microbrasserie, épicerie solidaire)
 - Si oui pourquoi
 - Si non, pourquoi
 - Qu'est-ce qui ferait qu'ils iraient
- Perception de ce qui y est fait
- Perception de qui le fréquente

- Perception de ce que le B7 représente pour le quartier et pour la personne
 - Changements de perception dans le temps
- Changements dans le quartier par rapport au B7 ? Depuis l'implantation du B7 ?
- Visibilité du B7 dans le quartier outre le lieu physique

Transactions sociales

- Interactions et relations avec les personnes du B7
- Interactions et relations avec les autres groupes sociaux du quartier
- Partage de l'espace
- Stratégies pour garder leur place dans le quartier

ANNEXE F
GUIDE D'ENTRETIENS SEMI-DIRIGÉS

Guide d'entretien (semi-dirigé) – personnes impliquées au Bâtiment 7 (B7)

Profil de la personne

- Nom
- Âge
- Occupation
- Où vivez-vous?
- Comment vous décririez-vous ?
- Qu'est-ce qui vous a amené à vous impliquer dans le Bâtiment 7 ?
- Quelle-est la nature de votre implication au Bâtiment 7 ?

Pointe-Saint-Charles

- Quelle est l'histoire de Pointe-Saint-Charles (PSC)?
 - Comment le quartier a-t-il évolué au fil du temps?
- Comment décririez-vous la population de Pointe-Saint-Charles?
 - Quelles sont les habitudes de vie des personnes vivant à Pointe-Saint-Charles?

Bâtiment 7

- Comment décririez-vous le Bâtiment 7 ?
 - Quelle est sa mission ? Son histoire?
 - Quelle est votre vision par rapport à son rôle dans le quartier ?
 - Comment est géré le B7?
 - Quelles sont les pratiques entre bénévoles, employéEs, membres du CA?
 - Quelles sont les activités qui se déroulent au B7?
 - Comment décririez-vous l'action collective du B7 ?
 - Comment la mission a-t-elle évolué au fil des années?
- Qui sont les personnes qui fréquentent le B7 ?
 - Comment décririez-vous les liens entre les personnes qui fréquentent le Bâtiment 7 ?
 - Qu'est-ce qui unit le Bâtiment 7 au quartier?

- Quelles sont les relations entre les personnes qui fréquentent le Bâtiment 7 et la communauté?
 - Que représente le Bâtiment 7 pour la communauté de PSC?
 - Organismes communautaires
 - Population
 - Que représente la communauté de PSC pour les personnes impliquées dans le B7 ?
 - Que représente le B7 pour vous?
 - Que représente le B7 pour la ville de MTL?
 - Que représente le B7 pour les groupes militants de Montréal?
- Quels ont été les événements marquants pour le B7 dans les dernières années?
- Comment décririez-vous le rayonnement du Bâtiment 7 à l'intérieur et à l'extérieur du quartier?
- Comment la relation entre la population de PSC et le B7 a-t-elle évolué au fil du temps?
- Comment la notoriété (médias, reconnaissance de la Ville, plus grande connaissance du public) a-t-elle influencé les pratiques du B7 ?
 - Et la fréquentation?
- Quels sont les lieux qui permettent aux personnes impliquées dans le B7 et à la population traditionnelle de PSC d'être ensemble?

Gentrification

- Est-ce qu'il y a eu des changements dans le quartier depuis le début de votre implication dans le B7? Comment les décrivez-vous?
 - Comment le B7 répond ou agit face à ces changements?
- Avez-vous parlé de la gentrification dans vos rencontres au Bâtiment 7 (équipe / CA) ?
 - Comment le B7 se positionne-t-il par rapport à la gentrification?

APPENDICE A

FORMULAIRE DE CONSENTEMENT – PERSONNES IMPLIQUÉES AU B7

FORMULAIRE DE CONSENTEMENT

Personnes impliquées dans le Bâtiment 7

Titre du projet de recherche

Les transactions sociales dans un quartier gentrifié : l'appropriation de l'espace par la communauté autogérée du Bâtiment 7 et la population de Pointe-Saint-Charles

Étudiante-chercheuse

Janou Radilla

Maîtrise en travail social (profil recherche) – École de travail social – UQAM

514-668-8661

radilla.janou@courrier.uqam.ca

Direction de recherche

Louis Gaudreau, Professeur, École de travail social – UQAM

514-987-3000 poste 5101

gaudreau.louis@uqam.ca

Jade Bourdages-Lafleur, Professeure, École de travail social – UQAM

514-987-3000 poste 1279

bourdages-lafleur.jade@uqam.ca

Préambule

Nous vous invitons à participer à un projet de recherche qui implique une rencontre d'une heure trente. Avant d'accepter de participer à ce projet de recherche, veuillez prendre le temps de comprendre et de considérer attentivement les renseignements qui suivent.

Ce formulaire de consentement vous explique le but de cette étude, les procédures, les avantages, les risques et inconvénients, de même que les personnes avec qui communiquer au besoin.

Le présent formulaire de consentement peut contenir des mots que vous ne comprenez pas. Vous pouvez nous poser toutes les questions que vous jugez nécessaires.

Description du projet et de ses objectifs

- Le projet de recherche se déroule dans le cadre d'un mémoire de maîtrise en travail social. Il vise à étudier les relations sociales entre les personnes impliquées dans le Bâtiment 7 et la population de Pointe-Saint-Charles dans un contexte de gentrification.
- Durée prévue du déroulement du projet : 1 an et demi (janvier 2024 à juin 2025)
- Population ciblée : personnes impliquées dans le Bâtiment 7 et personnes faisant partie de la population de Pointe-Saint-Charles
- Nombre de participants impliqués : entre 6 et 10, dans une proportion de 40 à 60% de chaque population étudiée
 - o Objectifs généraux poursuivis : 1) Documenter les pratiques du Bâtiment 7 qui concernent la cohabitation avec la population de traditionnelle de Pointe-Saint-Charles ; 2) Documenter les habitudes de vie quotidiennes des citoyenNEs de Pointe-Saint-Charles ; 3) Analyser les manières dont les transactions sociales se manifestent entre les personnes impliquées dans le Bâtiment 7 et la population de Pointe-Saint-Charles par rapport à la gentrification du quartier.

Nature et durée de votre participation

Votre participation consistera en une rencontre d'une durée d'une heure et demie (1h30) lors de laquelle des questions concernant le Bâtiment 7 (son histoire, votre implication, les personnes qui le fréquentent) seront posées. Il s'agira d'une entrevue semi-dirigée qui se déroulera en présentiel

à l'endroit de votre choix. Il est possible que suite à notre rencontre, un second entretien soit sollicité dans les trois mois suivants afin de fournir un supplément d'informations. Si elle a lieu, cette seconde rencontre sera d'une durée maximale d'une heure (1h) et pourra être téléphonique, virtuelle ou en présentiel. Ces rencontres seront enregistrées (audio seulement) afin de faciliter la collecte, la transcription et l'analyse de données.

Avantages liés à la participation

Vous ne retirerez personnellement pas d'avantages à participer à cette étude. Toutefois, vous aurez contribué à l'avancement d'une recherche portant sur le quartier Pointe-Saint-Charles, sur le Bâtiment 7 et sur la gentrification.

Risques liés à la participation

En principe, il n'y a aucun risque relié à la participation à cette recherche.

Confidentialité

Afin de préserver votre confidentialité, les mesures suivantes seront mises en place :

- Agrégation de données : lors de l'analyse et de la publication de la recherche, toutes les données recueillies par les personnes impliquées dans le Bâtiment 7 qui participeront à l'études seront rassemblées dans la catégorie « personnes impliquées dans le Bâtiment 7 ». Ainsi, les participantEs ne seront pas différenciésEs.
- Données anonymisées : lors de la collecte de données, votre nom ne sera pas utilisé. Une codification sera utilisée par la chercheuse principale.
- Les données numériques seront conservées dans un document virtuel sécurisé par l'institution de recherche (UQAM). Les données en format papier seront verrouillées dans un tiroir fermé à clé auquel seule la chercheuse principale aura accès.

- Le document contenant l'information sur le codage des données sera gardé séparément des données, dans un tiroir fermé à clé.
- Les informations à votre sujet seront détruites après la publication de la recherche (prévue en juin 2025).

Utilisation secondaire des données

Vos données ne seront pas utilisées pour une autre étude que la présente recherche.

Participation volontaire et retrait

Votre participation est entièrement libre et volontaire. Vous pouvez refuser d'y participer ou vous retirer en tout temps sans devoir justifier votre décision. Si vous décidez de vous retirer de l'étude, vous n'avez qu'à aviser Janou Radilla verbalement ou par courriel; toutes les données vous concernant seront détruites.

Indemnité compensatoire

Aucune indemnité compensatoire n'est prévue.

Des questions sur le projet?

Pour toute question additionnelle sur le projet et sur votre participation, vous pouvez communiquer avec les responsables du projet :

Janou Radilla, étudiante-chercheuse

Maîtrise en travail social (profil recherche) – École de travail social – UQAM

radilla.janou@courrier.uqam.ca

Louis Gaudreau, directeur de recherche

Professeur, École de travail social – UQAM

514-987-3000 poste 5101

gaudreau.louis@uqam.ca

Jade Bourdages-Lafleur, co-directrice de recherche

Professeure, École de travail social – UQAM

514-987-3000 poste 1279

bourdages-lafleur.jade@uqam.ca

Des questions sur vos droits ? Le Comité d'éthique de la recherche pour les projets étudiants impliquant des êtres humains (CERPÉ) a approuvé le projet de recherche auquel vous allez participer. Pour des informations concernant les responsabilités de l'équipe de recherche au plan de l'éthique de la recherche avec des êtres humains ou pour formuler une plainte, vous pouvez contacter la coordination du CERPÉ FSH (cerpe.fsh@uqam.ca).

Pour toute autre question concernant vos droits en tant que personne participante à ce projet de recherche ou pour formuler une plainte, vous pouvez communiquer avec le bureau de la protectrice universitaire de l'UQAM protectriceuniversitaire@uqam.ca; 514-987-3151.

Remerciements

Nous vous remercions pour votre participation à ce projet de recherche.

Consentement

Je déclare avoir lu et compris le présent projet, la nature et l'ampleur de ma participation, ainsi que les risques et les inconvénients auxquels je m'expose tels que présentés dans le présent formulaire. J'ai eu l'occasion de poser toutes les questions concernant les différents aspects de l'étude et de recevoir des réponses à ma satisfaction.

Je, soussigné(e), accepte volontairement de participer à cette étude. Je peux me retirer en tout temps sans préjudice d'aucune sorte. Je certifie qu'on m'a laissé le temps voulu pour prendre ma décision.

Une copie signée de ce formulaire d'information et de consentement doit m'être remise.

Prénom Nom

Signature

Date

Engagement du chercheur

Je, soussigné(e) certifie

(a) avoir expliqué au signataire les termes du présent formulaire; (b) avoir répondu aux questions qu'il m'a posées à cet égard;

(c) lui avoir clairement indiqué qu'il reste, à tout moment, libre de mettre un terme à sa participation au projet de recherche décrit ci-dessus;

(d) que je lui remettrai une copie signée et datée du présent formulaire.

Prénom Nom

Signature

Date

APPENDICE B
FORMULAIRE DE CONSENTEMENT – POPULATION TRADITIONNELLE

FORMULAIRE DE CONSENTEMENT

Population de Pointe-Saint-Charles

Introduction

Avant d'accepter de participer à ce projet de recherche, il est important de comprendre ce document.

Ce formulaire de consentement vous explique

- le but de cette étude
- les procédures
- les avantages, les risques et inconvénients
- les personnes avec qui communiquer au besoin.

Ce formulaire de consentement peut contenir des mots que vous ne comprenez pas. Vous pouvez nous poser toutes les questions que vous avez.

Titre du projet de recherche

Les transactions sociales dans un quartier gentrifié : l'appropriation de l'espace par la communauté autogérée du Bâtiment 7 et la population de Pointe-Saint-Charles

Description du projet et de ses objectifs

Le projet de recherche se déroule dans le cadre d'un mémoire de maîtrise en travail social. Il vise à étudier les relations sociales entre les personnes impliquées dans le Bâtiment 7 et la population de Pointe-Saint-Charles dans un contexte de gentrification.

Il est prévu que le projet dure 1 an et demi (janvier 2024 à juin 2025)

Il est prévu que le projet comprenne entre 6 à 10 participants

Les personnes qui participent sont les personnes impliquées dans le Bâtiment 7 et personnes faisant partie de la population de Pointe-Saint-Charles

Objectifs généraux de la recherche :

Documenter les pratiques du Bâtiment 7 qui concernent la cohabitation avec la population de traditionnelle de Pointe-Saint-Charles ;

Documenter les habitudes de vie quotidiennes des citoyenNEs de Pointe-Saint-Charles ;

Analyser les manières dont les transactions sociales se manifestent entre les personnes impliquées dans le Bâtiment 7 et la population de Pointe-Saint-Charles par rapport à la gentrification du quartier.

Votre participation

Une rencontre d'une heure et demie (1h30)

Nous aurons une conversation sur votre vie, votre expérience, sur le quartier Pointe-Saint-Charles et sur les changements du quartier;

Il se peut qu'une deuxième rencontre soit demandée pour une deuxième conversation;

Les conversations se dérouleront dans le lieu de votre choix;

Les conversations seront enregistrées (voix seulement, pas d'image)

Avantages de la participation

Vous ne retirerez pas d'avantage personnel de la recherche. Vous aiderez à faire avancer la recherche sur votre quartier.

Risques liés à la participation

En principe, il n'y a pas de risque relié à la participation.

Confidentialité

Nos conversations sont confidentielles. Les informations sur votre identité ne seront pas publiées.

Lors de l'analyse et de la publication de la recherche, nous n'allons pas vous identifier

Dans le document final de la recherche (publication du mémoire), toutes les personnes qui participent à la recherche qui font partie de la population de Pointe-Saint-Charles seront regroupées dans la même catégorie pour que vous ne puissiez pas être identifié

Avant que le document final soit publié (durant l'analyse des données), votre nom ne sera pas utilisé. Janou Radilla utilisera un code pour que vous ne soyez pas identifiable

Les informations numériques (enregistrements) recueillies par Janou Radilla seront conservées dans un document informatique sécuritaire.

Les informations en format papier recueillies par Janou Radilla seront gardées dans un tiroir verrouillé.

Les informations à votre sujet seront détruites après la publication de la recherche (prévue en juin 2025).

Utilisation secondaire des données

Vos données ne seront pas utilisées pour une autre étude que la présente recherche.

Participation volontaire et retrait

Votre participation est entièrement libre et volontaire.

Vous pouvez refuser d'y participer ou vous retirer en tout temps.

Vous pouvez arrêter de participer à notre rencontre. Vous pouvez aussi décider de retirer votre participation après notre rencontre.

Vous n'avez pas besoin de donner de raison si vous voulez arrêter de participer.

Si vous décidez de vous retirer de l'étude, avisez Janou Radilla verbalement ou par courriel.

Si vous retirez votre participation, nous allons supprimer les informations que vous nous avez dites (destruction des données). Vos réponses ne seront pas utilisées dans la recherche.

Indemnité compensatoire

Ce projet ne prévoit pas de montant d'argent pour votre participation.

Si vous avez des questions sur le projet

En tout temps, vous pouvez nous poser des questions sur le projet.

Contact :

Janou Radilla, étudiante-chercheuse

Maîtrise en travail social (profil recherche) – École de travail social – UQAM

radilla.janou@courrier.uqam.ca

Louis Gaudreau, directeur de recherche

Professeur, École de travail social – UQAM

514-987-3000 – poste 5101

gaudreau.louis@ugam.ca

Jade Bourdages-Lafleur, co-directrice de recherche

Professeure, École de travail social – UQAM

514-987-3000 – poste 1279

bourdages-lafleur.jade@ugam.ca

Éthique

Le projet est approuvé par le comité d'éthique de l'UQAM.

Le nom de ce comité est le **Comité d'éthique de la recherche pour les projets étudiants impliquant des êtres humains de la Faculté des sciences humaines de l'UQAM (CERPÉ FSH)**.

Vous pouvez contacter ce comité si vous avez des questions sur l'éthique de cette recherche.

Contact du comité éthique :

514-987-3000 poste 20548

cerpe.fsh@ugam.ca

OU

Le bureau de la protectrice universitaire de l'UQAM

514-987-3151

protectriceuniversitaire@ugam.ca

Remerciements

Nous vous remercions pour votre participation à ce projet de recherche.

Consentement

J'ai lu et j'ai compris ce document.

Je comprends le projet.

Je comprends la nature et l'ampleur de ma participation (mon implication dans le projet).

Je comprends les risques du projet.

J'ai posé les questions que j'avais concernant le projet et j'ai eu les réponses à mes questions.

Je, soussigné(e), accepte volontairement de participer à cette étude. Je peux me retirer en tout temps sans préjudice d'aucune sorte. Je certifie qu'on m'a laissé le temps voulu pour prendre ma décision.

Une copie signée de ce formulaire d'information et de consentement doit m'être remise.

Prénom Nom

Signature

Date

Engagement du chercheur

Je certifie que

J'ai expliqué le projet et les détails de la participation au projet au participant

J'ai répondu aux questions du participant sur le projet

J'ai expliqué au participant qu'il peut se retirer du projet pendant et après le projet

Je vais remettre une copie signée et datée de ce formulaire au participant

Prénom Nom

Signature

Date

APPENDICE C

CERTIFICATION ÉTHIQUE

CERTIFICAT D'APPROBATION ÉTHIQUE RENOUVELLEMENT

Le Comité d'éthique de la recherche pour les projets étudiants impliquant des êtres humains (CERPE FSH) a examiné le projet de recherche suivant et le juge conforme aux pratiques habituelles ainsi qu'aux normes établies par la *Politique No 54 sur l'éthique de la recherche avec des êtres humains* (avril 2020) de l'UQAM.

Titre du projet : LES TRANSACTIONS SOCIALES DANS UN QUARTIER GENTRIFIÉ :
L'APPROPRIATION DE L'ESPACE PAR LA COMMUNAUTÉ AUTOGÉRÉE DU BÂTIMENT 7 ET
LA POPULATION DE POINTE-SAINT-CHARLES

Nom de l'étudiant : Janou Radilla

Programme d'études : Maîtrise en travail social (mémoire de recherche)

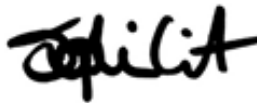
Direction(s) de recherche : Louis Gaudreau; Jade Bourdages-Lafleur

Modalités d'application

Toute modification au protocole de recherche en cours de même que tout événement ou renseignement pouvant affecter l'intégrité de la recherche doivent être communiqués rapidement au comité.

La suspension ou la cessation du protocole, temporaire ou définitive, doit être communiquée au comité dans les meilleurs délais.

Le présent certificat est valide pour une durée d'un an à partir de la date d'émission. Au terme de ce délai, un rapport d'avancement de projet doit être soumis au comité, en guise de rapport final si le projet est réalisé en moins d'un an, et en guise de rapport annuel pour le projet se poursuivant sur plus d'une année au plus tard un mois avant la date d'échéance (**2026-12-11**) de votre certificat. Dans ce dernier cas, le rapport annuel permettra au comité de se prononcer sur le renouvellement du certificat d'approbation éthique.



Sophie Gilbert
Professeure, Département de psychologie

BIBLIOGRAPHIE

- Action-Gardien, CDC de Pointe-Saint-Charles. (2024a). Plans d'action par comité 2024-2029. <https://www.actiongardien.org/planification-2024-2029>
- Action-Gardien, CDC de Pointe-Saint-Charles. (2024b). Pointe-Saint-Charles en chiffres. Faits saillants du portrait statistique de quartier. <https://www.actiongardien.org/portrait-de-quartier-2021>
- Action-Gardien, CDC de Pointe-Saint-Charles. (s. d.). *Membres, partenaires et représentations*. Action-Gardien. Récupéré le 20 juin 2025 de <https://www.actiongardien.org/membres-partenaires-et-representations>
- Action-Gardien, CDC de Pointe-Saint-Charles et Clinique communautaire de Pointe-Saint-Charles. (2018, mars). *Portrait statistique de la population du territoire de Pointe-Saint-Charles*. https://ccpsc.qc.ca/wp-content/uploads/2021/10/Portrait-Population-Pointe-Saint-Charles-recensement-2016_mis-a-jour-SAD.pdf
- Adler, P. A. et Adler, P. (1994). Chapter 23 : observational techniques. Dans N. K. Denzin et Y. S. Lincoln (dir.), *Handbook of qualitative research* (Denzin, K. et Lincoln Y.S., p. 377-392). Sage Publications.
- Agamben, G. (2007). *Qu'est-ce qu'un dispositif?* (M. Rueff, trad.). Payot et rivages.
- Atkinson, P. et Hammersley, M. (1994). Chapter 15 : Ethnography and participant observation. Dans N. K. Denzin et Y. S. Lincoln (dir.), *Handbook of qualitative research* (Denzin, K. et Lincoln Y.S., p. 248-261). Sage Publications.
- Atkinson, R. et Wulff, M. (2009). Gentrification and displacement: a review of approaches and findings in the literature. *AHURI Positioning Paper*, (115).
- Authier, J.-Y., Bacqué, M.-H. et Guérin-Pace, F. (2007). *Le quartier*. La Découverte. <https://doi.org/10.3917/dec.bacqu.2007.01>
- Authier, J.-Y. et Bidou-Zachariassen, C. (2008). Éditorial.: La question de la gentrification urbaine. *Espaces Et Sociétés*, n° 132-133(1), 13-21. <https://doi.org/10.3917/esp.132.0013>
- Avenel, C. (2005). La mixité dans la ville et dans les grands ensembles: Entre mythe social et instrument politique. *Informations Sociales*, n° 125(5), 62-71. <https://doi.org/10.3917/inso.125.0062>
- Barthes, R. (1957). *Mythologies*. Éd. du Seuil. chrome-extension://efaidnbmnnnibpcajpcglclefindmkaj/https://monoskop.org/images/9/9b/Barthes_Roland_Mythologies_1957.pdf
- Bâtiment 7. (2019, 18 novembre). Autogestion - Bâtiment 7. <https://www.batiment7.org/autogestion/>

- Bâtiment 7. (2024a). *Assemblée publique du Bâtiment 7 !* | Facebook [Événement]. Facebook. <https://www.facebook.com/events/25324348280485833>
- Bâtiment 7. (2024b). *Rapport annuel 2024, Bâtiment 7*.
- Bâtiment 7. (s.d.). *Ateliers collaboratifs du B7*. <https://ateliers.batiment7.org/#!/plans>
- Bâtiment 7. (s.d.). *Mission - Bâtiment 7*. <https://www.batiment7.org/mission/>
- Beaudry, L.-P. (2021). La gentrification atypique de Québec entre 1971 et 2016 : portrait d'une ville polycentrique de taille moyenne. *Recherches Sociographiques*, 62(1), 35-64. <https://doi.org/10.7202/1082612ar>
- Bélanger, H. (2010). Pour qui et à qui ce parc ? Gentrification et appropriation de l'espace public dans l'arrondissement du Sud-Ouest de Montréal (Canada)1. *Lien Social Et Politiques*, (63. Le logement et l'habitat : enjeux politiques et sociaux), 143-154. <https://doi.org/10.7202/044156ar>
- Bélanger, H. et Lapointe, D. (2021). Revitalisation et « bulles touristiques » : une gentrification instantanée par la touristification du quotidien? *Recherches Sociographiques*, 62(1), 149-173. <https://doi.org/10.7202/1082616ar>
- Bellavance, M. (1993). Montréal au XIXe siècle: conformité et originalité par rapport au modèle occidental de croissance urbaine. *Recherches Sociographiques*, 34(3), 395-416. <https://doi.org/10.7202/056794ar>
- Bernier, J. et Triollet, K. (2018). Lutttes populaires à Pointe-Saint-Charles : résistance et résilience. *Nouveaux Cahiers Du Socialisme*, (20), 119-127.
- Bérubé, H. (2016). La ville, quartier par quartier. *Labour / Le Travail*, 78(1), 265-279. <https://doi.org/10.1353/ltt.2016.0059>
- Blanc, M. (2009). La transaction sociale : genèse et fécondité heuristique: *Pensée Plurielle*, n° 20(1), 25-36. <https://doi.org/10.3917/pp.020.0025>
- Blanc, M. et Stoessel-Ritz, J. (2020). Produire ou reproduire ? Un ouvrage prophétique et en avance sur son temps: Introduction aux textes issus de l'ouvrage Jean Remy, Liliane Voyé et Émile Servais, Produire ou reproduire ? Une sociologie de la vie quotidienne (Tome 1 et 2). *SociologieS*, (Découvertes / redécouvertes 2020). <https://doi.org/10.4000/sociologies.13066>
- Blumer, H. (1969). *Symbolic interactionism: perspective and method* (First edition paperback print., renewed). University of California Press.
- Boissonade, J. (2009). Les apports de la sociologie pragmatique à la transaction sociale: Le concept de « régimes d'action » dans l'analyse du discours des « jeunes de banlieue ». *Pensée Plurielle*, n° 20(1), 37-50. <https://doi.org/10.3917/pp.020.0037>

- Bouchard, I. (2000). Pointe-Saint-Charles : le Montréal archétypal. *Continuité*, (86, automne 2000), 43-45.
- Bourdieu, P. (1979). Les trois états du capital culturel. *Actes De La Recherche En Sciences Sociales*, 30(1), 3-6. <https://doi.org/10.3406/arss.1979.2654>
- Bourdieu, P. (1984). Espace social et genèse des classes. *Actes De La Recherche En Sciences Sociales*, 52-53(Le travail politique), 3-14.
- Bourdieu, P. (1986). Habitus, code et codification. *Actes De La Recherche En Sciences Sociales*, 64(1), 40-44. <https://doi.org/10.3406/arss.1986.2335>
- Bourdieu, P. et Passeron, J.-C. (1970). *La reproduction. Éléments d'une théorie du système d'enseignement*. Les éditions de minuit.
- Bourdin, A. (2008). Gentrification : un « concept » à déconstruire: *Espaces et sociétés*, n° 132-133(1), 23-37. <https://doi.org/10.3917/esp.132.0023>
- Buck, J. A. et Edenburg, G. La sociocratie : les forces créatives de l'auto-organisation. 2004.
- Butler, T. et Robson, G. (2001). Social Capital, Gentrification and Neighbourhood Change in London: A Comparison of Three South London Neighbourhoods. *Urban Studies*, 38(12), 2145-2162. <https://doi.org/10.1080/00420980120087090>
- Caron, C. (2013). Les fondations privées: pas si charitables. *Relations, La promesse du don*(769). <https://cjf.qc.ca/revue-relations/publication/article/les-fondations-privées-pas-si-charitables/>
- Chamboredon, J.-C. et Lemaire, M. (1970). Proximité spatiale et distance sociale. Les grands ensembles et leur peuplement. *Revue Française De Sociologie*, 11(1), 3. <https://doi.org/10.2307/3320131>
- Charbonneau, J. et Mallon, I. (2016). Présentation: Territoires urbains et mixité sociale : des politiques imaginées aux pratiques réelles. *Lien Social Et Politiques*, (77), 3. <https://doi.org/10.7202/1037899ar>
- Chombart de Lauwe, P.-H. (1979). Appropriation de l'espace et changement social. *Cahiers Internationaux De La Sociologie*, 66, 141-150.
- Clerval, A. et Van Criekingen, M. (2014). « “Gentrification ou ghetto” », décryptage d'une impasse intellectuelle. *Metropolitiques*.
- Clerval, A. et Van Criekingen, M. (2022). Politiques de gentrification. *Métropoles*, (31). <https://doi.org/10.4000/metropoles.8884>
- Clinique communautaire de Pointe-Saint-Charles. (1996). *Données statistiques Pointe St-Charles 1996*. <https://ccpsc.qc.ca/wp-content/uploads/2019/11/Donn%C3%A9es%20statistiques%20PSC%201996.pdf>

- Côté, D. et Gratton, D. (2014). Chapitre 3. L'approche ethnographique. Illustration dans le contexte de la réadaptation en santé mentale. Dans M. Corbière et N. Larivière (dir.), *Méthodes qualitatives, quantitatives et mixtes dans les recherches en sciences humaines, sociales et de la santé*. (p. 51-71). Les Presses de l'Université du Québec.
- Dansereau, F. (1988). Les transformations de l'habitat et des quartiers centraux : singularités et contrastes des villes canadiennes. *Cahiers De Recherche Sociologique*, 6(2), 95. <https://doi.org/10.7202/1002050ar>
- Davidson, M. (2008). Spoiled mixture: where does state-led 'positive' gentrification end? *Urban Studies*, 45(12), 2385-2405. <https://doi.org/10.1177/0042098008097105>
- Davidson, M. et Lees, L. (2005). New-build 'gentrification' and London's Riverside renaissance. *Environment and Planning A: Economy and Space*, 37(7), 1165-1190. <https://doi.org/10.1068/a3739>
- Denzin, N. K. et Lincoln, Y. S. (1994). Introduction. Entering the field of qualitative research. Dans *Handbook of qualitative research* (p. 1-18). Sage Publications.
- Déri, T. et Dupuis-Déri, F. (2018). *L'anarchie expliquée à mon père*. Lux Éditeur.
- Duncan, R. (1978). *The Point* [Documentaire]. Office national du film du Canada (ONF). <https://www.onf.ca/film/point/>
- Durand-Folco, J. (2016). Pour un municipalisme d'ici. *Relations*, (786), 28-30.
- Durand-Folco, J. (2018). Des voies pour sortir de la mondialisation néolibérale. *Relations*, (795), 32-33.
- Dussault, J. (2016). *De la contestation à la création, l'usage de l'espace urbain par les mouvements sociaux : le cas du Centre social autogéré de Pointe Saint-Charles* [Mémoire, Université du Québec à Montréal]. <https://archipel.uqam.ca/9127/>
- Eckstein, J. (2016). Sociocracy: an organization model for large-scale agile development. *Proceedings Of The Scientific Workshop Proceedings of XP2016*, 1-5. <https://doi.org/10.1145/2962695.2962701>
- Fennario, D. (1980). *Balconville: a play*.
- Fontana, A. et Frey, J. H. (1994). Chapter 22 : Interviewing : the art of science. Dans N. K. Denzin et Y. S. Lincoln (dir.), *Handbook of qualitative research* (p. 361-376). Sage Publications.
- Fusulier, B. et Marquis, N. (2010). Transaction sociale et négociation : deux notions à articuler: *Négociations*, n° 12(2), 23-33. <https://doi.org/10.3917/neg.012.0023>
- Gaudreau, L. et Bélanger, H. (2013). La gentrification, un mal pour un bien ? *Relations*, (769), 36-37.

- Gaudreau, L., Houle, M.-A. et Fauveaud, G. (2021). L'action des promoteurs immobiliers dans le processus de gentrification du Sud-Ouest de Montréal. *Recherches Sociographiques*, 62(1), 121-147. <https://doi.org/10.7202/1082615ar>
- Geoffrion, P. (2004). Chapitre 15 : le groupe de discussion. Dans B. Gauthier (dir.), *Recherche sociale : de la problématique à la collecte des données* (5e édition, p. 391-414). Presses de l'Université du Québec.
- Gibout, C. (2009). L'espace public comme lieu de transactions sociales. Une lecture à partir des pratiques de loisirs urbains: *Pensée Plurielle*, n° 20(1), 153-165. <https://doi.org/10.3917/pp.020.0153>
- Gibout, C., Blanc, M. et Foucart, J. (2009). Transactions sociales et sciences de l'homme et de la société: *Pensée Plurielle*, n° 20(1), 7-11. <https://doi.org/10.3917/pp.020.0007>
- Glass, R. (1964). *London : Aspects of Change* (1ere édition). Centre for urban studies.
- Goffman, E. (1963). *Stigma. Notes on the Management of Spoiled Identity* (1^{re} éd.). Simon & Schuster, Inc.
- Google earth. (s. d.). *Pointe-Saint-Charles* [Carte]. Récupéré le 22 juin 2025 de <https://earth.google.com/web/search/Pointe-Saint-Charles/>
- Gouvernement du Canada. (2018). *Énoncé de politique des trois conseils Éthique de la recherche avec des êtres humains EPTC2 2018*. <https://ethics.gc.ca/fra/documents/tcps2-2018-fr-interactive-final.pdf><https://ethics.gc.ca/fra/documents/tcps2-2018-fr-interactive-final.pdf>
- Grafmeyer, Y. (2007). Le quartier des sociologues. Dans J.-Y. Authier, M.-H. Bacqué et F. Guérin-Pace (dir.), *Le quartier* (La découverte, p. 21-31).
- Grafmeyer, Y. et Authier, J.-Y. (2015). Différenciations, divisions et distances. Dans *Sociologie urbaine* (4e éd, p. 30-47). Armand Colin. <https://shs-cairn-info.proxy.bibliotheques.uqam.ca/sociologie-urbaine--9782200601706-page-30?lang=fr>
- Grafmeyer, Y. et Authier, J.-Y. (2019). *Pour la sociologie urbaine* (OpenEdition Books). Presses universitaires de Lyon.
- Guay, E., Megelas, A. et Nichols, N. (2019). La gentrification contre le droit à la ville. Le cas de Parc-Extension. *Nouveaux Cahiers Du Socialisme*, (22), 198-204.
- Guérin-Pace, F. (2007). Le quartier entre appartenance et attachement : une échelle identitaire ? Dans J.-Y. Authier, M.-H. Bacqué et F. Guérin-Pace (dir.), *Le quartier* (p. 151-162). La Découverte.
- Guerrero, D. (2015). *MAKING SENSE OF MONTRÉAL'S CONDO BOOM* [Recherche supervisée, Université McGill]. https://www.researchgate.net/profile/Daniella-Guerrero-3/publication/392307885_A_DIVERSITY_OF_STORIES_MAKING_SENSE_OF_MON

TREAL'S_CONDO_BOOM/links/683ca0b9c33afe388ac971ea/A-DIVERSITY-OF-STORIES-MAKING-SENSE-OF-MONTREALS-CONDO-BOOM.pdf

- Harvey, N. (2020). Milieu communautaire et fondations privées: des enjeux persistants. *À Bâbord, Revue Sociale Et Politique*, 85(La philanthropie : une fausse solution pour le communautaire), 36-37.
- Imbert, G. (2010). L'entretien semi-directif : à la frontière de la santé publique et de l'anthropologie: *Recherche En Soins Infirmiers*, N° 102(3), 23-34.
<https://doi.org/10.3917/rsi.102.0023>
- Juan, M. (2018). Les communs urbains à Barcelone : vers une réinvention de la gouvernance territoriale ? *Espaces Et Sociétés*, 175(4), 35-49. <https://doi.org/10.3917/esp.175.0035>
- Kearns, A. et Forrest, R. (2000). Social Cohesion and Multilevel Urban Governance. *Urban Studies*, 37(5-6), 995-1017. <https://doi.org/10.1080/00420980050011208>
- Kocsis, J. (2025). Places to be young: The dispossession of public space in Old Havana. *Urban Studies*, 62(2), 273-291. <https://doi.org/10.1177/00420980241249421>
- Kruzynski, A. (2017). L'autonomie collective en action : du Centre Social Autogéré de Pointe-Saint-Charles au Bâtiment 7. *Nouvelles Pratiques Sociales*, 29(1-2), 139-158.
<https://doi.org/10.7202/1043397ar>
- Kruzynski, A. (2019). Le commun dans la ville : pouvoir citoyen à Pointe-Saint-Charles. *Nouveaux Cahiers Du Socialisme*, (21), 135-144.
- Kruzynski, A. et Sarrasin, R. (2010). Ni Dieu, ni Maître : la mouvance anarchiste contemporaine - Revue À bâbord ! *À Bâbord, Revue Sociale Et Politique*, (034).
<https://www.ababord.org/Ni-Dieu-ni-Maitre-la-mouvance>
- La Pointe Libertaire. (2013). *Bâtiment 7. Victoire populaire à Pointe-Saint-Charles*. Écosociété.
- Laflamme, V. (2020). Une crise du logement exacerbée. *Relations*, (811), 6-7.
- Lamoureux, J. (2001). Marges et citoyenneté. *Sociologie Et Sociétés*, 33(2), 29.
<https://doi.org/10.7202/008310ar>
- Lapassade, G. (2003). La « tribe » et les centres sociaux italiens occupés et autogérés. Dans M. Boucher et A. Vulbeau (dir.), *Émergences culturelles et jeunesse populaires. Turbulences ou médiations?* (p. 189-196). L'Harmattan.
- Lavoie, J.-P. et Rose, D. (2012). Gentrification et exclusion sociale des personnes âgées. *Les Cahiers Du CRÉGÈS*, 1(Pour une gérontologie sociale du XXIe siècle. 2012), 1-17.
- Lavoie, J.-P., Rose, D., Burns, V. et Covanti, V. (2012). La gentrification de La Petite-Patrie. Quelle place et quel pouvoir pour les aînés ? *Diversité Urbaine*, 11(1), 59-80.
<https://doi.org/10.7202/1007744ar>

- Lavoie-Ricard, O., Alexis, D. P. et Gagné, V. (2017). Des tanneries aux cafés branchés. *Revue Du CRÉMIS*, 10(2), 4-8.
- Le Sud-Ouest de Montréal. (2015, mars). *Profil sociodémographique de Pointe-Saint-Charles* [Profil sociodémographique]. Direction Culture, Sports, Loisirs et Développement Social Division de la Culture et des Bibliothèques.
http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/PAGE/ARROND_SOU_FR/MEDIA/DOCUMENTS/PROFIL%20SOCIOD%20MOGRAPHIQUE%20DE%20POINTE-SAINT-CHARLES_2015-03-19_2.PDF
- Lefèvre, S. A. et Grant-Poitras, D. (2023). L’Utopie (très) concrète du Bâtiment 7 : un commun face aux défis de son autonomie financière. *Recherches Sociographiques*, 64(1), 91.
<https://doi.org/10.7202/1100575ar>
- Lehman-Frisch, S. (2008). « Gentrifieurs, gentrifiés » : cohabiter dans le quartier de la Mission (San Francisco): *Espaces Et Sociétés*, n° 132-133(1), 143-160.
<https://doi.org/10.3917/esp.132.0143>
- Lemelin, A. et Morin, R. (1991). L’approche locale et communautaire au développement économique des zones défavorisées : le cas de Montréal. *Cahiers De Géographie Du Québec*, 35(95), 285-306.
- Ley, D. (1986). Alternative Explanations for Inner-City Gentrification: A Canadian Assessment. *Annals Of The Association Of American Geographers*, 76(4), 521-535.
<https://doi.org/10.1111/j.1467-8306.1986.tb00134.x>
- Longtin, D., Rochman, J. et Klein, J.-L. (2015). Les enjeux du développement social à Montréal : évolution entre 1998 et 2014. *Cahiers Du Centre De Recherche Sur Les Innovations Sociales (CRISES)*, (ET1503), 31-158.
- Maltais, A. et Bélanger, H. (2021). La gentrification au Québec : les gens, les lieux, les pratiques. *Recherches Sociographiques*, 62(1), 7-34. <https://doi.org/10.7202/1082611ar>
- Martineau, S. (2007). L’éthique en recherche qualitative : quelques pistes de réflexion. *Recherches Qualitatives, Hors série*(5), 70-81.
- Mercier, I. (2015). Bâti au carrefour des voies ferrées / Gilles Lauzon, Pointe-Saint-Charles. L’urbanisation d’un quartier ouvrier de Montréal, 1840-1930, Québec, Septentrion, 2014, 246 pages. *Les Cahiers De Lecture De L’Action Nationale*, 9(2), 7-8.
- Mills, S. (2007). Collectif CourtePointe, Pointe Saint-Charles : un quartier, des femmes, une histoire communautaire (Montréal, les Éditions du remue-ménage, 2006), 286 p. *Revue d’histoire de l’Amérique française*, 60(4), 580-582. <https://doi.org/10.7202/016538ar>
- Ministère du travail du Québec. (2011). *Salaire minimum 1985-1999*.
https://www.travail.gouv.qc.ca/fileadmin/fichiers/Documents/normes_travail/normes_legales_du_canada/salaire_minimum_1985-1999.pdf

- Morin, R., Parazelli, M. et Benali, K. (2008). Conflits d'appropriation d'espaces urbains centraux : prendre en compte les modes de relation des groupes d'acteurs. *Nouvelles Pratiques Sociales*, 20(2), 142-157. <https://doi.org/10.7202/018453ar>
- Morin, R. et Rochefort, M. (2002). Quartier et lien social : des pratiques individuelles à l'action collective. *Lien Social Et Politiques*, (39), 103-114. <https://doi.org/10.7202/005194ar>
- Namian, D. et Grimard, C. (2016). Reconnaître les « zones grises » de l'observation : du trouble à la vigilance ethnographique: *Espaces Et Sociétés*, n° 164-165(1), 19-32. <https://doi.org/10.3917/esp.164.0019>
- Nez, H. (2017). La politisation par l'occupation. Pratiques quotidiennes et trajectoires d'empowerment dans un squat madrilène. *Politix*, n° 117(1), 63. <https://doi.org/10.3917/pox.117.0063>
- Olivier de Sardan, J.-P. (1995). Politiques du terrain. Sur la production de données en anthropologie. *Enquête*, (1. Les terrains de l'enquête), 71-109.
- Paillé, P. et Mucchielli, A. (2021a). Chapitre 5. L'analyse qualitative dans l'enquête anthropo-sociologique. Dans *L'analyse qualitative en sciences humaines et sociales* (p. 129-146). Armand Colin. https://www-cairn-info.proxy.bibliotheques.uqam.ca/feuilleter.php?ID_ARTICLE=ARCO_PAILL_2021_01_0129
- Paillé, P. et Mucchielli, A. (2021b). Chapitre 12. L'analyse thématique. Dans *L'analyse qualitative en sciences humaines et sociales* (p. 269-357). Armand Colin. <https://shs.cairn.info/l-analyse-qualitative-en-sciences-humaines--9782200624019-page-269>
- Parazelli, M. (2005). L'espace dans la formation d'un potentiel de socialisation chez les jeunes de la rue : assises théoriques. *Cahiers De Géographie Du Québec*, 39(107), 287-308. <https://doi.org/10.7202/022500ar>
- Parazelli, M. (2007). L'empowerment: De quel pouvoir s'agit-il ? *Nouvelles Pratiques Sociales*, 19(2). <https://doi.org/10.7202/016046ar>
- Parazelli, M. (2012). L'individualisation des problèmes sociaux. *Nouvelles Pratiques Sociales*, 24(2). <https://doi.org/10.7202/1016343ar>
- Pedgene Sawadogo, H. (2021). Chapitre 29 : L'approche qualitative et ses principales stratégies d'enquête. Dans F. Piron et E. Arsenault (dir.), *Guide décolonisé et pluriversel de formation à la recherche en sciences sociales et humaines*. Édition Sciences et bien commun. <https://scienceetbiencommun.pressbooks.pub/projetthese/chapter/methodes-qualitatives-de-recherche/>
- Plourde, A. (2013). Démocratisation des institutions et des pratiques en santé : l'exemple historique des cliniques populaires. *Nouvelles Pratiques Sociales*, 26(1), 231-246. <https://doi.org/10.7202/1024990ar>

- PME MTL. (2021). *Bâtiment 7 - Bâtir un projet autogéré [Défi 5 ans en affaire]*.
<https://www.youtube.com/watch?v=xQ1J27PIJ7Y&t=9s>
- PME MTL. (s. d.). *Programme de soutien à la diversité commerciale*. PME Montréal Grand Sud-Ouest. Récupéré le 6 mars 2023 de <https://pmemtl.com/sud-ouest/soutien-diversite-commerciale>
- Ramadier, T. (2007). Mobilité quotidienne et attachement au quartier : une question de position ? Dans *Le quartier* (p. 127-138). La Découverte.
- Recyborg. (s. d.). *COOP de recyclage Recyborg - Revalorisation des biens usagés*. RECYBORG. Récupéré le 19 octobre 2025 de <https://recyborg.com/cest-quoi-recyborg/>
- Regroupement Information Logement. (2024). *Portrait de l'habitation à Pointe-Saint-Charles (2017-2024)* [Présentation PowerPoint]. <https://www.rilpsc.org/publications/etudes/>
- Remy, J. (2016). Spatialité du social et transactions. *SociologieS*, (Dossiers).
<https://doi.org/10.4000/sociologies.5354>
- Remy, J. (2020). La transaction, une méthode d'analyse : contribution à l'émergence d'un nouveau paradigme. Dans J. Remy, M. Blanc, J. Foucart, J. Stoessel-Ritz et L. Van Campenhoudt (dir.), *La transaction sociale: un outil pour penser et dénouer la complexité de la vie en société* (p. 495). Érès éditions.
- Remy, J., Fusulier, B. et Kutty, O. (2005). Négociations et transaction sociale. *Négociations*, 3(1), 81-95. <https://doi.org/10.3917/neg.003.0081>
- Remy, J., Voyé, L. et Servais, É. (1978). *Produire ou reproduire ? Une sociologie de la vie quotidienne*. Editions Vie Ouvrière.
- Remy, J., Voyé, L. et Servais, É. (2020). Produire ou reproduire ? Une sociologie de la vie quotidienne (Tome 1) - Extraits. *SociologieS*. <https://doi.org/10.4000/sociologies.13069>
- RIOCM. (2023, 16 janvier). *Les relations entre les fondations, le milieu communautaire et l'État : quelques enjeux et exemples montréalais*. RIOCM. <https://riocm.org/analyse/les-relations-entre-les-fondations-le-milieu-communautaire-et-letat-quelques-enjeux-et-exemples-montrealais/>
- Ripoll, F. (2005). S'appropriier l'espace... ou contester son appropriation ? : Une vue des mouvements sociaux contemporains. *Norois*, (195), 29-42.
<https://doi.org/10.4000/norois.489>
- Ripoll, F. et Veschambre, V. (2005). Introduction: L'appropriation de l'espace comme problématique. *Norois*, (195), 7-15. <https://doi.org/10.4000/norois.477>
- Rose, D. (1984). Rethinking Gentrification: Beyond the Uneven Development of Marxist Urban Theory. *Environment And Planning D: Society And Space*, 2(1), 47-74.
<https://doi.org/10.1068/d020047>

- Savoie-Zajc, L. (2004). Chapitre 13 : L'entrevue semi-dirigée. Dans B. Gauthier (dir.), *Recherche sociale : de la problématique à la collecte des données* (5e édition, p. 337-360). Presses de l'Université du Québec.
- Sénécal, G., Cloutier, G. et Herjean, P. (2009). Le quartier comme espace transactionnel: L'expérience des Tables de concertation de quartier à Montréal. *Cahiers de géographie du Québec*, 52(146), 191-214. <https://doi.org/10.7202/019588ar>
- Servais, É. (2013). Sociologie de la transaction sociale : repères sur la genèse de la problématique: *Pensée Plurielle*, 33-34(2), 21-33. <https://doi.org/10.3917/pp.033.0019>
- Service de l'habitation, Ville de Montréal. (2022). *Répartition des logements sociaux et communautaires sur l'île de Montréal : faits saillants et tableaux*. https://portail-m4s.s3.montreal.ca/pdf/repartition_2021_des_logements_sociaux_et_communautaires.pdf
- Sévigny, M. (2009). *Et nous serions paresseux? Résistance populaire et autogestion libertaire*. Écosociété.
- Shaw, K. S. et Hagemans, I. W. (2015). 'Gentrification without displacement' and the consequent loss of place: the effects of class transition on low-income residents of secure housing in gentrifying areas. *International Journal of Urban and Regional Research*, 39(2), 323-341. <https://doi.org/10.1111/1468-2427.12164>
- Smith, N. (2002). New Globalism, New Urbanism: Gentrification as Global Urban Strategy. *Antipode*, 34(3), 427-450. <https://doi.org/10.1111/1467-8330.00249>
- Touraine, A. (1973). *Production de la société*. Éditions du seuil.
- Triollet, K. et Bernier, J. (2016). Appropriation citoyenne de l'aménagement urbain à Pointe-Saint-Charles, Montréal. *Les Politiques Sociales*, 1-2(1), 89-102. <https://doi.org/10.3917/lps.161.0089>
- Van Criekingen, M. (2013). La gentrification mise en politiques: De la revitalisation urbaine à Bruxelles. *Métropoles*, (13). <https://doi.org/10.4000/metropoles.4753>
- Van Criekingen, M. (2014). Qu'est-ce que la gentrification ? *L'Observatoire*, 2013-14(79). https://www.academia.edu/9839764/Quest_ce_que_la_gentrification
- Van Criekingen, M. (2021a). La ville est une question politique. Dans *Contre la gentrification* (p. 33-60). La dispute. <https://shs-cairn-info.proxy.bibliotheques.uqam.ca/contre-la-gentrification--9782843033094>
- Van Criekingen, M. (2021b). Voir la gentrification d'en bas. Dans *Contre la gentrification* (p. 133-156). La dispute. <https://shs-cairn-info.proxy.bibliotheques.uqam.ca/contre-la-gentrification--9782843033094>

- Vangheluwe, C. (2017). Recension : Documentaire / Le chantier des possibles. *Relations*, (789), 49.
- van Steenberghe, É. (2005). Caractériser l'appartenance sociale pour de meilleures pratiques en éducation relative à la santé environnementale. *Éducation relative à l'environnement. Regards - Recherches - Réflexions*, 5. <https://doi.org/10.4000/ere.4262>
- Vickers, S. (2018). From Balconville to Condoville, but where Is co-opville? Neighbourhood activism in 1980s Pointe-Saint-Charles. *Labour / Le Travail*, 81(1), 159-186. <https://doi.org/10.1353/lt.2018.0005>
- Ville de Montréal. (2017). Saint-Gabriel et Saint-Charles, deux églises coude à coude. *Mémoire des Montréalais*. <https://ville.montreal.qc.ca/memoiresdesmontrealais/saint-gabriel-et-saint-charles-deux-eglises-coude-coude>
- Ville de Montréal. (2018a, 10 décembre). *Opération patrimoine Montréal 2018 – Grand prix Agir ensemble*. YouTube. https://www.youtube.com/watch?v=cV_vBqqS0NM&t=57s
- Ville de Montréal. (2018b). *Ville de Montréal - Portail officiel - Détail du communiqué* [Web page]. Ville de Montréal. http://ville.montreal.qc.ca/portal/page?_pageid=5798,42657625&_dad=portal&_schema=PORTAL&id=31061
- Ville de Montréal. Plan d'urbanisme et de mobilité 2050. Plan d'action 2025-2030. <https://montreal.ca/articles/mise-en-oeuvre-du-plan-durbanisme-et-de-mobilite-2050-15575#:~:text=En%202025%2C%20la%20Ville%20a,premi%C3%A8res%20interventions%20qui%20seront%20r%C3%A9alis%C3%A9es.> juin 2025.
- Ville de Montréal. (s. d.-a). *Griffintown, un quartier en transformation*. Récupéré le 5 mars 2023 de <https://montreal.ca/articles/griffintown-un-quartier-en-transformation-12827>
- Ville de Montréal. (s. d.-b). *Métropole mixte : les grandes lignes du Règlement*. Récupéré le 22 mai 2025 de <https://montreal.ca/articles/metropole-mixte-les-grandes-lignes-du-reglement-7816>
- Vivant, E. et Charmes, É. (2008). La gentrification et ses pionniers : le rôle des artistes off en question: Gentrification and its pioneers. A reassessment. *Métropoles*, (3), 29-66. <https://doi.org/10.4000/metropoles.1972>
- Wagner, S. et Laperrière, M. (2016). L'alphabétisation à Pointe Saint-Charles. *International Review of Community Development*, (3), 127-143. <https://doi.org/10.7202/1034996ar>